

SILENCE

ÉCOLOGIE
ALTERNATIVES
NON-VIOLENCE

N°202
MARS 96

23 F

Réseaux

- LA MAISON DES ASSOCIATIONS, DES ALTERNATIVES ET DE LA FORMATION

- PRIMEVERE A DIX ANS

- DANS LES COULISSES DE L'IMPATIENT

Energie Solaire

LA GRANDE AVENTURE D'UN PETIT CUISEUR



SOYONS RESEAU-NABLES

Sommaire

Réseaux

- La maison des associations, des alternatives et de la formation de Michel Bernard page 4
- Primevère a dix ans de Francis Vergier page 12
- Dans les coulisses de l'Impatient de Michel Bernard page 13

Alternatives page 20

- Nef : de la société financière à la banque
- Panorama du cinéma suisse à Soleure

Environnement page 22

- Transports : contre les grands projets
- Transports : vive le rail !

Femmes page 24

- Commandos anti-IVG : peines de prison
- Nice : Véronique Akobé

Energies page 25

- Tout solaire ?

Solaire : la grande aventure d'un petit cuiseur

de Roger Bernard page 26

Paix page 30

- Fin des essais nucléaires ?

Nord-Sud page 31

- Rwanda

Annonces page 31

Santé page 32

- Le cannabis est-il une drogue ?
- Viande : le retour des hormones

Politique page 33

- Grenoble : Culture libertaire

Nucléaire page 34

- Sortir du nucléaire
- Tchernobyl : dix ans après

Société page 35

- Pour la semaine de 32 heures

Livres page 36

Courrier page 38

Les informations contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 12 février 1996.

Silence fait mieux que l'ARC !

Alors que les mécomptes de l'ARC font la Une des journaux et que l'on découvre que seuls 27 % des dons collectés vont finalement à la recherche contre le cancer, on peut se poser la même question sur la destination de l'argent collecté par la souscription "Un toit pour l'Ecologie".

L'opération commence en avril 1993.
 • Fin 1994, nous avions 89 838 F
 • En 1995, de nouveau 56 100 F
 Soit un total de **145 938 F**

Pour trouver cet argent, nous avons essayé différentes choses et nous avons rencontré d'autres personnes pour avoir des conseils (banquiers, avocats, notaires, autres associations...) ce qui explique qu'au départ on a eu des frais d'heures supplémentaires pour les permanents et quelques frais de déplacements. De même, l'insertion Silence indiquée ci-dessous correspond à l'agrafage d'un encart dans Silence, celui-ci ayant fait passer l'exemplaire au-dessus de 100 grammes, il a fallu payer un supplément à la poste.

Fin 1994, nous avions dépensé :

- Photocopies 296,40 F
- Maquette 88,00 F
- Enveloppes 50,15 F
- Timbres 200,20 F
- Déplacement 520,00 F
- Insertion Silence 5926,00 F
- Salaires 8200,00 F
- Total : 15 280,75 F**

(soit 17 % de la somme collectée)

En 1995, nous avons dépensé :

- Impression Tombola 3458 F
- Timbres + Enveloppes 1000 F
- Invitation soirée tirage 300 F
- Frais d'envois des lots 300 F
- Total : 5058 F**

(soit 9 % de la somme collectée)

Le total des dépenses se monte donc à 20 338,75 F pour 145 938 F collectés, soit un solde net de 125 599,25 F ce qui signifie que **86 %** des sommes collectées sont allées à leur destination. Nettement mieux que l'ARC.

L'argent collecté a servi :

- 105 000 F de part dans la Société civile qui a acheté le local
- 20 000 F d'étagères pour l'aménagement du nouveau local
- le reste est sur le compte et est destiné à prendre encore des parts dans la Société civile.

Perspectives :

Début janvier 1996, il nous manquait donc encore environ 45 000 F pour finir de payer notre participation au nouveau local. Pour collecter la somme manquante, nous avons mis en place une opération avec le jeu "Sortie du nucléaire" (voir ci-dessous). La réalisation de ce jeu nous a quand même coûté environ 1500 F (le plus gros étant payé par nos voisins les Européens contre Superphénix) et il faudra payer les frais d'envoi des jeux. Certaines personnes donnant plus de 100 F et ne recevant qu'un jeu, il ne sera envoyé que 2 à 300 jeux, ce qui devrait coûter entre 2 et 3000 F... soit au total une dépense de moins de 4500 F... ce qui nous maintiendra en dessous des 10 % d'autoconsommations. L'idéal étant d'arriver à 50 000 F collectés pour 45 000 F réellement disponibles. On n'a pas touché le décompte ci-dessous, on vous demandera un dernier coup de pouce quand on arrivera au bout.

Paris : appel aux bénévoles

Plus on est de fous... et moins on travaille. L'équipe parisienne qui tient les stands de Silence est ouverte à l'arrivée de nouvelles énergies. Si vous voulez donner un coup de main pendant le salon "Vivre et Travailler Autrement" du 11 au 15 avril, passez-nous un coup de fil le jeudi (heures de bureau) ou écrivez-nous.

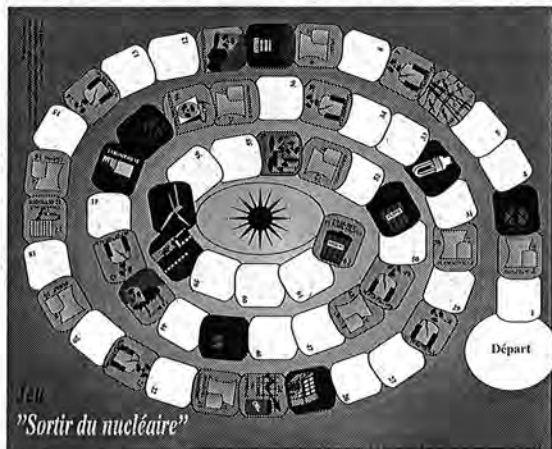
Souscrivez et gagnez un jeu "Sortir du nucléaire"

Afin de compléter la somme nécessaire à l'achat de notre part au sein de la société propriétaire de nos locaux (150 000 F sur 600 000 F), nous vous invitons à faire un don à notre compte "Un toit pour l'Ecologie". Et pour vous encourager à participer, sachez que nous enverrons un jeu "Sortir du nucléaire" à toute personne qui fait un don d'au moins 100 F.

Début janvier, il nous manquait encore 43 800 F et comme vous n'avez pas eu de nos nouvelles pour cause de grèves, la souscription a été faible. Nous avons quand même reçu :

Bailly Salin (Indre et Loire) 200 F
 Dupuy (Yvelines) 100 F

Lacroix (Isère) 100 F
 Martinot (Ariège) 1000 F
 Thiery (Meuse) 150 F
 Tiberghien (Yvelines) 100 F
 Total janvier 1650 F
Reste à trouver 42150 F



SILENCE

"Ecologie, alternatives et non-violence"
 9 rue Dumenge, 69004 LYON
 Tel: 78 39 55 33
 CCP 650 39 Y LYON

imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atefer 26 - Lorient - Tel: 78 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos, dessins, cartons)

N° de Commission paritaire: 64946
 N° ISSN 0756-2640
 Date de parution : 1er trimestre 1996
 Tirage : 3 700 ex

Editeur : Association Silence

Président : Dominique Zanda
 Vice-Présidente : Perrine
 Trésorière : Myriam Cognard
 Administrateur : Jacques Coclin-Mpouma

Réalisation du journal

Directeur de publication : Dominique Zanda
 Secrétaire de rédaction : Michel Bernard
 Michel Jarru
 Michel Jarru
 Publicité : Eve Malafosse
 Relations commerciales : Claude Crolet
 Documentation : Christian Glosson
 Rédaction : Francis Vergier
 Sylviane Poulenard
 Michèle Dussaut-Delorme
 Patrice Bouveret

Conseillers scientifiques : Roger Bernard
 Richard Grantham
 Jacques Ginevald
 Henri Persat
 Henri Pezerat
 André Picot

Dessinateurs : Aïtho
 Mullo
 Lassepe

Correctrice : Thérèse Régné
 Conception maquette : Hubert Pilsion
 Expédition : Maloin
 Deborah Blache
 Chistiane Chapon
 Loïc Gaudin
 Bernard Parez
 Vincent Martin
 Christian Rony
 Xavier Sérédine
 Myriam Travostlino
 Raymond Vignal
 Suzanne Vignal
 Georges David

Correspondants : Alain Claude-Gallié
 René Hamm
 Eric Marquis
 José Oria
 Mireille Oria
 Jean-Luc Thierry

Et pour ce numéro : Antoine Bonduelle
 Marc Carbonare
 Confédération Paysanne
 Boualem Khelifi
 Eric Marchand
 Solar Cooker International
 WISE

Couverture :
 Entrée de la Mactorm, © Michel Bernard

Pour participer au journal

N°203 - Avril
 Comité de rédaction et clôture des articles :
samedi 24 février à 14 h
 Clôture des brèves :
vendredi 9 mars à 12 h
 Expédition :
vendredi 22 mars à 18 h

N°204 - Mai
 Comité de rédaction et clôture des articles :
samedi 30 mars à 14 h
 Clôture des brèves :
vendredi 5 avril à 12 h
 Expédition :
vendredi 19 avril à 18 h

Ce journal est réalisé en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Un repas à 21h30 est offert par Silence.



EDITORIAL

La raison des réseaux

La recherche d'une position dominante ne s'accomode des compétences et qualités d'autrui que pour en tirer une plus-value. Cela se traduit toujours par un assujettissement et, l'action réductrice exercée par le dominant peut aller jusqu'à la mort du possesseur de la qualité convoitée. Qu'une autre compétence, qu'une autre qualité semble menaçante pour le projet dominateur (et, au fond, laquelle, à moins de se soumettre, ne le serait pas ?) et celui-ci n'aura de cesse de la faire disparaître.

Pour la vie sociale, pour la démocratie, pour toute la vie, le projet dominateur est destructeur.

Motivée par les agressions contre la vie et par le désir de vivre pleinement comme individu et membre d'une communauté, toute action citoyenne doit intégrer la lutte contre la domination. Point n'est besoin de prendre les armes pour cela. Il suffit de supprimer jusqu'à nos plus modestes contributions aux projets dominateurs (1) tout en développant des pratiques productives d'adaptations et d'autonomie. C'est le cas de tout ce qui facilite la circulation de l'information, la concertation et la prise de décision communautaire, le cas des échanges réciproques et de toutes pratiques conviviales comme il s'en cultive dans les réseaux.

Ce numéro présente trois possibilités parmi d'autres : un lieu, une revue, un salon.

Alain-Claude GALTIE

(1) Telles l'alimentation d'assurances, de fonds de pension et autres "produits financiers" et les élections de "représentants" sans mandats et non révocables.

LA MAISON DES ASSOCIATIONS, DES ALTERNATIVES ET DE LA FORMATION

Pour le visiteur, la première vision qu'il a de la MAAFORM est l'immense fresque qui s'offre au regard des passants. Souhaitant la bienvenue dans différentes langues, cette

L'accueil est pour le moins surprenant : l'accès au couloir est totalement libre et il faut avoir le culot de frapper à une porte pour rencontrer quelqu'un. Si derrière chaque porte, il y a l'his-

toire d'une association, il est beaucoup plus difficile d'arriver à comprendre comment a pris la mayonnaise pour arriver ainsi à regrouper sur plus de 1400 m² des groupes ayant des histoires fort différentes.

De l'ALDEA à la MAAFORM

A Pantin, au Nord-Est de Paris, la Maaform, installée dans une ancienne usine, regroupe une trentaine d'associations. Un exemple qui montre combien la mise en commun de moyens peut permettre aux initiatives alternatives de se renforcer entre elles.

Au départ, l'idée de la MAAFORM est née de la collaboration déjà ancienne entre la Fédération des Cigales, la société coopérative Garrigue et le réseau REAS, qui eux-mêmes sont tous les enfants de l'ALDEA, association de liaison pour le développement d'une économie alternative. Pour comprendre le cheminement qui a conduit à cette réalisation ambitieuse, il faut donc remonter le temps.

L'ALDEA a vu le jour fin 1981 à l'initiative de différents "intellectuels" qui s'interrogeaient

peinture murale de style latino-américain a été réalisée par des jeunes lors d'échanges dans le cadre de chantiers internationaux. Elle n'est qu'une des multiples réalisations collectives qui ont permis de transformer une friche industrielle en de multiples bureaux, salles de réunion, salles de formation (animées par le CFIP), restaurant (animé par Le relais) ou entrepôt-magasin (pour Andines).

LOCAVIA

L'association Locavia est une association culturelle. Elle s'est créée en 1992 avec pour objectif de réaliser un "train-spectacle" en Colombie. L'idée est née après la réalisation de Cargo 92, un bateau qui avait voyagé de port en port pour rejoindre le sommet de Rio, en 1992 et sur lequel des spectacles gratuits étaient offerts aux populations rencontrées. Le projet colombien s'est concrétisé en décembre 1993 avec musique, opéra, etc... Le financement a été assuré par le ministère des Affaires étrangères et le mécénat d'entreprises françaises. Un nouveau projet est en route pour faire circuler un train pendant dix jours dans dix gares à Cuba. Le projet devrait aboutir en 1996.

depuis quelques années sur la nécessité d'associer le discours militant à une pratique concrète. Celle-ci, appelée "alternative", devait permettre de vérifier à la base la validité des critiques et des solutions opposées au fonctionnement de la société actuelle. En espagnol, Aldéa veut dire "petit village".

L'un des lieux de réflexion dont est issue l'ALDEA sont les Réseaux Espérance qui regroupent des gens qui réfléchissent sur les notions de communauté, d'écologie, de non-violence, d'aide au plus démunis et de spiritualité... (1). L'un des "pères" de l'ALDEA, Patrice Sauvage, inspecteur des finances de son métier, est aussi l'un des animateurs des Réseaux Espérance. L'ALDEA s'installe à l'époque dans les locaux des Amis de la Terre de Paris, rue du Château d'Eau, local où vient de se dérouler la campagne présidentielle du candidat Brice Lalonde.

L'ALDEA déménage, en octobre 1984, dans de nouveaux locaux, 28 Bd de Sébastopol. Elle publie de nombreux textes économiques, anime des débats, participe à des ouvrages de réflexion ("*Les entreprises alternatives*", 1985, ed. Syros). Ces multiples confrontations l'amènent à proposer la création d'instruments pour faciliter l'émergence de projets alternatifs. L'un des obstacles majeurs est le manque de moyens. L'un des mérites de l'ALDEA va être de rompre l'image colportée depuis 1968 sur l'argent sale. L'ALDEA va réhabiliter l'argent comme "moyen" et non comme "but".

Concrètement, elle met en place, dès 1982, les CIGALES, clubs d'investisseurs pour une gestion alternative et locale de l'épargne. Ces Cigales doivent permettre à des personnes conscientes des enjeux de l'épargne d'effectuer des placements sous leur propre contrôle sans laisser les banques effectuer ce travail à leur place. Le slogan initial parle d'"autogestion de l'épargne". Les Cigales, qui fonctionnent de manière conviviale, peuvent alors entrer dans le capital de nouvelles entreprises en amenant une partie des fonds propres.

Le Réseau pour une économie alternative et solidaire

Créé en 1992, le REAS est la formalisation d'un ensemble de réseaux informels préexistants travaillant sur de nombreux sujets. Moteur de la Maaform, le REAS est la plaque tournante de plusieurs centaines de projets en France et en Europe (avec le REEAS) qui se servent du REAS pour confronter leurs idées, échanger des pratiques, des connaissances... Le REAS est donc un lieu d'échange le plus horizontal possible et n'a pas vocation à être un "syndicat" de l'économie alternative avec une plate-forme de revendications précises : tout au plus anime-t-il un débat éthique et politique sur le développement des initiatives alternatives et des outils qui leur sont propres. Jacques Archimbaud, l'un des animateurs du REAS, cite par exemple les consignes données par le gouvernement à un moment donné pour que les Préfets favorisent la mise en place de Cigales au nom du libéralisme... Il a donc fallu réexpliquer que si l'outil est effectivement neutre, c'est ce à quoi sert cet outil qui fait la distinction... Un moyen de contrôle efficace se fait par le choix des correspondants du REAS : ce sont d'abord des gens qui mettent eux-mêmes en pratique ce qu'ils proposent (base même du concept de l'alternative).

Un des axes de réflexion du REAS est la reproductibilité d'un projet : quelles sont les conditions du succès de l'un, quelles sont celles de l'échec de l'autre et à partir de là quels conseils peuvent en sortir ? Quelles solidarités ?

L'Etat, qui n'aime pas ce genre d'initiatives autonomes, a bien sûr mis en place des limites très strictes à ce genre d'initiatives, ce qui fait que le rôle des Cigales est forcément limité... mais pour des projets de petite taille comme c'est souvent le cas dans le domaine alternatif, c'est un outil intéressant (2).

Pour des projets plus importants, l'ALDEA développe, à partir de 1985, un nouveau concept : Garrigue, une société-coopérative à capital-risque qui, comme les cigales, peut participer à la constitution des fonds propres d'une entreprise, mais avec des montants plus importants. Garrigue est officiellement créé en juillet 1985 avec

Le moment fort du REAS reste son congrès annuel. Celui-ci comporte deux parties distinctes : une séance plénière qui est l'occasion de présenter les nouveautés et d'offrir une tribune à des luttes locales (prise de parole d'Eric Pétetin par exemple), la seconde partie étant une multitude d'ateliers dont la liste donne une bonne idée des multiples facettes du REAS :

- Le(s) marché(s) de l'art
- Pratiques de l'économie alternative et solidaire dans le cadre du développement rural
- La formation dans le REAS
- Les moyens d'information du REAS
- Vers une banque européenne des citoyens et des régions
- Expériences de reconversion d'usines d'armement
- financement de la distribution de produits de l'agriculture biologique
- accompagnement et suivi des porteurs de projets
- des entreprises alternatives et solidaires
- labels musicaux alternatifs
- le commerce équitable
- Génération banlieue
- la structuration locale du REAS (groupes locaux)
- dispositifs publics et initiatives des citoyens
- mobilisation des bénévoles
- les initiatives de femmes
- aspects financiers du fonctionnement du réseau
- les outils financiers alternatifs et solidaires
- la mobilisation de l'épargne antillaise

un capital initial de 2 630 000 F. Alors que les interventions des Cigales sont limitées à 20 000 F, Garrigue peut apporter jusqu'à 150 000 F de capitaux.

Parallèlement à la mise en place de ces outils économiques, l'ALDEA lance sa propre revue en novembre 1983. Cette revue où alternent des articles de réflexion et des présentations d'initiatives alternatives, se veut la base d'un réseau horizontal entre tous ceux qui cherchent un moyen de vivre autrement (3). L'ALDEA anime également des stages de formation et réalise des études pour des institutions (Caisse des Dépôts, DATAR...).

(1) Ces réseaux existent toujours et publient une revue trimestrielle dont le but est de favoriser l'échange horizontal entre des gens ayant engagé une démarche personnelle : Réseaux Espérance, 98 boulevard des Rois, 86000 Poitiers, tél : 49 88 00 89. Un article est paru dans Silence n°96.
(2) Pour en savoir plus sur les Cigales, vous pouvez prendre contact avec la Fédération ayant son siège à la Maaform. Un dossier est paru dans Silence n°42.
(3) Silence, qui s'est créé en même temps que l'ALDEA, la fréquente depuis ses débuts et a largement profité de ses présentations pour découvrir de nouvelles initiatives.

(4) TOES : The Other Economics Summit, contre-sommet face au sommet du G7 qui se tient à Paris lors des manifestations pour le bi-centenaire de la révolution. Voir dossier dans Silence n° 118/119. Le sommet revenant tous les 7 ans en France, le prochain se tiendra en juin 1996 à Lyon.

Ces outils servent d'abord des entreprises alternatives. Comment aider les associations ? Pour répondre à cette question, l'ALDEA étudie et lance, en juin 1986, le premier "titre associatif". Cette opération, lancée avec l'accord de la commission des opérations de bourse, la COB, et la collaboration d'une banque, propose de souscrire des parts de 1000 F rémunérées au taux du livret A + 2,5 %. L'objectif est alors de récupérer deux millions de francs pour financer un achat immobilier dans Paris et créer une maison des Alternatives qui puisse fournir des services aux associations et aux entreprises alternatives. Fin 1986, à la fin de l'opération, 1,038 millions de francs ont été collectés.

Cet échec relatif s'accompagne d'autres problèmes. L'association accumule des pertes financières. Début 1987, les permanents sont licenciés et remplacés par des objecteurs de conscience. En 1988, l'ALDEA édite, laborieusement, un annuaire des démarches alternatives. Un contrôle fiscal entraîne un conflit important avec l'administration. Celle-ci va bloquer les comptes de l'association. Heureusement, les structurés des Cigales et de Garrigue sont indépendantes et peuvent poursuivre leur travail. Depuis 1990, l'affaire a été portée devant les tribunaux et, de fait, l'avenir de l'ALDEA est aujourd'hui en suspens, en attendant la fin de ce procès.

En 1989, se tient à Paris le sommet TOES (4) qui réunira plus de 3000 personnes et qui est un lieu de rencontre important pour les associations. C'est lors de la préparation de ce sommet que les animateurs de l'ALDEA tissent des liens étroits avec Solidarité-Emploi.

Solidarité-Emploi, dont le siège est aujourd'hui à la MAA-FORM, a été créée en 1985 à l'initiative de militants de la Fédération de la Gauche Alternative (structure intermédiaire entre le PSU de 1968 et l'AREV, alternative rouge et verte, d'aujourd'hui). Le but de cette association est de venir en aide aux chômeurs qui désirent créer leur entreprise. Les critères de sélection des projets sont très proches de ceux mis en avant par les Cigales et Garrigue, insistant sur l'utilité sociale et écologique. Solidarité Emploi est animé à l'époque par Aline Archimbaud.

Un rapprochement s'opère, qui se traduit par la publication, à partir de mai 1989, de la revue "A faire" ayant pour sous-titre "initiatives, emplois, solidarités".

Avec le développement de la crise et la montée du chômage, de plus en plus d'associations s'attachent à aider les créateurs d'entreprises, que ce soit par la formation, par l'aide à la conception des projets, par l'aide financière...

Pour les faire se connaître, des rencontres sont organisées dans lesquelles on retrouve l'ALDEA, la fédération des Cigales, Solidarité-Emploi, Garrigue. A partir de 1988, ces rencontres prennent le nom de "Réseaux pour une économie alternative et solidaire" et se dote d'un serveur 36 15 Alter*Reas (qui n'existe plus). Par suite des problèmes rencontrés par l'ALDEA, un certain nombre d'activités, notamment d'échange d'informations, vont être reprises en charge par cette nouvelle association, officiellement créée en décembre 1992... qui gardera ce nom de REAS. Le REAS fédère aujourd'hui de nombreux groupes en France (entre 150 et 200) et anime le REEAS qui fait le même travail au niveau européen.

Génération Banlieue/Alterfi

En 1992, à l'initiative de plusieurs associations de banlieue (Agora, Jeunes Objectif Bron et Jeunes Avenir dans la région lyonnaise, Vitécri et Zebda dans la région toulousaine, SOS ça bouge, AntiGalère, Idriss en région parisienne), une réflexion s'engage sur le manque de moyens financiers de la deuxième génération de l'immigration, particulièrement touchée par le chômage.

Ces associations, qui mènent des actions de socialisation dans leur quartier sont très sceptiques sur les interventions des pouvoirs publics. Elles en sont arrivées, après des discussions avec d'autres expériences économiques, à envisager la mise en place d'outils économiques spécifiques aux banlieues.

Elles s'organisent alors pour lancer l'idée d'un fonds commun de placement à risque (un FCPR comme celles cotées en bourse). Ce fonds, dénommé "Génération Banlieue", prendrait le risque d'investir dans le capital de nouvelles entreprises nées de l'initiative de jeunes de banlieue. Le capital nécessaire au lancement de ce FCPR est de 2,5 millions sous forme de parts de 500 F. Les lois financières ne permettant un appel public que pendant un temps limité, pour éviter le risque d'un échec, il est d'abord décidé de faire "du téléphone arabe" pour collecter des promesses de placements. Le lancement de l'opération est programmé pour la fin 1992. Les promesses arrivant moins vite que prévu, l'opération est plusieurs fois retardée. Une grande campagne d'explication est menée dans toute la France avec une multitude de conférences. Malgré le soutien du REAS, d'autres obstacles apparaissent. En effet, alors que tout est enfin prêt en 1994, la Commission des Opérations de Bourse bloque le projet en rejetant deux principes au niveau de la gestion du FCPR par la société Alterfi, qui s'est constituée entre temps pour cela. La COB refuse que les associations locales puissent influencer la décision de l'attribution de capitaux lors de la création d'entreprise ; la COB refuse l'idée que les associations locales aient les capacités suffisantes pour estimer si un projet tient la route. La COB réclame donc des gens diplômés pour gérer le fonds, ce qui écarterait automatiquement les responsables associatifs de la gestion de ce fonds... Ce refus a conduit la société Alterfi à devenir une société de capital-risque au capital de 500 000 F, ce qui a nécessité moins de capitaux, moins de contraintes de gestion, mais limite les possibilités de publicité pour la collecte de fonds. Actuellement, le débat avec la COB se poursuit, mais celle-ci ne semble pas vouloir céder, assurant la défense des épargnants.

L'un des premiers investissements de Génération Banlieue aura été une prise de participation dans le capital de Sheila Broguy, une société spécialisée dans le bois cannelle pour la restauration créole. Une somme de 5000 F a été prise dans le capital et un apport bancaire de 25000 F sur compte bloqué a été versé comme garantie financière.

Un projet "Valeur-Antilles" est actuellement en discussion pour une FCPR qui collecterait l'épargne des Antillais et qui servirait à investir dans des projets dans les départements d'outre-mer.

Le relais

L'une des activités les plus visibles de la MAAFORM est le restaurant "Le relais". Si l'on peut y manger (bien) sans plus de question, on peut aussi passer du côté coulisse pour découvrir qu'il s'agit en fait d'un restaurant d'insertion. Le responsable du restaurant, Belka Kheder, a longtemps été éducateur et animateur de centre social dans des quartiers de la banlieue nord-est de Paris (Montreuil, Bondy...). Le restaurant sert de base à une formation aux métiers de la restauration : une douzaine de jeunes y préparent un CAP "service-salle" tandis qu'un autre groupe de même importance, mais composé d'adultes plus âgés se forment au travail de cuisine pour collectivités. L'approche du travail social est fondamentalement différente des réseaux habituels : alors que la plupart dépendent des allocations de divers services sociaux, il s'agit d'être autonome en s'appuyant sur les seules recettes du restaurant. Pour compléter le tout, le Relais entend favoriser l'expression des richesses communautaires en offrant un véritable tour du monde de la cuisine : "52 semaines, 52 pays, 52 cuisines, 52 musiques". Cela a l'avantage de favoriser le travail des cuisiniers qui peuvent ainsi présenter les recettes qu'ils connaissent, échanger de multiples recettes avec les autres. Le moyen le plus convivial de faire connaissance avec la MAAFORM.



La naissance de la MAAFORM

Début 1991, un groupe d'animateurs de la formation professionnelle de Pantin (Seine-Saint-Denis) s'interroge sur l'efficacité de leur travail. Ils cherchent le moyen de lutter plus efficacement contre l'exclusion sociale qui fait rage dans le département. La découverte d'une friche industrielle, à proximité de la station de métro Eglise de Pantin, va leur donner l'idée d'essayer de décloisonner la formation professionnelle en mêlant structures de formation et associations ayant des actions sociales. Ils connaissent la revue "A faire" et très vite les groupes, derrière la revue, s'attellent au projet.

Des réunions de "remue-ménages" permettent de définir ce que pourrait devenir le lieu. Ainsi, dès les premières réunions, le projet d'un restaurant pédagogique et multiculturel voit le jour. Ce sera "Le relais", qui offre aujourd'hui dans une salle rénovée des repas français ou exotiques dans une ambiance conviviale qui mérite le détour. On retient également l'idée d'ateliers de formation en direction du bâtiment (maçon, plombier...), cela débouchera sur le CFIP, centre de formation inter-professionnel qui occupe aujourd'hui une grande salle à côté du restaurant. Un collectif se met en place dans lequel on trouve au départ, aux côtés des groupes déjà cités, le journal antillais Dom-Hebdo, Villages sans frontières, Nature et Progrès, INFORMM (société de

service multimédia), REPONSE (réseau d'entreprises pour l'organisation de nouvelles solidarités vers l'emploi), Afrique Partenaires Services, Agora service, etc... Une association, la MAAFORM, maison des associations et de la formation, est créée pour fédérer tout le monde. Cette association prendra un A de plus (pour Alternatives) dans les années qui suivront.

Reste à entrer dans les murs. Pour cela, il faut que le propriétaire accepte de louer et d'autre part, il faut engager de multiples travaux pour transformer les grands hangars en différentes salles d'activités : restaurant, ateliers, entrepôts, bureaux... L'association à peine créée, un emprunt bancaire est fait auprès de la Banque Populaire, cautionné par la société financière de la NEF (5), la

(5) La NEF, nouvelle économie fraternelle, est une société financière créée par le mouvement anthroposophique (Steiner) pour aider au financement de projets socialement et écologiquement utiles. Actuellement la NEF est en pleine augmentation de capital pour pouvoir se transformer en banque. Voir page 20 dans ce numéro.

DOM-Hebdo

Dom-Hebdo est né du désir d'André Richol d'offrir un lieu d'expression à la colonie créole qui s'est installée en Ile-de-France (environ 500 000 personnes) : Martiniquais, Guyanais, Guadeloupéens, Réunionnais..., mais également pour faire prendre conscience à ceux qui sont restés dans les îles qu'en métropole, ils sont considérés comme des immigrés.

Le problème économique s'est tout de suite posé dès le début du projet. En effet, les Antillais n'ont pas de grandes fortunes, pas de banques, pas ou peu de réseaux économiques. Cela s'explique par le fait que l'esclavage n'a été aboli dans les îles que depuis guère plus d'un siècle et aussi par le fait que l'installation en métropole ne s'est faite qu'après la fin de la deuxième guerre mondiale. De plus la communauté antillaise n'intéresse pas les politiques : elle n'est guère politisée, elle n'est pas violente, elle n'est pas secourue par l'intégrisme... et pourtant, elle vit dans des conditions du même niveau que la plupart des immigrés. Alors que l'on parle beaucoup du "mal des banlieues" à travers les soubresauts de la communauté d'origine maghrébine, on ne parle guère de la "désespérance antillaise".

Etant noire, l'équipe de rédaction s'est également heurtée au racisme ordinaire des Français : aucune banque n'a accepté de prêter de l'argent, aucun imprimeur n'a accepté de faire crédit.

C'est donc sans capital ou presque que l'aventure commence en 1988 avec seulement une subvention du Conseil Général de Martinique. La revue, imprimée sur rotatives en format tabloïd, est d'abord hebdomadaire. Elle est ciblée pour les jeunes d'ici et de là-bas. Elle est diffusée en kiosque. Les résultats sont encourageants : les ventes montent jusqu'à 20 000 exemplaires. Mais les finances ne suivent pas. La création de la MAAFORM donne un certain répit à la revue en diminuant ses frais administratifs, mais cela ne suffit pas, la revue devient bimensuelle pour n'être plus aujourd'hui qu'irrégulière.

L'arrivée de DOM-hebdo sur le marché de la presse a suscité des vocations : d'abord Hersant qui se met à diffuser une version "métropole" de France-Antilles, mais sans succès, puis la ville de Paris qui prend le relais avec "France-Iles".

André Richol garde toutefois l'espoir de relancer sa revue. Il apprécie l'esprit de la MAAFORM car depuis les débuts de l'aventure de son journal, "c'est la première fois que je rencontre des gens qui sont prêts à faire quelque chose avec nous" et non pas "pour nous".

Fondation France active et des cautions personnelles. Dès l'été 1991, des groupes installent leurs bureaux dans l'ancien bâtiment administratif, alors que se mettent en place des "chantiers-écoles" avec les organismes de formation pour transformer les hangars. Diverses conventions sont alors passées avec la direction départementale du travail et de l'emploi et avec la région pour obtenir des financements... qui pour beaucoup ne viendront jamais. Ces chantiers-écoles emploient des jeunes du département et également - dans le cas de l'immense fresque murale - des jeunes venus de différents pays européens dans le cadre d'échanges entre quartiers difficiles.

Les problèmes de structures, de places et de finances vont provoquer de multiples mouvements d'associations. Mais cette agitation n'est pas vue d'un mauvais œil : l'un des buts de la

Maaform étant de servir de "pépinière" à des projets, il est tout à fait normal que des projets y naissent puis s'en éloignent, soit parce que le projet prend son envol soit parce qu'il échoue. En 4 ans, envi-

ron 60 initiatives ont ainsi vu le jour à la MAAFORM et cela a entraîné un brassage qui explique que les groupes présents aujourd'hui ne sont pas les mêmes qu'au départ (voir encarts). Ce renouvellement a quand même un prix : cela alourdit le fonctionnement de la MAAFORM qui doit sans cesse être remis à jour. Et le temps passé à s'organiser de manière interne est du temps pris sur l'ouverture à l'extérieur, ce qui provoque des débats sur l'équilibre à trouver.

Les frais de fonctionnement

La location de l'usine et les frais de travaux ont entraîné une valeur locative élevée. Malgré les nombreuses économies réalisées par les chantiers-écoles, la réfection des lieux a nécessité 3 millions de francs de travaux. Pour diminuer ce poids, la Maaform engage alors des négociations avec le propriétaire et avec la mairie de Pantin pour que la mairie devienne propriétaire et puisse aider la Maaform en acceptant de louer à un prix plus raisonnable. C'est chose faite depuis juin 1995... mais de nouveaux nuages sont apparus : les commissions de sécurité, du fait du caractère public du restaurant et des salles de formation, ont demandé de nombreuses améliorations du bâtiment : protection électrique, portes anti-feu, tissus ignifugés, porte de secours... La baisse du loyer permettra en partie de

Passeport Pluriel

Passeport Pluriel s'appuie sur les expériences des réseaux d'échanges de savoirs (voir Silence n°194). Elle a mis en place des formations gratuites en alphabétisation et en apprentissage des langues, sans aucun frais d'inscription ni aucune rémunération. Ces formations s'adressent prioritairement aux personnes en difficulté (mères isolées, chômeurs en fin de droit, bénéficiaires RMI, moins de 25 ans...).

L'association s'est créée en 1992 et a son siège à la Maaform. Toutefois ses activités ne se passent pas dans les locaux : elles sont décentralisées au plus près des demandes selon un principe de réseau local.

Outre ces formations assez structurées, des personnes proposent de nombreuses autres activités sur le principe "chacun sait quelque chose, chacun peut transmettre son savoir et recevoir celui d'autres personnes". Ainsi, à l'automne 95, l'association proposait des cours de danse, des aides pour monter un projet personnel, un atelier d'expression corporelle, des cours d'espagnol, d'italien, d'anglais, de russe, de français, des randonnées, des conseils sur la santé, sur l'alimentation, des cours de broderie, de cuisine...

L'association dispose de quatre salariés pour l'organisation de toutes ces activités. Ces salariés sont pris en charge par différents services sociaux.

financer ces nouveaux travaux, mais ne résoud donc pas le problème des loyers qui restent élevés pour l'ensemble des groupes. Collectivement, ce loyer se monte en effet à 83 000 F par mois, ce qui, même en région parisienne, est plutôt élevé.

Le débat sur la répartition de ce loyer entre les différents groupes est un sujet de discussion difficile car il faut tenir compte de la richesse relative de chaque groupe, de la solidarité affichée entre les groupes, des différences entre celles ayant des budgets énormes mais pas forcément besoin de beaucoup de place et d'autres pour qui c'est l'inverse... Enfin, il y a toujours un ou deux groupes en difficulté qu'il faut savoir aider, mais jusqu'où ? Enfin, la qualité des espaces n'est pas la même (lumière, soleil, chauffage...).

Et pour clore le tout, s'il y a plus d'associations que d'entreprises, ce sont quand même les entreprises qui occupent une grande partie de la place... De quoi débattre ! Le résultat : la location rapportée au m² varie de 30 à 80 F par mois.

PIVOD

L'association PIVOD a été créée en mars 1986 pour "contribuer à la promotion du volontariat, notamment au profit des acteurs économiques les moins favorisés". Elle est dès le départ reconnue par les pouvoirs publics comme "Point chance" mis en place par l'Agence nationale pour la création d'entreprises (ANCE). Ses adhérents sont des retraités bénévoles, anciens cadres d'entreprises, qui organisent des rendez-vous avec des porteurs de projet pour discuter avec eux de la viabilité de leur projet, des connaissances que cela demande, des démarches administratives que cela suppose, etc...

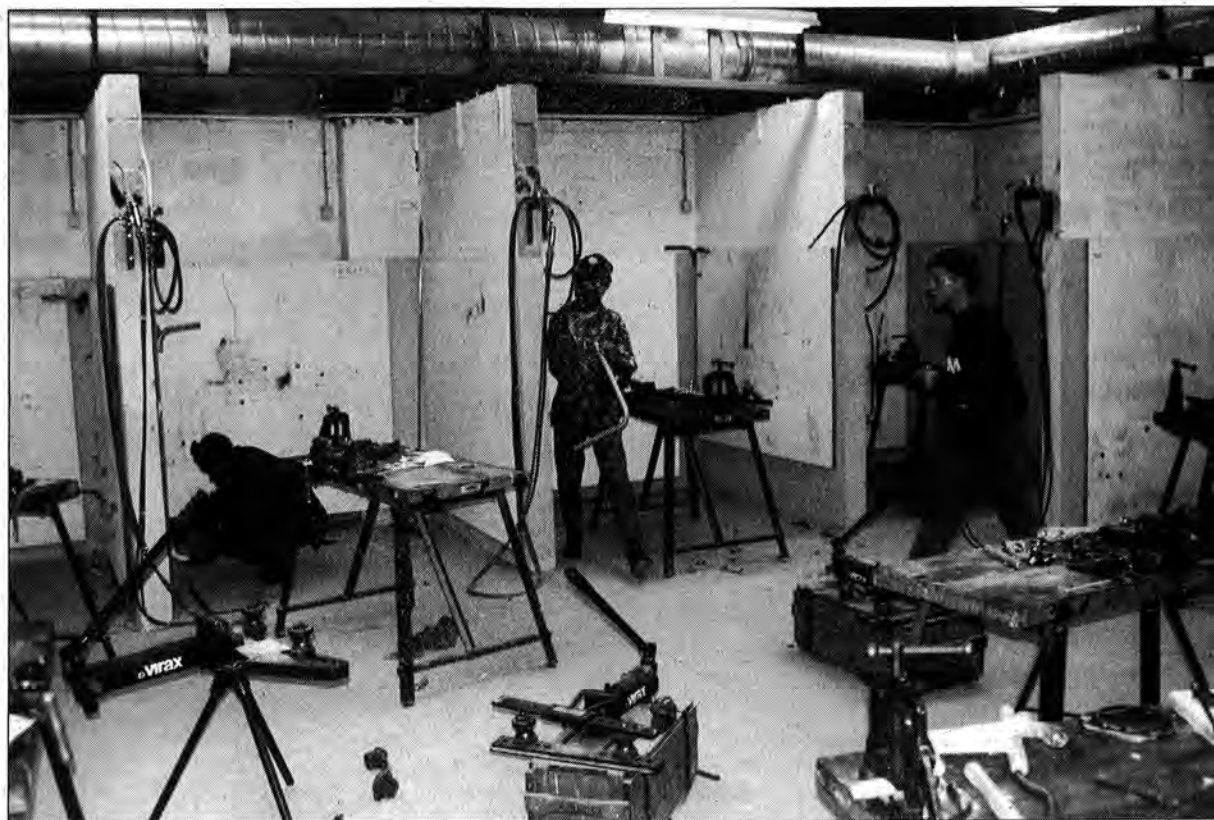
Elle vient en aide d'abord aux projets individuels (commerçants, artisans...) auprès de personnes qui la plupart du temps sont d'anciens salariés mis au chômage et qui veulent valoriser leur savoir en se mettant à leur compte. Le groupe présent à la MAAFORM est celui de Seine-St-Denis. Il existe d'autres groupes dans les autres départements. Le groupe Pivod 93 a ainsi reçu 280 visites en 1994 et plus de 400 en 1995.

La solidarité entre les groupes

Comment une trentaine de groupes peuvent-ils travailler ensemble ? Si la Maaform est bien gérée collectivement, concrètement, c'est une seule personne de chaque groupe qui suit les réunions de coordination. Cette personne étant souvent très occupée dans son propre groupe, l'investissement au sein de la Maaform reste souvent minimum. Ceci explique que prises individuellement, les

personnes salariées sont souvent peu au courant de ce qui se décide collectivement. Si l'on trouve plus d'une cinquantaine de personnes permanentes sur place (auxquelles s'ajoutent une vingtaine de personnes travaillant à l'extérieur, mais rattachés à un des groupes), toutes n'ont pas la même vision des lieux, c'est évidemment encore plus flou pour les bénévoles (plus de 700 actifs dans l'ensemble des associations). Certains groupes, comme ceux de l'économie alternative (REAS, Garrigue, Solida-

CFIP Ce centre de formation inter-professionnel accueille des jeunes du département et est spécialisé dans les métiers du bâtiment. Il assure aussi des formations en informatique et en alphabétisation.



rité-Emploi, Cigales...) se fréquentent depuis fort longtemps (et réalisent ensemble la revue "A faire") alors que d'autres ont un passé commun plus récent.

Après quatre ans de fonctionnement, ce manque de (re)connaissance est un sujet qui pose question aux administrateurs de la Maaform. Pour essayer d'y remédier, un objecteur, Eric Marchand, a pris ses fonctions depuis septembre 95 dans le but de faire circuler l'information entre tous. Un bulletin devrait être mis en place pour simplement se tenir au courant de ce qui se passe et pour informer tous ceux qui passent dans les locaux. Enfin, deux contrats-emplois solidarité ont été mis en place pour assurer, cette fois, l'accueil des visiteurs.

Des projets encore plus grandioses

Le fonctionnement en réseau horizontal au sein de la Maaform a du mal à se concrétiser. Si un esprit de solidarité a soufflé pendant la phase intensive des travaux initiaux, certains constatent qu'aujourd'hui l'habitude et le niveau de confort actuel ont provoqué un relâchement des liens. L'ancienneté joue également : les nouveaux groupes arrivent souvent parce qu'ils en connaissent un autre... mais souvent ignorent à peu près tout de l'histoire du lieu.

Solidarité emploi

Les associations Solidarité-Emploi ont vu le jour à partir de 1985. Le principe en est simple : les personnes qui adhèrent localement choisissent librement le montant d'une cotisation qui sera prélevée automatiquement sur leur compte en banque (moins de 100 F en moyenne). L'argent collecté alimente une cagnotte locale qui permet d'accorder des prêts sans intérêt à des chômeurs porteurs de projets de création d'activités (prêts allant de 5000 à 50 000 francs). Le prêt s'accompagne de conseils pratiques dans des domaines variés (montage administratif, gestion, étude de marché...)

Outre la solidarité entre ceux disposant d'un revenu et ceux qui n'en ont pas, l'action de Solidarité-emploi vise à développer l'initiative individuelle, à promouvoir des emplois à forte dimension d'utilité sociale dans des domaines peu ou mal satisfaits (environnement, transports, animation, vie rurale...).

La démarche est extrêmement décentralisée.

Le prélèvement mensuel permet de constituer un fond et de faire face aux échecs que l'association enregistre parfois. Ainsi, un projet de boulangerie fonctionnant comme structure de réinsertion dans les banlieues a fait faillite mettant en difficulté le groupe de Lyon qui s'était porté caution auprès de la NEF, société financière alternative, pour un montant de 100 000 F. Il a fallu le soutien, début 1995, des autres groupes locaux pour combler le trou.

Andines

Andines est une entreprise créée en 1987 dans le but d'établir un réseau de distribution équitable entre des producteurs d'Amérique du Sud et des consommateurs français. Elle dispose d'un magasin dans Paris (24 rue André del Sarte, dans le 18ème) et d'un entrepôt au sein de la MAAFORM qui occupe une place importante (300 m²). Outre son magasin, elle commercialise les produits (essentiellement de l'artisanat) par des présences dans des manifestations culturelles, auprès des comités d'entreprise et enfin par la vente par correspondance (catalogue sur simple demande).

A la différence d'Artisans du Monde qui fonctionne en association et avec surtout des aides bénévoles, Andines a fait le choix d'avoir des salariés, estimant que tout travail mérite salaire. Chacun des cinq salariés a la responsabilité des relations d'Andines avec un ou deux pays d'Amérique du Sud et il s'y rend presque chaque année. Cela permet de tisser des liens directs avec les coopératives et les regroupements d'artisans ou les petites entreprises personnelles, qui sont les trois types de partenaires d'Andines. A l'inverse, des voyages sont organisés pour que les fabricants des produits viennent en visite en France... et se rendent compte que tous les "gringos" ne roulent pas sur l'or et que la solidarité est aussi nécessaire dans les pays occidentaux.

Le système mis en place permet de reverser environ 40 % du prix de vente aux producteurs contre un taux de 10 % dans le commerce classique. Elle compte actuellement plus d'une centaine de fournisseurs.

Pour se créer, la société a fait appel à de multiples sources de financement alternatives (Guarrigues, NEF, Autonomie et Solidarité, et apports personnels des salariés...). Son capital est de 400 000 F. Elle a dû attendre 1994 pour commencer à faire du bénéfice et rembourser ses emprunts. Son chiffre d'affaires atteint 3 millions de francs. Elle ne touche aucune subvention. Malgré un engagement en temps important, les salaires restent modestes : entre 6500 F et 8000 F mensuels.

Pour éviter toute dérive du projet initial, comme c'est souvent le cas dans les structures qui grossissent, il a été prévu dans les statuts de l'entreprise que l'entrée d'un nouvel associé ne peut se faire que par une décision unanime des porteurs de parts. Cette clause "lourde" oblige à prendre les décisions au consensus, ce qui est exceptionnel dans une entreprise de cette taille.

Dans ce contexte où les personnes autour de "A faire" ont une longueur d'avance sur toutes les autres, le risque d'une hiérarchisation de fait est manifeste. Les projets de développement actuelle-

ment en discussion avec la mairie risquent encore d'augmenter le phénomène.

En effet, la Maaform est entourée sur un côté d'une série de garages assez vétustes, et d'un autre côté d'une ancienne casse d'autos qui vient d'être récupérée par la mairie. Un architecte ami de la Maaform a donc conçu un projet d'extension de la Maaform qui permettrait une meilleure intégration de celle-ci dans la ville : les garages seraient remplacés par des logements sociaux de faible hauteur (3 niveaux), la casse-auto deviendrait pour partie un espace vert et pour une autre partie des ateliers d'artistes. Cette casse donnant sur les bords du canal de l'Ourq, l'architecte propose la mise en place d'une voie piétonnière qui partant du centre de Pantin rejoindrait le canal en passant au milieu de la Maaform.

Michel BERNARD



Les associations en bref

MAIFORM

61 rue Victor Hugo
93500 Pantin
Tél : (1) 49 15 04 00
Accueil : Eric Marchand

Accueil, formation conseil

- **AMI**, appui mutuel en informatique, André Crisan, tél : (1) 48 44 09 52
- **VAIR**, conseil en développement local, Jacqueline Lorthiois, tél : (1) 49 15 04 03
- **CCFEL**, formation prévention des sociopathies et du Sida, Karim Abboub, tél : (1) 48 43 35 96
- **CFIP**, formations bâtiment, vente, informatique, alphabétisation, Ahmed Boudrhaa, tél : (1) 48 44 02 51
- **Passeport pluriel**, accompagnement à l'autoformation, réseau d'échanges de savoirs, formation linguistique, André Bloyet, Tatiana Laroyenne, tél : (1) 48 40 39 48
- **PIVOD**, accueil et orientation de porteurs de projet par d'anciens cadres bénévoles, Antoine Pillet, tél : (1) 49 15 04 04
- **Point Tiers**, recrutement, accueil et orientation des bénévoles, Claude Bouju, tél : (1) 48 44 95 31
- **Relais-formation**, formation aux métiers de la restauration, P Giordanelli et G. Frégar, tél : (1) 48 91 31 97
- **SAS 93**, service amitié solidarité, emplois familiaux, travaux de proximité, Pierre Joseph-François, tél : (1) 48 10 96 01

Outils solidaires

- **Alterfi**, gestion d'outils financiers

pour la création d'emplois dans les banlieues (placement Génération Banlieue), Henri Leblanc, tél : (1) 48 46 90 65

- **ANPSA**, offre aux non-assurés sociaux une garantie médicale à 100 % des tarifs sécu et aux assurés sociaux une mutuelle complémentaire, Thérèse Gouet, tél : (1) 48 44 40 02
- **Fédération Nationale des CIGALE**, clubs d'investisseurs pour une gestion alternative et locale de l'épargne, Véronique Lacomme, tél : (1) 49 91 91 87
- **Garrigue**, société coopérative qui investit dans des entreprises de l'économie alternative et solidaire, tél : (1) 48 91 91 87
- **MEDIMA**, mission espoir et dignité pour Madagascar, Esther Andriamasivelo, tél : (1) 48 43 27 81
- **Solidarité emploi**, création avec des chômeurs d'emplois durables d'utilité sociale, Chantal Kirchen, tél : (1) 49 15 04 04

Réseau alternatif

- **REEAS**, regroupement d'initiatives économiques de citoyens en Europe et au-delà, tél : (1) 49 15 04 05
- **REAS**, réseau de l'économie alternative et solidaire, Jacques Archimbaud, tél : (1) 49 15 04 03

Economie alternative

- **Alteractif**, conseil en gestion et organisation des entreprises, Jean Mata, tél : (1) 48 91 91 87
- **Andines**, entreprise de produits artisanaux d'Amérique du Sud, Michel Beson, tél : (1) 48 10 08 54
- **Le relais Restauration**, entreprise d'insertion, cuisine traditionnelle fran-

çaise et internationale, ouvert tous les jours, midi et soir (sauf samedi midi et dimanche), Belka Kheder, tél : (1) 48 91 31 97

Information, communication

- **A faire**, journal trimestriel d'informations générales animé par le REAS, Solidarité Emploi, Alterfi, les Cigale, Garrigue... Simone Scaraffiotti, tél : (1) 49 15 04 04
- **DOM-Hebdo**, journal d'information des originaires d'Outre-Mer, André Richol, tél : (1) 49 15 04 75
- **Si t'es banlieue**, animation radio dans les quartiers, Jean Rimbaud, tél : (1) 49 15 04 00
- **Techni-presse**, édition du magazine Afro-Caraïbes, Boubacar Badji, tél : (1) 49 15 04 00

Animation, culture

- **Caravane des quartiers**, festival itinérant dans les banlieues, Madani Kherfi, tél : (1) 48 10 04 59
- **Fahrenheit Concert**, organisation de concerts, Philippe Renaud, tél : (1) 49 15 04 00
- **Locovia**, association promotion culturelle ayant pour support un train, tél : (1) 48 40 89 33
- **Les Cousins**, troupe de spectacles, tél : (1) 48 40 62 79
- **Tout fou, to fly**, troupe de spectacles, tél : (1) 48 40 72 95

Enfin, il existe de nombreuses autres associations qui n'ont qu'une boîte aux lettres et qui louent ponctuellement l'une des salles de réunion.

PRIMEVERE A DIX ANS

Aujourd'hui, tous les militants qui fréquentent les salons et foires écolos remarquent très vite qu'il existe deux catégories de rencontres : celles mises en place par des organisations commerciales et celles coordonnées par des associations. Dans cette deuxième catégo-

sant. Pour faire une animation continue, des associations et des entreprises alternatives locales sont invitées à tenir un stand. Le budget est très limité (quelques dizaines de milliers de francs). Une trentaine de groupes prennent un stand malgré le caractère politique affirmé de cette fête.

Le Salon Primevère qui se tiendra à Lyon début mars a atteint une taille respectable tout en sachant équilibrer son côté convivial et son imposant budget.

rie, on compte de multiples foires de week-ends d'où émergent deux rendez-vous d'envergure : la foire de Rouffach, en Alsace, qui se tient chaque année à la Pentecôte et Primevère qui se déroule maintenant le 1er week-end de mars.

La fête du printemps

Tout commence en 1986 lors des élections régionales. Les Verts s'interrogent sur le moyen de marquer leur campagne sans tomber dans le traditionnel meeting où ne viennent que des convaincus. L'idée de faire une fête est retenue. Patricia Fridmann qui aide à la promotion d'une radio municipale assez écolo, "Radio-Julie", attachée de presse de formation, accepte de travailler sur cette fête. Au programme, on trouve des conférences, un film et un bal dan-

Ce premier "mini-salon" va accueillir environ 300 personnes dans une saine pagaille. Mais le bilan est jugé positif : les personnes présentes ont apprécié l'ambiance. Le choix est fait de renouveler l'initiative. Comme chaque année les élections tombent au printemps, la date est maintenue pour servir de tremplin aux Verts et un nom est choisi pour la manifestation : "Primevère", ce qui signifie vaguement "les Verts en premier" et va bien dans le style floral des salons déjà existants "Marjolaine" à Paris, "Valériane" à Namur. Le sous-titre fait l'objet de longues discussions : l'écologie est-elle ou non un terme générique suffisant pour définir le salon ? Il est décidé de rajouter dans le titre le terme "alternatives" qui symbolise la mise en pratique concrète de ces idées. Ainsi le salon "Primevère" se veut une vitrine de tous

ceux et celles qui mettent en pratique au moins une partie des idées écolos.

Les Verts passent le relais

En 1988, le salon se retrouve au Palais des Congrès de Lyon, un lieu malcommode car les salles sont à l'étage... avec un seul monte-charge pour les exposants, ce qui provoque des embouteillages homériques sur le parking.

Le salon marchant bien, les demandes de stands sont de plus en plus nombreuses. Le respect des normes de sécurité implique de réfléchir à de nouveaux moyens, à un nouveau lieu et donc à un budget plus important... or lors de la quatrième édition du salon, celui-ci représente déjà 80 % de celui des Verts du Rhône. De plus, si l'on veut trouver de nouveaux bénévoles pour aider au salon, il faut élargir l'appel aux bonnes volontés à l'extérieur des Verts.

La décision est alors prise de créer une association indépendante qui gardera des liens privilégiés avec les Verts. Cette association réunit au départ huit membres des Verts et il est décidé que l'adhésion se fasse par cooptation pour que l'élargissement soit maîtrisé. Un contrat moral prévoit que les Verts bénéficieront d'un stand gratuit dans le salon en échange d'une mobilisation bénévole de ses militants pour aider à la tenue du salon (1).

La Halle Tony Garnier

En 1990, Primevère arrive à la Halle Tony Garnier. Cette immense salle de métal et de verre fait 18 000 m² de surface. Située au Sud de Lyon, elle est la salle de toutes les grandes manifestations lyonnaises. Elle se loue par travées de 800 m². Il faut louer au minimum 4800 m² pour y tenir une manifestation... ce qui oblige Primevère à faire un pari : doubler de surface, de nombre de stands, de nombre de visiteurs et de budget. Ce pari sera gagné et le salon passe la barre des 10 000 visiteurs.

(1) Le contrat prévoit notamment que l'on doit trouver sur le stand des Verts uniquement de l'information sur leurs activités à l'exclusion des campagnes électorales.



Photos Marc Carbonare

Dans les années qui vont suivre, le salon poursuivra sa croissance à raison d'une travée supplémentaire par an... pour atteindre les 8000 m² en 1996. Le nombre de stands gonfle pour se stabiliser depuis deux ans autour de 270 stands (limité par le quota association, voir en encart). Le budget atteint le million de francs en 1995. Le nombre des visiteurs dépassent maintenant les 20 000 et le salon s'est offert depuis 1995 une soirée d'ouverture supplémentaire le vendredi soir. Pour faire tourner cela, le nombre des bénévoles a régulièrement augmenté jusqu'à dépasser la centaine aujourd'hui.

Un salon politique

Ce qui identifie le plus le salon Primevère est sans doute son caractère politique affirmé : une attention toute particulière est accordée aux conférences et aux associations dans de nombreux domaines : environnement, santé, paix, Nord-Sud, social, habitat, énergies, enfants, loisirs... Pour en faire la promotion, chaque année depuis 1992, un accord est passé avec une revue présente sur le salon et un hors-série est distribué aux lecteurs de la revue ainsi qu'à l'ensemble du fichier des visiteurs

Comment assurer la présence d'associations dans un grand salon

Généralement plus un salon grandit, moins on y trouve d'associations. Cela s'explique de la manière suivante : l'augmentation du public nécessite des espaces de plus en plus grands pour la circulation, espace dont le prix se répercute sur le prix des stands. Ainsi à Primevère, si le salon occupe 8000 m², seuls un peu plus de 1300 m² sont loués. Le reste sert aux couloirs, aux zones de sécurité, à l'accueil, à l'espace restaurant, à l'espace enfant, à trois salles de conférences, à des espaces d'animation. Il faut donc qu'un stand paie six fois le prix de sa surface !

Pour maintenir l'accès aux petits budgets des associations (et aussi des producteurs en agriculture biologique), plusieurs moyens ont été utilisés :

- 1 • Les prix des stands ne sont pas les mêmes selon qui les loue. A Primevère, une association paie 50 % moins cher qu'une société commerciale (cela est aussi vrai dans de nombreux autres salons). Même ainsi, cela laisse le stand de base à plus de 1000 F, ce que beaucoup d'associations ne peuvent se permettre.
- 2 • Primevère utilise alors un moyen pour le moment unique en France : chaque stand reçoit l'équivalent du prix du stand en billets d'entrée qu'il peut revendre. Si bien souvent les commerçants distribuent leurs billets gratuitement, les associations en revendant les billets peuvent se rembourser totalement leur stand. Ce qui évite l'écueil du prix.
- 3 • Primevère s'est fixé un quota : avoir 50 % de stands associatifs ce qui de fait entraîne une sélection importante du côté des commerçants, potentiellement beaucoup plus nombreux, et donc de nombreux refus.

Il reste pourtant un problème : les associations prennent le plus souvent un stand minimum (4 m²) alors que les commerçants prennent des stands plus grands (jusqu'à 16 m²) et le visiteur a l'impression de voir beaucoup plus de stands "lucratifs" que de stands "non-lucratifs". Cette "vision" est combattue par plusieurs mesures : la manière d'ordonner le salon (en regroupant les associations par secteurs), l'ouverture de plus en plus d'espaces thématiques offerts pour des animations organisées par les associations (espace énergies renouvelables, espace nature, salles de conférences...), mais cela reste la critique majeure que l'on entend de la part des visiteurs.



Voiture solaire devant la Halle

La sélection des stands

Il existe bien sûr un règlement théorique qui élimine un certain nombre de stands (on ne verra pas de stands EDF à Primevère !)... mais le choix reste encore très subjectif et provoque des débats passionnés et passionnants. Actuellement, le salon se prépare tout au long de l'année : entre mars et septembre, c'est la période des bilans et des projets avec entre autre l'analyse des stands qui ont été une "erreur" (3 ou 4 chaque année) puis de septembre à janvier, ce sont des réunions régulières où l'on discute des nouveaux stands (25 % de renouvellement chaque année). Pour compléter cette sélection sur dossier, des visites sont effectuées dans de nombreux autres salons. Enfin, la lecture de la presse différente et les échanges avec les organisateurs des autres salons complètent les sources d'informations.

Quelques critères de refus :

- évidemment tout ce qui va à l'encontre de l'écologie,
- démarche mensongère (ex : blouses blanches pour faire croire à une démarche médicale... alors que précisément les médecins ne sont pas autorisés à faire des salons),
- non-respect des stands voisins : des stands ont été écartés pour mauvais caractère !
- qualité des produits ou des services non vérifiable (ce qui exclut de fait beaucoup de stands se définissant comme "spirituel" ou de "développement personnel")
- gadgets et gaspillage.

déjà venus à Primevère (2). Cette revue permet de présenter largement les débats proposés et explique pour une bonne part les affluences régulières sous les chapiteaux (jusqu'à 700 personnes pour la venue de Jean-Marie Pelt).

Le choix des conférences est fait en fonction de l'actualité militante et littéraire. Cela permet de valoriser certains sujets (3).

La présence de nombreuses associations dans le salon permet même des initiatives de dernier moment. En 1991, le salon s'est tenu le week-end de l'offensive américaine au Koweït : les groupes pacifistes ont alors demandé une salle de réunion et une conférence a été organisée, des banderoles ont été accrochées dans le salon et une manifestation s'est même constituée au sein du salon ! Signe de la bonne compréhension du rôle du salon : un

seul exposant est venu se plaindre de cette agitation.

Autre choix politique, la collaboration, pratiquement depuis le début, avec la librairie la Gryffe, librairie libertaire, qui par son éthique, assure une sélection ciblée des livres présentés sur le salon. Cette solution a été choisie car il s'avère impossible de négocier avec les maisons d'éditions pour qu'elles ne viennent qu'avec les livres en rapport avec les sujets abordés à Primevère.

De la convivialité

Depuis le début le salon est coordonné par une seule permanente, Patricia Fridmann. Autour d'elle, on trouve aujourd'hui une quinzaine de personnes présentes toute l'année. Ce noyau s'est constitué progressivement : les gens du départ ayant été rejoints chaque année par une ou deux personnes nouvelles. Patricia Fridmann s'occupe de la coordination générale, de la location des stands, des relations administratives avec les institutions, des relations de presse. Autour d'elles, la quinzaine d'administrateurs bénévoles débattent des sujets des conférences, des stands retenus et se partagent un nombre important de tâches : trésorerie, bulletin de correspondance avec les bénévoles, recherche des conférenciers et des animations, réalisation du plan du salon, résolution des problèmes techniques et de sécurité, visite d'autres salons, rédaction de la revue-programme et du catalogue, gestion des fichiers informatiques...

Animation dans l'espace enfant



(2) 1992 avec Silence, 1993 avec Nature et Progrès, 1994 avec l'Impatient, 1995 avec Observez, 1996 avec les Réalités de l'Ecologie.
(3) Voir le programme dans le numéro précédent.

Au moment du salon, une centaine de personnes aident pendant les deux jours qui précèdent (traçage au sol, pose de moquettes, électricité, salles de conférences, salle de restaurant, nettoyage, fléchage, signalétique, décoration...) puis assurent le déroulement du salon (surveillance des parkings, billetterie, contrôle, accueil, poubelles, animation des conférences, projection vidéos, sécurité...). Comme le potentiel des bénévoles lyonnais ne suffit plus (ils sont quand même 70), le complément est assuré par les Verts-Savoie (qui gère la buvette), par un groupe ardéchois (qui a pris le nom de "Primevère-enfants" et qui gère... l'espace-enfant) et un contrat a même été passé avec un stand du secteur restaurant pour qu'il vienne préparer les repas pendant les deux jours avant et le dimanche soir pendant le rangement (4). Ces repas sont offerts aux bénévoles.

Les bénévoles sont conviés après le salon à une rencontre bilan. C'est de cette réunion qu'arrivent les nouveaux "administrateurs". Depuis deux ans, un bulletin trimestriel a été mis en place pour tenir les bénévoles au courant de ce qui se prépare.

Une activité pérenne

Les premières années ont financièrement été fragiles : les déficits alternant avec les bénéfices. Mais, depuis maintenant cinq ans, le salon a toujours été équilibré... Des subventions (région et communauté urbaine) ont commencé à arriver. Elles ont permis la constitution d'un fond de roulement. (5). Celui-ci permet de payer enfin les factures à temps (la salle est réservée un an à l'avance) et libère un peu les bénévoles des angoissantes questions d'argent. Cette réserve d'argent est placée sur un compte épargne à la NEF, société financière alternative qui expose régulièrement dans le salon.

Malgré une augmentation du travail année après année, l'organisation du salon a réussi ce que tous les professionnels avaient annoncé au départ comme impossible : rester essentiellement bénévole, en lien avec les associations et favoriser la convivialité.

Francis VERGIER

L'ABC d'un salon

- **Antinucléaires** : Lors de la première rencontre entre Primevère et les responsables de la Halle Tony Garnier, il y a eu un froid : ces derniers avaient reconnu deux militants des Européens contre Superphénix, qui, quelques mois plus tôt, avaient été arrêtés dans un autre salon pour avoir accroché une banderole géante "Stop Malville" au-dessus d'un stand EDF, au moment du passage des officiels.
- **Bébés** : Patricia Fridmann a accouché, en 1992, 8 jours après le salon. En 1995, Béatrice, une bénévole, a fait mieux : après avoir tenu l'accueil pendant tout le week-end, elle a accouché dans la nuit du lundi au mardi.
- **Cauchemars** : La dernière réunion permet aux organisateurs de comparer leur cauchemars : chacun a ses cauchemars en fonction de ses responsabilités.
- **Déchets** : Primevère est partie en guerre contre les déchets. L'utilisation des sacs en plastique est interdite. Pour les supprimer, Primevère distribue, chaque année, depuis trois ans, 5000 sacs en coton aux exposants. Des sacs lavables et d'une durée de vie d'au moins dix ans. De même, les couverts jetables sont interdits dans l'espace-restaurant.
- **Eolienne** : Animation vedette en 1992 : l'installation d'une pale d'éolienne de 15 m d'envergure au-dessus de l'espace "énergies renouvelables". Succès auprès du public mais pas auprès des bénévoles qui auront bataillés jusqu'à 3 heures du matin pour l'accrocher : il a fallu grimper dans les poutrelles jusqu'à 25 m du sol pour y fixer des câbles et de multiples essais pour l'équilibrer.
- **Forêt** : Autre animation ayant laissé des traces : une forêt reconstituée avec des chants d'oiseaux. Si le montage a été rapide - des arbres en pot plantés dans de la terre meuble déversée par des camions - le rangement a relevé des travaux d'Hercule : il a fallu pelleter une journée pour recharger les camions.
- **Gaspillage** : La moquette d'un salon termine normalement à la poubelle. Pour limiter le gaspillage, Primevère ne met de la moquette que sur les espaces de jeux des enfants et elle est récupérée à la fin d'un précédent salon.
- **Irradiation** : Les règlements de sûreté édictés pour toutes les manifestations publiques doivent être communiqués intégralement aux exposants. Ceux qui ont le courage de les lire découvriront ainsi que l'entreposage de produits radioactifs sur la salon est interdit !
- **Jardin** : depuis deux ans, le salon offre une bourse aux graines à tous les amateurs de jardin, le dimanche matin, en extérieur. Le troc est de rigueur.
- **Kaki** : Primevère refuse les groupes collaborant avec l'armée. Cela exclut de fait de nombreux groupes humanitaires mais également les principaux journaux pour enfants où des publi-reportages sont financés par le SIRPA, service de communication de l'armée.
- **Mètres carrés** : la critique qui revient le plus souvent : trop de commerçants. Pourtant ces derniers ne louent qu'environ 800 m² contre 500 m² pour les stands associatifs, 400 m² pour les salles de conférence, 400 m² pour la salle de restaurant, 400 m² pour l'espace-enfant, 800 m² pour les animations des associations et tout le reste pour la circulation.
- **Original** : Au moment du salon, le plus étrange des coups de fils est celui d'une dame demandant "si la margarine qu'elle a achetée hier peut être cuite". Six mois plus tard, une publicité dans un magasin diététique donne l'explication : "Primevère" est aussi une marque de margarine bio !
- **Râleur** : L'un des administrateurs est officiellement déclaré comme "râleur" à la préfecture. Son rôle est de se faire l'avocat du diable dans les réunions. Une innovation dans le fonctionnement d'un groupe qui permet de déceler à temps de nombreuses erreurs.
- **Sexisme (1)** : Patricia Fridman est la seule femme "directrice" de salon de tout Lyon et les bénévoles sont aussi nombreuses que les bénévoles. A la Halle Tony Garnier, les seules femmes occupent des postes bien classiques : le secrétariat et la comptabilité. Les salariés de la salle, qui s'étonnent ouvertement de voir les femmes faire le même boulot qu'eux... et parfois en jupe, ont au moins compris que l'écologie passait par l'égalité des sexes.
- **Sexisme (2)** : La Halle Tony Garnier est à 500 m du stade de foot. Cela provoque un afflux de femmes dans le salon, certaines venant même demander à l'accueil "Le match n'est pas fini ? Parce que mon mari doit venir me chercher". Vous avez dit éco-féminisme ?
- **Taille** : Pour se rendre compte de ce qu'était le premier salon, sachez qu'il rentrerait aujourd'hui dans le seul espace-enfant !
- **Visiteurs** : ceux qui recherchent une démarche conviviale viennent plutôt le vendredi soir. Les vaincus, qui font leurs courses de l'année, viennent plutôt le samedi. Les curieux viennent en famille le dimanche après-midi.

(4) Il faut un jour et demi pour l'installation... une soirée pour le rangement. Principe de l'entropie : il est plus facile de défaire que de faire.

(5) Au total, l'association a bénéficié depuis son origine de 200 000 F de subventions... et dispose d'une avance financière équivalente car elle a toujours prévu ses budgets sans recourir aux subventions, celles-ci arrivant souvent longtemps après le salon.

DANS LES COULISSES DE L'IMPATIENT

L' Impatient a vu le jour autour de la démarche de Henri Pradal. Celui-ci publie en 1975 un livre "Les grands médicaments" (1) où il donne pour la première fois une foule d'informations pour les patients sur les effets secondaires des médicaments et leurs contre-indications. Le succès du livre accompagne un vaste débat sur la santé, le rôle du mala-

- proposer à chacun de prendre en main sa santé, en lui offrant une information sérieuse sur l'alimentation, l'hygiène de vie, la prévention, etc.,

- parler des initiatives des associations, souvent peu connues du public malgré leurs compétences, faire connaître les droits des patients et de leurs familles.

De l'extérieur pourtant, la naissance de la revue sera souvent

connue pour ses analyses militantes, la plupart des rédacteurs de la revue ont appris leur métier sur le tas.

Le côté militant de la revue se traduit par de multiples campagnes menées par l'Impatient et relayées par les associations. Dès 1978, une première campagne porte sur "l'humanisation des hôpitaux". Cette campagne a été mise sur pied par Monique Testart, la juriste de la revue, après une expérience personnelle dans un hôpital. Cécile Beaudet, biologiste de formation, s'intéresse dès le départ à l'écologie et à la nécessité d'avoir une vie saine pour se maintenir en bonne santé. Régis Pluchet travaillait en parallèle dans la revue écologiste "La Gueule ouverte" et était très sensible au développement des thérapies alternatives. Il a animé dernièrement avec l'Impatient et des réseaux d'associations une pétition pour "le libre choix thérapeutique".

L'Impatient Alternative Santé est une revue qui offre un regard différent sur la santé, mais qui fonctionne également de manière différente, ce que la plupart de ses lecteurs ignorent sans doute.

(1) "Les Grands Médicaments", Ed. Seuil. Réactualisé depuis 1980 en poche sous le titre "Le nouveau guide des médicaments".

(2) Voir "Réseau Santé", Silence n°189.

(3) L'Impatient publie régulièrement des informations sur le sujet comme récemment les cartes des sites de déchets nucléaires ou des usines d'incinération.

(4) Voir en particulier le hors-série "Hormones : la révolution du XXème siècle".

de et ses rapports avec le pouvoir médical et pharmaceutique. De multiples groupes d'usagers de la santé voient le jour dans la suite des débats nés de mai 1968 (2). Pour favoriser la communication entre ces multiples initiatives, différentes personnes connues pour leur engagement militant dont Henri Pradal se retrouvent pour réaliser une revue.

L'édito du premier numéro, sorti en novembre 1977, présente le projet :

- lutter contre le pouvoir médical "absolu" pour que le patient (qui sait mieux que quiconque ce qu'il éprouve) participe activement à la démarche thérapeutique,

présentée comme la revue des médecines "douces", "alternatives" ou "parallèles" car à l'époque c'était la première revue qui ouvrait ses colonnes à ces pratiques. Pourtant, l'essentiel de la revue n'était pas là : elle accorde tout autant d'importance à l'humanisation des hôpitaux, à la défense de la sécurité sociale, au problème de la déontologie comme aux questions de procréation, sans oublier les questions écologiques dont les conséquences sur la santé ne sont plus à démontrer (3), ainsi que la médicalisation de la santé des femmes (4). Pierre Clermont, le premier rédacteur en chef, venait de Politique-Hebdo, revue bien

Un fonctionnement collectif

Au départ, si l'envie militante est forte, il n'y a aucun capital. Le choix se porte sur la création d'une SCOP, société coopérative ouvrière de production. C'est une forme de société où les salariés sont les principaux détenteurs du capital, ce qui permet un fonctionnement assez horizontal entre tous : ce sont eux qui désignent leurs représentants au conseil d'administration et qui élisent tous les trois ans leur PDG.

En l'absence de fonds propres, la première équipe négocie un délai de paiement de trois

mois chez l'imprimeur pour pouvoir se lancer. Les premiers mois, une seule personne est employée comme coordinatrice. Les autres sont bénévoles. Cela a été possible car la plupart des collaborateurs avaient déjà une activité par ailleurs et disposaient donc d'une marge de manœuvre financière. De fait, la revue a touché juste tout de suite. Chacun avait amené en plus de ses compétences, son réseau militant. Ensuite, au fur et à mesure que les personnes devenaient salariées, 2 % des salaires ont été prélevés pour constituer le capital de la SCOP. Aujourd'hui, les nouvelles personnes embauchées sont dispensées de verser ces 2 % pendant les deux premières années, mais c'est ensuite une obligation pour rester dans la revue. Si une personne s'en va, elle peut récupérer ce capital social.

Il est à noter que si la revue accepte la publicité - de manière sélective -, elle n'a jamais ouvert son capital à des sources de financement extérieur, ne reçoit pas de subventions et a donc réussi à vivre uniquement de ses lecteurs.

L'équipe s'est peu à peu étoffée et renouvelée, mais beaucoup des fondateurs sont encore là vingt ans après. Malgré les faibles salaires (par rapport à la presse classique), l'envie militante est suffisante pour maintenir une certaine unité dans l'équipe. Pour ne pas différencier les anciens salariés

des nouveaux, le principe de fonctionnement de la SCOP est "un salarié = une voix"... qu'il verse ses 2 % depuis hier ou depuis 20 ans. L'ensemble des salariés se prononce sur l'investissement des sommes disponibles et peut donner son avis sur la gestion (le chiffre d'affaires en 1995 a été de l'ordre de 5 millions de francs). Du côté de l'échelle des salaires, elle est extrêmement limitée : le directeur actuel, Pierre Dhombre gagne 1,3 fois ce que gagne le moins payé de l'équipe.

Cette responsabilité collective du fonctionnement de la revue explique que, lors des passages difficiles, certains ont accepté des retards dans le paiement des salaires, attitude qu'on ne rencontrerait pas dans une entreprise classique.

13 des 14 salariés actuels travaillent à temps partiel. Ce choix a été fait au départ pour multiplier les compétences et les contacts avec les associations. Certains occupent leur temps libre à un autre travail, d'autres l'utilisent pour un temps de militantisme.

Autre particularité, les salariés travaillent en grande partie chez eux, de manière autonome. Ils se retrouvent chaque mardi en comité de rédaction où les dossiers sont suivis collectivement. Ces réunions permettent le partage des articles. Le choix des hors-série (deux par an) se fait à partir de l'envie d'une personne de l'équipe qui en assure la coordination. Cette liberté dans le travail explique que nombre d'entre eux se soient installés à la campagne : quitte à parler de santé, autant commencer par la sienne. Et cela marche puisque la revue n'a jamais connu d'arrêt maladie depuis le début de son existence !

Le développement de la revue

Dès le départ, en 1977, la revue est mise en kiosque, mais les marges prises par les NMPP qui assurent la distribution, conduisent l'Impatient à mettre en place son propre réseau de distribution, essentiellement dans les magasins de diététique. Le développement



UN NUMERO QUI FAIT DU BRUIT

Le numéro de février 1996 de l'*Impatient-Alternative Santé* a fait un tabac. Presse, radio, télé ont repris l'interview exclusive que le docteur Philippe de Kuyper avait accordée au mensuel alternatif. Celui-ci, médecin homéopathe à Versailles, a soigné le Président François Mitterrand les seize derniers mois de sa vie (octobre 94 à janvier 96). Après le scandale des "révélations" de Claude Gubler dans l'ouvrage interdit "Le Grand Secret", les propos modérés de Philippe de Kuyper faisaient honneur à la médecine et à la vérité. Les médias ne reprirent qu'un aspect de ses déclarations : celles où il affirmait qu'il n'avait pas eu accès au dossier médical du Président, classé "Secret Défense"...

"Mais l'intérêt de l'interview était ailleurs" souligne Pierre Dhombre, actuel rédacteur en chef de la revue. "L'enjeu était que le Président a suivi les traitements classiques pendant de nombreuses années et en a bénéficié". Après une chimiothérapie désastreuse qui le met au plus bas en septembre 1994, il a recours à un médecin spécialiste des médecines dites "alternatives" et prend des produits interdits, ceux du Professeur Beljanski (c'est Gubler qui l'affirme dans "Le grand secret"). Une démarche qui montre que les médecines complémentaires ne sont pas en opposition avec la médecine officielle et qu'elles peuvent accompagner une thérapie classique, aider le patient à la supporter et en diminuer les effets indésirables. Si le Président de la République en a profité, pourquoi en priver tous ceux qui affrontent le cancer ou une autre maladie grave ?

Première maquette de la couverture





Le numéro 100 de la revue

de la revue permettra un retour en kiosque au milieu des années 80, condition sine qua non pour être repris par les autres médias et donc s'assurer une certaine notoriété.

A l'arrivée de la gauche, en 1981, on espère voir bouger les choses, et avec 10 000 abonnés à cette époque, l'Impatient décide de lancer une campagne "pour l'accès au dossier médical" qui doit lui permettre d'atteindre un nouveau public. C'est un succès qui dépasse tous leurs espoirs : la campagne leur permet de trouver 70 000 signatures et plus de 10 000 nouveaux abonnés et d'engranger de gros bénéfices. En 1982, le local où se fait le journal est mis en vente et il est décidé de mettre le bénéfice dans l'achat du local.

Au milieu des années 80, l'Impatient atteint un sommet avec plus de 20 000 abonnés et une importante diffusion en kiosque : le tirage atteint 70 000 exemplaires. C'est alors que le courant s'inverse. Deux phénomènes se développent en parallèle. Surtout une baisse importante du militantisme. Mais aussi, leur succès de presse qui entraîne la naissance d'autres revues qui se placent sur des créneaux très proches, avec des moyens financiers sans commune mesure avec l'Impatient.

Les plus gros dégâts seront produits par l'apparition de "Que Choisir Santé ?" en 1990. Cette revue a priori sur un créneau

très proche (même intérêt pour les droits des patients) n'offrait dans les faits aucune ouverture aux démarches alternatives et surtout reprenait l'attitude des autres revues de santé : celle de conseils à des consommateurs de santé. Elle détourne toutefois une bonne partie du lectorat de l'Impatient avant de disparaître un an après son lancement. Comme cela se passe bien souvent, les lecteurs qui ont quitté l'Impatient ne reviennent que très lentement. La crise économique est aussi passée par là. La baisse des abonnés ramène leur nombre au même niveau qu'au début des années 80, soit environ 7000 en 1994. Conséquence : pour éviter des problèmes de trésorerie, les locaux sont revendus et l'Impatient devra déménager avant la fin de l'année 1997... Un débat est en cours sur la nécessité de rester ou non à Paris, ainsi que sur la possibilité de partager de nouveaux locaux avec d'autres acteurs sociaux.

Cette baisse des moyens financiers rend difficile la réalisation d'enquêtes qui demandent du temps. Et, face à des lecteurs, habitués à une information de haute qualité, il n'est pas possible de revenir en arrière. 1995 a marqué un redressement de la situation : de vigoureuses campagnes de promotion et une aide importante des militants associatifs ont permis une remontée encourageante.

Consommateurs de médecines ou acteurs de sa santé

Ce développement en solo de la revue pendant les années 80 puis ce brusque retour en arrière au début des années 90 interrogent

sur ce qu'est le lectorat. Une enquête a permis une meilleure connaissance des "impatients" : le niveau d'études est élevé avec beaucoup de professions médicales ou paramédicales, d'enseignants et de retraités. Les femmes sont majoritaires (70%). La plupart ont opté pour une approche "différente" de la santé, mais ce sont aussi des personnes engagées avec une très forte militance dans les associations "vertes" : 40 % militent dans une association de défense de l'environnement.

La grande réflexion des années 70 sur la responsabilité de chacun face à sa santé est toujours d'actualité. Les multiples revues de santé n'abordent ce sujet que comme un créneau commercial sans ce souci de montrer la complémentarité entre médecine officielle et médecines complémentaires. L'information pluraliste que développe l'Impatient, sans trancher dans les débats, n'est pas toujours perçue. L'incitation à une plus grande responsabilité et à l'autonomie développée maintenant depuis 20 ans par l'Impatient, seule revue indépendante, a parfois du mal à se faire entendre dans un société du "prêt-à-consommer". Après plus de 220 numéros à ce jour, il faut espérer que les "fenêtres" ouvertes par l'Impatient Alternative Santé continueront longtemps à nous offrir d'autres perspectives que la "pensée unique".

Michel BERNARD

Contact : L'Impatient Alternative-Santé, 9 rue Saulnier, 75009 Paris, tél : (1) 42 46 43 01. Envoi d'un numéro gratuit sur simple demande.

Moi, ma santé

De Serge Mongeau. La santé est bien trop souvent cantonnée au traitement de la maladie. L'auteur montre que la prévention relève du domaine politique. Comment agir ensemble pour une société où chacun est en bonne santé.

190 p. 15 x 21 cm

Bon de commande page 39



Jeudi 11 au Lundi 15 avril 1996

11h/19h30 - nocturne jusqu'à 22h le 12 avril



Vivre et Travailler Autrement

Salon de l'agriculture biologique, de la santé naturelle, de l'écologie, de l'artisanat...
Forum sur l'économie alternative et solidaire

BERCY EXPO

40 RUE DES TERROIRS DE FRANCE - 75012 PARIS

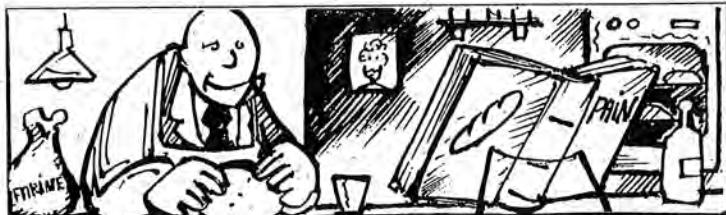
Métro : Bercy ou Gare de Lyon puis bus 24

Programme des conférences contre une enveloppe rectangulaire affranchie à 2,80F à :
SPAS organisation - 86 rue de Lille 75007 Paris - Tél (1) 45 56 09 09

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville



ALTERNATIVES

ESPERANTO ET LOBBY NUCLEAIRE

Pour l'organisation de son congrès, du 6 au 9 avril, l'organisation espérantiste Sat-Amikaro a accepté l'invitation de Robert Schley, adjoint à la mairie d'Orly. Mais cette invitation a un prix : Robert Schley, ingénieur du CEA, commissariat à l'énergie atomique, y fera une intervention sur la sécurité nucléaire. Après avoir complètement pollué, par le sponsoring, les milieux de l'environnement, les nucléocrates s'attaquent aux espérantistes. Si vous êtes espérantistes et écologistes, n'hésitez pas à proposer votre exposé à : Sat-Amikaro, 67 avenue Gambetta, 75020 Paris, tél : (1) 47 97 87 05.

SUISSE : LE LOUVERAIN

Le Centre du Louverain organise de nombreuses activités autour de la non-violence. Quelques rencontres : "Gérer son temps, gérer sa vie" (29 et 30 mars), "L'Europe et la démocratie" (26 au 28 avril), "Terre et musique" (3 au 5 mai), "Retraité(e)s mais jeunes" (10 et 11 mai), "Stage de danses africaines (16 et 19 mai), "Corps, vêtement et image de soi" (7 au 9 juin)... Programme complet : Le Louverain, CH 2206 Les Geneveys-sur-Coffrande, tél : 038/57 16 66.

APPEL A "CONSOMMER"

Pour produire de manière indépendante, le groupe

"Mondo Nova" vend en souscription les 500 premiers exemplaires de son premier CD au prix de 30 F + 5 F de port. Son titre : "Consommez" et des paroles pleines d'actualité. On vous met le refrain :

"Serrez-vous la ceinture et faites des sacrifices (bis)

Mais consommez pour la reprise,

Consommez car c'est la crise, Consommez !"

Chèques à Jean-Pierre Ferry Poulain, 7 rue Jules Ferry, 37110 Château-Renault.

NON-VIOLENCE ET VIE COMMUNAUTAIRE

La Communauté de l'Arche de la Flayssièrre (voir présentation dans Silence n°192-193) regroupe des célibataires et des couples qui s'engagent à travers les voies de la non-violence : travail manuel, recherche intérieure, entraide et partage communautaire, simplicité de vie, engagement non-violent pour la paix et la justice, danses, jardinage...

Pour prendre connaissance avec ce mode de vie, la communauté organise des sessions d'accueil en allemand (du 8 au 14 avril puis du 24 juillet au 1er août), en français (du 4 au 11 août), en espagnol (du 14 au 21 août). Des stages de jardinage bio sont également organisés (15 au 17 mars, 10 au 12 mai, 1er au 3 novembre). Enfin une session de danses folkloriques aura lieu du 15 au 21 juillet. Renseignements : Communauté de l'Arche de la Flayssièrre, 34650 Joncels.

PARIS : STAGES DE PERMACULTURE

La permaculture est une technique agricole mise au point en Australie qui essaie de créer des systèmes agricoles durables assurant non seulement notre subsistance aujourd'hui mais dans le temps. Elle propose une coopération avec la nature

NEF : DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE A LA BANQUE

La NEF, nouvelle économie fraternelle, a été, à partir de 1979, une association qui menait une réflexion sur les moyens financiers à mettre en œuvre pour développer l'entraide et la solidarité autour des idées de Rudolf Steiner. Parallèlement au maintien de l'association, une société financière du même nom est créée en 1986. Dans un premier temps, cette société va chercher à constituer un capital suffisant. A partir de 1989, après avoir collecté 7,5 millions, la NEF commence son activité bancaire et accorde des prêts dans un cadre éthique bien défini : assurer une circulation transparente de l'argent, favoriser les prêts aux porteurs de projets, même si ceux-ci n'ont pas de capital, intervenir dans des domaines respectueux de l'homme et de son environnement. Au départ, les prêts sont accordés dans des domaines comme l'agriculture biologique, la réinsertion, les projets pédagogiques, l'accueil de personnes en difficulté, la santé "autrement", l'écologie... L'ouverture du marché au niveau de l'Europe oblige la NEF à se transformer en banque avant le 31 décembre 1997. Pour cela, elle doit atteindre un capital de 15 millions de francs avant cette date. Début 1996, son capital atteint 10,5 millions. Il lui faut donc encore trouver 4,5 millions... en part de 200 F. Originalité de cette future banque pas comme les autres : que vous preniez une part ou des milliers de parts, vous disposez du même pouvoir : une voix. Une démarche qui ne laisse personne indifférent puisque des comités d'entreprises, des associations, etc... ont commencé à souscrire. L'obtention d'une garantie (un "portage") par la Caisse centrale de Crédit coopératif, d'un montant de 3 millions de francs doit permettre à la NEF de se transformer au plus vite en banque sans attendre la fin de l'appel à participation. Ceci devrait lui permettre alors d'ouvrir des comptes courants... normalement dès la fin mars. Pour recevoir un dossier complet : Société Financière de la NEF, 46 rue de la Burge, 03160 Bourbon l'Archambault.

Publicité

POUR UN AVENIR VIABLE

RÉDUISONS NOTRE CONSOMMATION D'ÉNERGIE

parmi les moyens pour y parvenir :
le réfrigérateur danois

Gram L.E.R. 200

la plus faible consommation électrique au monde

- **0,28 kW/h par 24 h** (appareil ordinaire : 1 à 2 kWh / 24 h)
- **Moins de 4 h de fonctionnement du moteur par 24 h** (grande espérance de vie) (contre environ 12 h pour un appareil ordinaire)
- **200 litres** et pas de freezer, le volume est entièrement disponible pour les aliments
- **Sans C.F.C.**

Prix : 4590 F livré en métropole.

Ets G. Nallet / Electroménager - Froid

Le Bois 86190 Béruges - Tél : 49 53 33 07

PANORAMA DU CINEMA SUISSE A SOLEURE

Indécrotable nostalgie des années 70, d'utopies flamboyantes et de millance tous azimuts, j'ai déroulé à Soleure, à l'occasion des 31èmes Journées cinématographiques, entre le 15 et le 21 janvier, quelques bobines gravées d'événements non étrangers à mon passé et d'histoires familiales. Souvenirs en 24 images par seconde. A l'ère vicieuse du "libéralisme avancé" à la vomitive sauce giscardienne, les brûlots en 16 ou 25 millimètres d'Alain Tanner, Michel Sautter, Fredi Melchior Murer... traduisaient bien davantage mon propre état d'esprit que les intrigues pelliculées, souvent maniérées, de François Truffaut et de Claude Chabrol (la "Nouvelle vague" de Françoise Giroud).

Dans *Kaiseraugst* des trublions comme Richard Dindo, Mathias Knauer et Karl Saurer tendirent le micro aux occupant(-e)s du site (à partir du 1er avril 1975) prévu pour une centrale nucléaire (jamais édifiée) dans le canton d'Argovie (1). Les auteurs du reportage-caméra au poing mentionnent des luttes qui s'achevèrent avec des fortunes diverses pour les contestataires : projet d'une usine de stéréates de plomb à Marckolsheim dans le Ried bas-rhinois, de réacteurs atomiques à Wyhl (Bade-Wurtemberg), Fessenheim (Haut-Rhin), Gösgen-Döniken, Graben (Suisse allemande)... Gros plan furtif sur Solange Fernex : ah, la solidarité écologiste transfrontalière...

Les indiens sont encore loin de Patricia Moraz (1977), décrivant les derniers jours de la lycéenne Jenny Kern (Isabelle Huppert), reste un des films emblématiques de la décennie 70.

Dans *Il fait froid à Brandebourg* (Tuer Hitler), d'une durée de 140 minutes, Willi Hermann, Niklaus Meienberg et Hans Stürm suivirent en 1980 les traces du Neuchâtelais Maurice Bavaud, lequel tenta à trois reprises, à l'automne 1938, d'assassiner le Führer en Allemagne. Arrêté le 13 novembre 1938, le séminariste fut décapité le 14 mai 1941 à Berlin - Plötzensee où périrent maints résistants allemands au nazisme.

Les trois œuvres précitées s'inscrivirent dans la carte blanche au Filmkollektiv de Zürich à l'occasion des 20 ans de cette "communauté de travail" alternative.

Le comité soleurois proposa également une mini-rétrospective Tanner et programma *Les Hommes du port*, un documentaire tourné en mars 1995. L'auteur de *Messidor* (1979) rend un vibrant hommage aux dockers génois qu'il avait lui-même côtoyés en 1952 et 1953 et qui, aujourd'hui comme hier, ont conservé un modèle d'organisation autogérée. Il dénonce un "progrès qui rend les êtres malheureux".

Avec *Reizendes Gift (Irritant poison)*, les Bâlois Priska Forter et son frère Martin évoquent la pollution générée par la firme Ugine-Kuhlmann à Huningue (Haut-Rhin) qui fabriqua jusqu'en 1974 de l'hexachlorocyclohexane (HCH), une substance éminemment toxique comprenant du lindane, du benzol et du chlore. L'usine fut détruite en 1976. 120 000 tonnes de pesticides ont été dispersées dans la nature tant en Alsace qu'en Suisse ; à l'instar du nuage radioactif de Tchernobyl, cette pollution ignore les frontières ! Le trust Progly avait acheté du HCH pour concocter l'agent orange, cette poudre mortelle abondamment déversée par l'aviation américaine sur le Nord-Vietnam...

Avec *Devils don't dream !*, un des joyaux parmi les 164 œuvres proposées, le Zurichois Andreas Hoessli réhabilite un homme politique que bien peu connaissent : Jacobo Arbenz Guzman. Elu président du Guatemala en 1950, ce colonel, membre d'aucun parti, s'efforça d'appliquer ses promesses électorales : la redistribution de 900 000 hectares de terres agricoles à quelque 100 000 familles, "le premier acte d'équité depuis l'époque coloniale". Sous la pression des propriétaires latifundiaires, de la multinationale United Fruit, et des militaires, soutenus par Washington, avec "la honteuse complicité" des Nations-Unies, Jacobo Arbenz Guzman fut renversé le 27 juin 1954 et chassé du pays en septembre. Il dut souvent changer d'exil avec sa famille et mourut le 27 janvier 1971 à Mexico dans des conditions non élucidées. Les 19 et 20 octobre 1995, le rapatriement de son cercueil depuis San Salvador, par sa veuve Mária

Christina Vilanova de Arbenz (81 ans), donna lieu à une liesse populaire que le président Ramirez de Leon Carpio et sa junte n'avaient pas prévue. Les médias internationaux passèrent cette actualité sous silence (2).

René HAMM

N.B. : A l'attention des lecteur(-rice)s intéressé(-e)s par un compte rendu plus substantiel des Journées cinématographiques de Soleure 1996 : la commande des n° 300 et 301 de la revue *Ciné Feuilles* : case postale 197-1701 Fribourg (Suisse). Tél. : (19 41) 37 24 97 16.

(1) Ainsi que le relève le quotidien zurichois *Der Bund* du 16 janvier 1996, les habitant(-e)s du canton s'opposent à l'implantation d'un complexe commercial sur ce terrain de douze hectares. Après avoir renoncé à l'érection d'une centrale nucléaire, l'Etat a versé, en 1988, 350 millions de francs suisses à la société Aurica AG, propriétaire du site. Selon l'hebdomadaire *Die Wochenzeitung* du 19 janvier, la Confédération devra déboursier également 227 millions de francs suisses pour l'abandon de Graben. Le dédommagement des producteurs d'électricité à base d'uranium coûte donc également bonbons ou contribuable. En France comme en Suisse où le moratoire de dix ans s'achève en 2000 !

(2) Le 7 janvier 1996, l'avocat néo-libéral Alvaro Arzu, ancien maire de Ciudad de Guatemala, remporta au second tour le scrutin présidentiel, auquel participèrent moins de 50 % des inscrits. Quatre Guatemaltèques sur cinq vivent en-dessous du seuil de pauvreté. L'Union révolutionnaire nationale du Guatemala (URNG), qui affronte depuis trente ans les troupes gouvernementales, a décrété un cessez-le-feu d'une semaine, pour ne pas contrarier la visite du pape Jean-Paul II, les 5 et 6 février 1996. Même la guénille n'est plus ce qu'elle était.

plutôt qu'une exploitation de la nature. Des stages de formation se tiendront à Paris les week-ends du 23-24 mars, 6-7 avril, 13-14 avril. Renseignements : Permaculture Paris, Patrick Perrin, 72 rue Louis Muret, 91430 Igny, tél : (1) 69 85 34 93.

JURA : STAGES AU BIO-LOPIN

Le Bio-Lopin, qui a atteint maintenant la taille d'un village écolo (12 adultes et huit enfants), propose différents stages d'autoconstruction d'une durée d'une semaine. Ces stages non seulement permettent d'apprendre la technique du bois cordé, mais laisse ensuite en place un bâtiment utilisable par les initiateurs du chantier. Du 22 au 29 avril,

construction d'un atelier de menuiserie au Bio-Lopin. Du 10 au 16 juin, construction d'un atelier de menuiserie chez des particuliers à Clermont-Dessous (Lot). Du 26 août au 1er septembre, construction d'un petit poulailler et d'un hangar à matériel chez des particuliers à Taconnay (Nièvre). Nouvelle construction au Bio-Lopin, du 16 au 22 septembre. Du 4 au 10 novembre, construction d'une maison d'habitation dans un GAEC du Var. Un stage de 3 jours est également organisé avec la coopérative "Vie saine" à Montdauphin (Essonne) du 25 au 27 mai. Dans la mesure où ces stages laissent ensuite un produit utilisable, le prix est relativement modeste et permet de découvrir un type

de construction peu coûteux, rapide à monter, sain, le tout dans une ambiance agréable. Renseignements : Bio-Lopin, 39570 Saint-Maur, tél : 84 44 23 42 ou 84 44 23 92.

LYON : ECOLE RUDOLF STEINER

L'Ecole Rudolf Steiner de Lyon organise deux journées "portes ouvertes" avec exposition, librairie, ventes de produits, fripes, le samedi 16 mars de 15 h à 18 h sur le thème "le jardin d'enfants, un chemin vers l'école" et le samedi 30 mars, de 11 h à 17 h sur le thème "L'école, éduquer vers la liberté". Renseignements : Ecole Rudolf Steiner, 5 chemin de Sansy, 69230 Saint-Genis Laval, tél : 78 50 77 45.

LYON : 10EME FESTIVAL DU FILM SCIENTIFIQUE

Organisé du 21 au 31 mars par la maison des jeunes et de la culture d'Oullins, ce festival offre un lieu de débat intéressant sur les sciences. L'entrée est gratuite. Parmi la centaine de films, signalons "Inondations : mieux vaut prévenir" (23 mars), plusieurs films sur les écosystèmes des déserts dont "Le vieil homme et le désert", un film hommage à Théodore Monod (23 mars), un débat sur la médiation scientifique (le 31 mars). Programme complet : MJC, 10 rue Orsel, BP 120, 69923 Oullins cedex, tél : 72 39 74 93.



ENVIRONNEMENT

ALPES MARITIMES : EAU SECOURS

L'industrie des arômes et parfums de la commune de Grasse pollue allègrement les eaux de la Mourachonne, rivière qui se jette dans la Siagne, qui alimente en eau potable les communes de Cannes, Mandelieu, Pégomas. La pollution est régulièrement dénoncée depuis 1969. Les élus

promettent des stations d'épuration depuis 30 ans. Avant 1960, la Mourachonne était connue pour ses cressonnières. Depuis, cette culture a été interdite. Une association s'est constituée pour interpeller les marques de parfums : Chanel, Yves Saint-Laurent, Guerlain, Givenchy, Jean Patou, L'Oréal, Balenciaga, Cacharel, Hermès, Estée Lauder... toutes ces marques se fournissent auprès des industries de

Grasse. Alors laissez tomber vos parfums. Contact : Association de défense du bassin de la Mourachonne, BP 75, 06372 Mouans Sartoux cedex.

OISEAUX MENACES DE DISPARITION

Selon la section britannique de l'organisation Bird-Life International, à Cambridge, sur 9600 espèces d'oiseaux recensées sur tous les conti-

nents, 3000 seulement maintiennent leurs effectifs à un niveau constant, 6600 sont en déclin et 1000 sont menacées de disparition. (Source : "L'Etat de la Planète 95/96", WWI, Ed. La Découverte)

AUDE : SALSIGNE SOUS CONTROLE

L'usine de Salsigne (voir n°197) a peut-être mis définitivement la clé sous la porte. L'arrêté préfectoral pris en octobre par les autorités a en effet pris en compte les menaces sur la santé et sur l'environnement. La SEPS, la société qui gère le retraitement des déchets sur le site, a déposé son bilan à la fin de l'année et un liquidateur a été nommé. Même si l'usine ferme, il reste une énorme pollution sur place.

TRANSPORTS : CONTRE LES GRANDS PROJETS !

• **MOINS VITE !** Afin de coordonner toutes les associations qui mènent campagne contre les nouvelles infrastructures de transport, la Maison de l'Ecologie de Lyon propose de mettre en place un bulletin dont le numéro zéro est sorti en janvier et intitulé "Moins vite !". Ce bulletin sera réalisé en relation avec les autres réseaux européens. Pour en recevoir un numéro : Moins Vite, Maison de l'Ecologie, 4 rue Bodin, 69001 Lyon.

• **CAMARGUES : PONT AUTOROUTIER ?** Joindre Marseille à Montpellier par autoroute, à travers la Camargue, c'est le dernier projet en date retenu par le Conseil Général des Bouches-du-Rhône. Un pont est prévu à Barcarin menaçant l'unité d'une zone naturelle qui regresse sans cesse. L'opposition est assurée par : Les Verts d'Arles, Roger Per-rayon, 7 rue Gaston Luppé, 13200 Arles.

• **GRENOBLE-SISTERON.** Après le rejet du Conseil d'Etat du 10 novembre dernier, les opposants à l'autoroute A51 ont décidé de poursuivre l'information sur le terrain (on ne sait toujours pas où passera l'autoroute dans le Trièves particulièrement instable). Ils lancent une

action au niveau national pour défendre le droit des populations concernées par un projet d'autoroute et demander une réforme de la loi.

Henri Mariton, maire de Crest, élu régional RPR, a essayé de faire passer, le 27 janvier 1996, une motion au niveau régional pour soutenir le projet d'autoroute. Le fait qu'il soit aussi membre du conseil d'administration de la Société des Autoroutes du Sud n'est bien sûr qu'une pure coïncidence. Son vœu a été repoussé : la majorité se prononçant pour un aménagement en deux fois deux voies et non pour une autoroute. Les opposants lancent également un bulletin de liaison : "La gazette d'échappement" dont le numéro zéro est sorti en janvier 1996. Contact : Opposants à l'A51, Maison de l'Environnement, 5 place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 76 73 24 30.

• **30 MARS : JOURNEE D'ACTION CONTRE LES PROJETS EUROPEENS.** Une journée d'action au niveau européen aura lieu le 30 mars sur tous les lieux où des projets d'infrastructures menacent la vie locale. En France, des actions auront lieu dans plusieurs villes à l'initiative des comités Somport, des grou-

pes adhérents à Saône et Doubs Vivants, etc... Cette journée est lancée par SEED Europe, Postbus 92066, 1090 Amsterdam, Pays-Bas. Tél : (31) 20 668 2236 (Olivier Hoedeman).

• **CANAL RHIN-RHONE : MANIFESTATION LE 31 MARS.** Alors que les obstacles administratifs sont effacés les uns après les autres par un gouvernement qui a cédé au lobbying des bétonneurs (avec à leur tête Raymond Barre), les opposants au canal appellent à plusieurs actions dont le point culminant sera une manifestation nationale le dimanche 31 mars à Dole (Jura). Le matin verra des prises de parole et l'intervention d'artistes et de musiciens locaux. Un lâcher de ballons multicolores marquera le départ du cortège en début d'après-midi. Le tracé de celui-ci longera en partie le Doubs. La manifestation se terminera vers 17 h. Une action symbolique décentralisée aura lieu le 22 mars : il est demandé à tous, ce jour-là, de couper son compteur électrique de 19 h 15 à 19 h 30. Du matériel pour annoncer la journée du 31 mars est disponible auprès de Saône et Doubs Vivant, 61 rue Pasteur, 39100 Dole, tél : 84 82 41 97.

• **VALLEE D'ASPE : MANIF LE 18 MAI A PAU.** La campagne d'achat de terrains a connu un réel succès : fin 1995, déjà 3500 personnes sont devenues co-propriétaires de terrains à Bedous sur le tracé de la nouvelle route. Autre succès : le conseil régional d'Aquitaine et le conseil général des Pyrénées-Atlantiques ont voté à l'unanimité pour la réouverture de ligne SNCF Oloron-Confrancs qui passe en vallée d'Aspe. Malgré cela, le gouvernement continue à autoriser la poursuite des dégâts dans la vallée et il est maintenant question de creuser de nouveaux tunnels dans la vallée tant le passage de la nouvelle route pose des problèmes (la vallée ne fait parfois qu'une trentaine de mètres de large). Pour demander que l'Etat prenne en compte les décisions votées par la région et le département, et pour demander que le percement du tunnel qui doit s'achever cette année ne soit pas suivi d'autres travaux, une manifestation nationale est prévue le samedi 18 mai à Pau (pour le pont de l'Ascension). Pour connaître les groupes qui préparent le déplacement dans votre région : Collectif Somport, tél : 59 06 84 40.

TRANSPORTS : VIVE LE RAIL !

• **CARGO-TRAM CONTRE CAMIONS EN VILLE.** Si le train est l'alternative évidente pour le transport des marchandises entre les villes, peut-on supprimer les camions de livraison en ville ? A Cassel, en Allemagne, la ville a développé un "Cargo-Tram" : il s'agit d'un véhicule constitué d'une cabine de commande et de plate-formes surbaissées circulant sur les voies des tramways. Cela permet d'apporter depuis des terminus situés à l'extérieur de la ville, les marchandises jusqu'à des relais situés dans les stations du tramway. Les marchandises sont placées dans des conteneurs standardisés. Cela permet déjà de diminuer les distances à parcourir entre le lieu de livraison et le lieu de stockage. Cela ne supprime pas totalement les véhicules utilitaires. Pour cela, il faudrait un réseau très dense pour que la taille des paquets diminue suffisamment pour être transportés par des véhicules sans moteur (vélos, tricycles, transpalettes...). Mais l'idée est là, et la réapparition du tramway un peu partout actuellement peut être l'occasion de réfléchir à un couplage voyageurs-marchandises qui diminue le nombre de camions. (source : Val de Seine Vert, décembre 1995)

• **CREATION D'EMPLOIS.** Selon les simulations de l'observatoire économique et statistique des transports, OEST, effectués dans le cadre des travaux du Plan, un milliard de francs crée autant d'emplois s'il est utilisé pour réaliser une route, une autoroute ou une voie ferrée. Investir dans la modernisa-

tion du réseau ferroviaire crée autant d'emplois qu'investir dans le réseau autoroutier. Par contre, en terme énergétique, la solution ferroviaire est beaucoup plus intéressante.

10 % du trafic de voyageurs et 23 % du trafic de fret.

• **OCCUPATION DES SOLS.** Toujours selon l'ADEME, le transport ferroviaire est économe en espace : une ligne

l'ADEME, que seuls 10 % concernent le rail, les autres 90 % concernent le bruit routier.

• **ACCIDENTS.** Selon les statistiques de la SNCF, concernant le transport de matières dangereuses, il y a quinze fois moins d'accidents par le rail que par la route par tonne et par kilomètre. En France, aucune victime n'a été déplorée ces dix dernières années contre 24 victimes par an en moyenne pour les transports routiers.

• **BRETAGNE : LIGNES SAUVEES.** Pour sauver les lignes Guingamp-Carhaix et Guingamp-Paimpol, le Conseil Régional de Bretagne a décidé, avec la SNCF, de concevoir un autorail d'un type nouveau permettant une exploitation plus économique : l'autorail se présente comme un tramway et le conducteur est receveur. Il n'y a pas d'agent d'accompagnement, ni de guichets dans les stations, la rame a été allégée pour économiser de l'énergie (36 litres au 100km), l'entretien est réalisé sur place, ce qui en diminue le coût. Ces économies ont permis de financer des rames largement vitrées, confortables et d'augmenter les cadences. Chaque rame d'une capacité de 50 places assises peut être doublée à certaines heures. Alors que ces lignes avaient perdu 35 % de leurs voyageurs de 1985 à 1990, depuis l'arrivée des nouvelles rames, la tendance s'est inversée et la clientèle a été regagnée... (source : "Des transports nommés désirs", Ed. Syros)

EFFICACITE ENERGETIQUE

Combien peut-on transporter de voyageurs sur un kilomètre avec un kilo de pétrole ou son équivalent ?

• Voiture particulière en ville	16,2
• Avion en métropole	19,5
• Voiture particulière hors-ville	33,5
• Autobus ville moyenne	37,8
• Autobus Paris	41,6
• Train régionaux	41,6
• Train de banlieue Paris	47,6
• Métro Paris	51,6
• RER Paris	53,1
• Autocar en milieu rural	54,6
• Train rapide et express	56,8
• TGV	82,6

Contrairement aux idées reçues chez les écologistes, le TGV n'est pas un gouffre énergétique, même s'il est critiquable par d'autres côtés. Par contre, la voiture en ville est bien une aberration : elle consomme plus que l'avion ! Concernant les marchandises, combien de tonnes peut-on transporter sur un kilomètre avec un kilo de pétrole ou son équivalent ?

• Camion de moins de 3,5 tonnes	16
• Camion de moins de 38 tonnes	30 à 60
• Wagon isolé	52
• Train combiné avec conteneurs	100
• Train habituel	128
• Bateau en mer type Caboteur (14 nœuds)	130
• Bateau en mer porte-conteneurs (18 n.)	300

(source : Ministère de l'environnement)

• **EFFET DE SERRE.** Globalement, en France, selon une étude de l'ADEME, agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, le transport ferroviaire se contente de 5 % de l'énergie consommée par le secteur des transports, et ne cause que de l'ordre de 1 % des émissions de CO2 et des autres gaz à effet de serre émis par ce secteur, alors qu'il assure environ

à double voie, pour un TGV ou un train de banlieue, occupe seulement 60 % de l'espace d'une autoroute, 2 fois 3 voies. Le rail offre, en plus, une capacité en heure de pointe deux à trois fois supérieure.

• **BRUIT.** Si les trains à grande vitesse sont bruyants, les recensements des points noirs concernant le bruit par les transports montre, selon

RHONE-ALPES : EDUCATION ET ENVIRONNEMENT

La FRAPNA, fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, l'UNIREG (union régionale des maisons de jeunes et de la culture) et la fédération des familles rurales organisent du 20 au 27 avril 1996 à Tartaras (Loire) une semaine de formation

permettant d'obtenir un BAFA, brevet d'aptitude aux fonctions d'animateurs, qualification Education à l'Environnement. Le stage est ouvert à tout animateur, directeur, enseignant... désireux de se perfectionner et de se qualifier dans ces techniques d'animation. Renseignements : Olivier Martel, UNIREG, 13 route de Lyon, 69210 L'Arbresle, tél : 74 01 20 20.

LYON : RHIN-RHONE, PROJET DEMENT

Jean-Stéphane Devisse du collectif Saône et Doubs Vivants, animera une conférence de la FRAPNA sur ce thème, à la Maison Rhodanienne de l'Environnement, 32 rue St-Hélène, Lyon 2ème, le mardi 5 mars, à 20h30. Entrée libre. Renseignements au 72 77 19 90.

**L'index 95
de Silence
est disponible
contre 4 timbres
à 2,80 F**



FEMMES

USA : SEXISME EN NOIR ET BLANC

Une étude distinguant les salaires des hommes et des femmes entre noir(e)s et blanc(he)s montre que progressivement le salaire des femmes noires rattrape celui des femmes blanches alors que celui des hommes noirs reste très en dessous de celui des blancs. Dans deux domaines, les transports et l'agriculture, les femmes noires gagnent même plus que les femmes blanches. L'explication ? Les femmes noires sont plus persévérantes, décrochent de meilleurs diplômes (sur 951 doctorats en sciences décernés en 1992 par des Noirs, 565 le sont par des femmes) et sont favorisées par les lois sur l'intégration des minorités : les entreprises cumulent les aides pour l'embauche des Noirs et des femmes. (les femmes une minorité ! A peine 51 % de la population !) (source : Courrier International, 18 janvier 1996)

CHIAPAS : VIOL POLITIQUE

Cecilia Rodriguez est la représentante du mouve-

ment des rebelles zappartistes (EZLN) aux USA. Le 26 octobre dernier, au cours d'une enquête menée au Mexique, elle est tombée dans une embuscade avec son compagnon, près du lac Pojaj, au Chiapas. Brutalement séparée de son ami, Cecilia a été violée par un des agresseurs pour lui faire payer son engagement politique. Une fois de plus le viol est utilisé contre les femmes comme moyen de violence politique. (source : Verts-Contact, 11 novembre 1995)

SUISSE : CONTINUONS DE DERANGER

Mi-décembre 95, le gouvernement de Neuchâtel a décidé la fermeture du bureau cantonal de l'égalité et de la famille (BEF). Est-ce à dire que l'égalité entre hommes et femmes a enfin été atteinte dans le canton ? Un comité de Colère s'est constitué pour demander aux autorités de réouvrir le Bureau et pour continuer à aider les actions en faveur des femmes. Un débat public est organisé pour débattre du sujet le vendredi 22 mars à 20 h, au Temple du Bas, à Neuchâtel. (source : Le Louverain)

NICE : VERONIQUE AKOBE

Véronique Akobé, jeune ivoirienne, employée de maison sans titre de séjour, a été séquestrée et violée plusieurs fois par son patron et le fils de celui-ci. Le 3 août 1987, blessée au cours d'un viol, elle se révolte, tue le fils et blesse le père. Son avocat d'office la défendra très mollement sans prendre en compte le viol pourtant attesté par les rapports médicaux. Elle sera condamnée le 31 janvier 1990 à 20 ans de prison. Aujourd'hui, un comité de soutien s'est mis en place pour demander sa libération et la révision du procès... Le comité dénonce la personnalité de l'avocat qui n'était autre que Jacques Peyrat, alors membre du Front National et aujourd'hui maire de Nice. Il est clair que Véronique Akobé a été condamnée sur des préjugés racistes et sexistes. On peut soutenir en prenant contact avec : Association Européenne contre les Violences faites aux Femmes au Travail, AFVT, 71 rue Saint-Jacques, 75005 Paris.

COMMANDOS ANTI-IVG : PREMIERES PEINES DE PRISON

Alors que 72 % des français sont pour l'application de la loi Veil qui accorde la liberté d'avortement dans certaines conditions, les intégristes catholiques ont multiplié ces derniers temps les occupations des salles d'IVG dans les hôpitaux. Conséquences : une loi spéciale a été votée et le 15 janvier 1996 un nouveau seuil a été franchi : le tribunal de Valenciennes a condamné cinq membres d'un de ces commandos qui avaient mené une opération le 16 octobre à neuf mois de prison dont six fermes. Parmi les condamnés figure Xavier Dousseau, directeur administratif de ce centre hospitalier. Il a été condamné à 18 mois de prison dont 9 fermes. De lourds dommages et intérêts ont également été décidés. Les militants anti-IVG ont fait appel.



ARGENT DE POCHE : INEGALITE

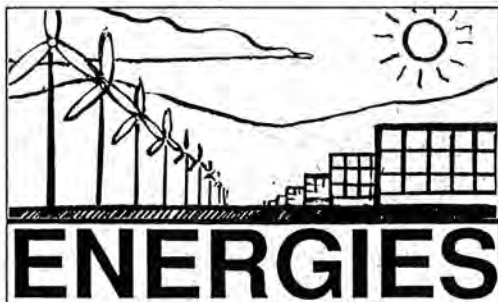
Une étude réalisée par l'institut CTMétairie pour connaître le "pouvoir d'achat" des enfants a révélé que les 8-9 ans disposaient en moyenne de 58 F par mois, la somme augmentant régulièrement jusqu'à 190 F pour les 16-17 ans... Mais cette étude "de marché" a également révélé que les filles étaient moins riches que les garçons et que, si 18 % des garçons n'ont pas d'argent de poche, c'est le cas pour 24 % des filles. Comme quoi l'inégalité des "salaires" se transmet aux générations futures.

PAYS BASQUE : JOURNEE DES FEMMES

Le 8 mars prochain, pour marquer la journée internationale des femmes, les Verts du Pays Basque organisent deux réunions publiques :

- à Garazi, à 21 h, sur le thème "Les femmes et la planète" avec la projection du film "Gorille dans la brume"
- à Bayonne à 20h30, au Trinquet Moderne, sur le thème "5% de femmes à l'assemblée : faut-il une loi de parité ?".

Renseignements : Les Verts, Uhaldia, 64220 Uhart-Cize, tél : 59 37 03 62.



NORVEGE : PHOTOPILES EN SITES ISOLES

La Norvège, où la densité de population est faible (15 habitants au km²), utilise surtout les barrages hydrauliques pour produire son électricité. Toutefois, malgré un faible ensoleillement, les habitations isolées sont de plus en plus alimentées par des installations photoélectriques. On en compte plus de 60 000 aujourd'hui et leur nombre s'accroît de 8000 par an. A comparer aux quelques centaines d'installations réalisées en France, pays où ne brillent que les centrales nucléaires. (Source : "L'Etat de la Planète 95/96", WWI, Ed. La Découverte)

AUSTRALIE : CENTRALE SOLAIRE

Pour alimenter en électricité la communauté isolée de Tennant Creek, au cœur des Territoires du Nord, l'université nationale a mis en place en 1994 une centrale solaire de 2 MW composée de vingt-cinq paraboles circulaires alimentant en vapeur une turbine produisant de l'électricité. C'est la plus grosse installation solaire du pays. (Source : "L'Etat de la Planète 95/96")

SUEDE : PREMIER TRAIN "EOLIEN"

Les trains de Suède sont en voie de privatisation. La compagnie qui est en train

d'acheter la ligne entre Malmö et Ystad, à l'extrême-sud du pays, a signé un contrat avec un installateur d'éoliennes pour la construction d'une unité de production à proximité de la ligne qui fournira le courant nécessaire à la circulation des trains. Le choix de cette solution énergétique a été fait pour deux raisons : d'une part le prix de l'électricité éolienne est maintenant proche de celui de l'électricité venant d'autres moyens de production, mais en plus le gouvernement suédois envisage la mise en place de taxes sur l'énergie qui pénaliseront les sources d'énergie polluantes et rendront donc l'énergie éolienne plus intéressante. Le train "éolien" devrait fonctionner dès l'été 1996. (source : Acid News, décembre 1995)

DUNKERQUE : HORODATEURS SOLAIRES

La ville de Dunkerque qui possède déjà la plus grosse concentration d'éoliennes en France, vient d'installer des horodateurs solaires. Chaque appareil est coiffé

TOUT SOLAIRE ?

Si nous pouvions capter l'énergie solaire qui tombe sur les surfaces routières et urbanisées du monde avec un rendement d'au moins 25 %, cela suffirait à satisfaire tous les besoins en énergie de la Planète ! (Source : "L'Etat de la Planète 95/96")

d'un panneau de photopiles qui remplace avantageusement les batteries actuellement installées dans les horodateurs classiques, batteries qui donnent des déchets très difficiles à recycler. Vu l'ensoleillement de Dunkerque, si ça marche dans cette ville, cela doit pouvoir être généralisé un peu partout en France.

LYON : POUR UN SYSTEME ENERGETIQUE DURABLE

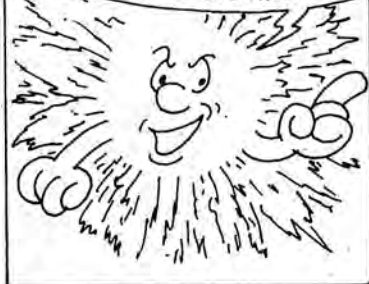
Marc Jedliczka, de l'association Phébus, animera une conférence de la FRAPNA sur ce thème, à la Maison Rhodanienne de l'Environnement, 32 rue St-Hélène, Lyon 2ème, le mardi 2 avril, à 20h30. Entrée libre. Renseignements au 72 77 19 90.

Tous les mois, une fiche pratique sur les moyens de maîtriser l'énergie, fiche extraite de la revue "Le nucléaire détrôné" dessinée par Boualem Khelifi, texte Antoine Bonduelle (voir bon de commande page 67)

20 technologies pour changer l'énergie

LE CHAUFFAGE SOLAIRE ACTIF

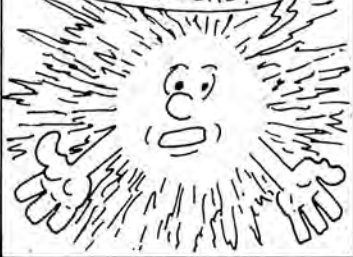
AH, CES HUMAINS ! JE LEUR DONNE TOUS LES ANS LARGEMENT DE QUOI SUBVENIR À LEURS BESOINS



MAIS QUAND JE PENSE QU'EN FRANCE, LES ENARQUES RÉTROGRADES DU MINISTÈRE DES FINANCES ME TAXENT À 18% DE T.V.A SUR MES CAPTEURS !



ON TAXE LES RENOUELABLES ON SUBVENTIONNE LES POSSIBLES ET LE NUCLÉAIRE ! LE SYSTEME TOURNE À L'ENVERS !

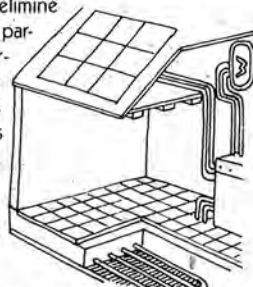


CHACQUE année, le soleil nous envoie sur Terre cent fois l'équivalent des réserves de pétrole ou de gaz. Mais cette énergie, dispersée, doit d'abord être concentrée. Une des techniques les plus efficaces est le capteur solaire actif, utilisé pour chauffer de l'eau sanitaire ou le fluide d'un chauffage central.

Le rayonnement solaire est piégé derrière une vitre, et absorbé par un corps sombre, par exemple un tube recouvert d'un oxyde très absorbant de la chaleur. De l'eau circule dans ce tube et transmet la chaleur vers des radiateurs ou vers un ballon d'eau chaude.

Dans des pays où il gèle fort, c'est de l'antigel qui circule dans le capteur, et qui réchauffe la maison via un échangeur de chaleur. Une version particulièrement intéressante du chauffage solaire est le plancher solaire direct (PSD), mis en oeuvre notamment en Savoie et en Alsace. L'eau chauffée dans le capteur solaire circule directement dans un serpentin de plastique noyé dans une dalle de béton. Ainsi, la chaleur est stockée et continue à diffuser durant la soirée et la nuit, ce qui rend ce système très confortable. Dominant dans certains pays comme la Grèce ou Israël, le solaire ther-

mique a connu en France des déboires. Le manque de sérieux de certains professionnels, et les bas prix des énergies concurrentes ont éliminé une grande partie du marché. Vingt ans après ces débuts laborieux, le solaire actif mérite un grand retour.



LA GRANDE AVENTURE D'UN PETIT CUISEUR

La moitié des habitants du monde brûlent du bois pour faire cuire leurs aliments, mais actuellement plus d'un milliard et demi de personnes ont des difficultés pour trouver ce combustible. Si l'on ne fait rien, cette situation ne pourra qu'empirer car

De nombreuses recherches, effectuées un peu partout dans le monde, ont abouti à la production de toutes sortes de cuiseurs solaires (1) (2) (3).

Mais, si l'on a pu trouver des solutions à la plupart des problèmes techniques, les difficultés

nouveau cuiseur solaire dont on va maintenant raconter l'histoire.

Né à Lyon

L'association lyonnaise pour l'étude et le développement de l'énergie solaire (ALEDES), basée à l'Université Lyon I, s'intéresse à la cuisson solaire depuis une quinzaine d'années. Plusieurs appareils y ont été mis au point, puis expérimentés dans divers pays du tiers monde : le Sénégal, le Burkina-Faso, le Mali, la République Centrafricaine, le Vietnam, Haïti.

En général les cuiseurs ont bien fonctionné, mais ils se sont révélés trop sophistiqués, donc trop difficiles à fabriquer et trop coûteux pour que l'on puisse envisager leur diffusion à grande échelle.

Paradoxalement, c'est en cherchant à résoudre un autre problème que nous avons imaginé un cuiseur qui allait finalement bien marcher en Afrique. Une association, désireuse de faire découvrir l'énergie solaire aux écoliers, nous avait demandé de concevoir un appareil assez simple pour que des enfants d'une dizaine d'années puisse le construire, sans outils, en moins d'une heure.

Nous avons d'abord pensé au cuiseur-boîte, constitué par deux cartons placés l'un dans l'autre avec une isolation sommaire entre les deux (papier froissé) et recouverts d'une fenêtre pour capter les rayons du Soleil (4). On peut améliorer les performances de cet appareil en recouvrant ses parois intérieures d'une feuille d'aluminium qui réfléchit un supplément de rayons sur le récipient à chauffer. Mais il nous a semblé un peu risqué de faire manipuler par des enfants

Pendant longtemps, les Africaines ont refusé la cuisson solaire, trop différente de leur feu de bois habituel. Mais les choses commencent à changer pour le plus grand bien des arbres... et des gens.

il y a toujours plus d'habitants sur la Terre et de moins en moins d'arbres. En l'an 2000, selon les estimations des Nations Unies, 2,4 milliards de personnes souffriront de la pénurie de bois.

La désertification croissante entraîne, par ailleurs, de nombreuses dégradations de l'environnement :

- modification des climats,
- inondations,
- érosion par le vent et par la pluie,
- destruction des sols cultivables.

Comme les régions concernées sont généralement très ensoleillées (avec quelquefois plus de 300 jours de soleil par an), il est naturel d'envisager l'utilisation de l'énergie solaire pour faire cuire les aliments toutes les fois que cela est possible, en réservant le bois - cette énergie solaire en conserve - pour les heures et les jours sans soleil.

socio-culturelles, par contre, sont restées pendant longtemps infranchissables. Même dans les pays en voie de désertification, notamment en Afrique, on a continué, tant bien que mal, à brûler le peu de bois qui reste, plutôt que d'utiliser des appareils de cuisson sans flammes auxquels on n'est pas habitué.

Récemment la situation s'est enfin débloquée grâce à l'émergence presque simultanée des trois facteurs suivants :

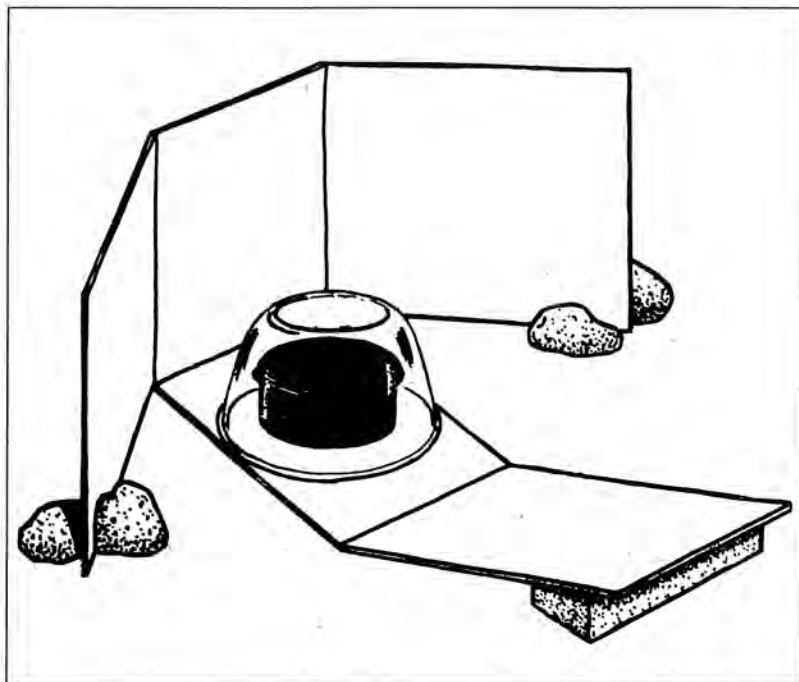
- d'abord une ressource humaine particulièrement dynamique : l'association "Solar Cookers International", décidée à travailler dur sur le terrain ;
- ensuite, un événement particulièrement dramatique : l'afflux des Rwandais dans les camps de réfugiés ;
- enfin l'apparition d'un outil particulièrement simple : un

(1) Alward Ron, "Solar Cooker Manual", Brace Research Inst., Québec, 1982.

(2) Bernard Roger, "Le Soleil à votre table", Ed. Silence, 1987.

(3) Kubinke Klaus, "Solar Cookers in the Third World", Ed. Vieweg (1990).

(4) voir par exemple "Un cuiseur facile à faire", Ed. Silence, 1992.



Le premier prototype (Lyon, juillet 1993) (dessin de l'auteur).

une vitre qui peut facilement tomber, se casser et couper des doigts. Par souci de sécurité, nous avons donc été amenés à supprimer la fenêtre de la boîte, donc aussi l'isolation devenue inutile, et à augmenter, par contre, la superficie des parois réfléchissantes, pour compenser les pertes de chaleur ainsi provoquées. L'effet de serre n'y est plus assuré par une fenêtre fragile mais par un simple saladier en pyrex transparent retourné sur la marmite, comme on le voit dans la figure ci-dessus. Cet appareil a été obtenu par simple découpage d'un carton ayant contenu des bouteilles et sur les parois duquel on a collé une feuille d'aluminium ménager.

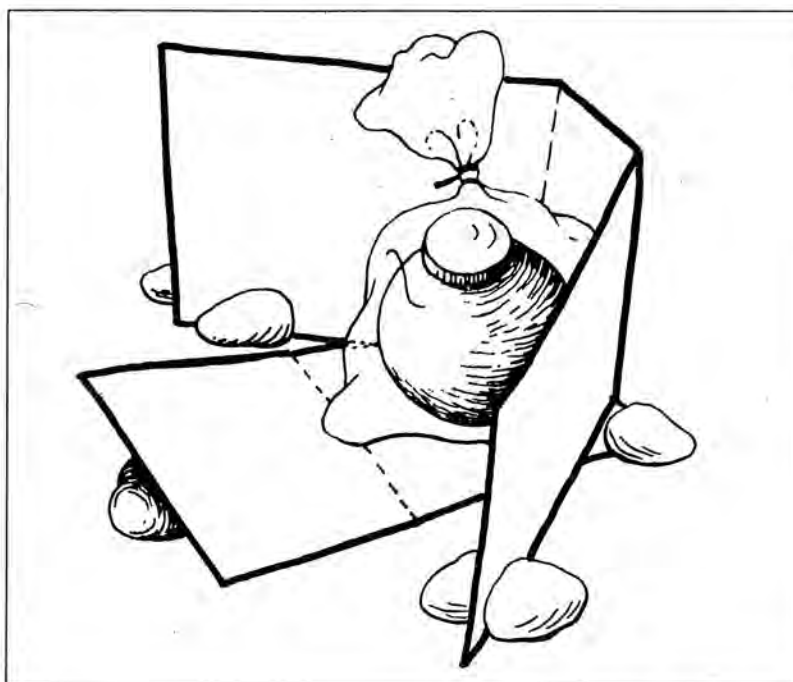
Baptisé à Taylor

C'est dans les montagnes de l'Arizona, à Taylor, qu'habite une pionnière de la cuisson solaire : Barbara Kerr qui a construit et diffusé les premiers cuiseurs-boîtes aux Etats-Unis dès les années 70 (5). Dès qu'elle a connaissance de ce nouveau prototype, elle en construit un et l'essaie, la cuisson solaire étant possible même en hiver, en Arizona. C'est elle qui le baptise "Panel cooker", c'est-à-dire cuiseur à panneaux (réfléchissants). Elle lui donne aussi une forme un peu diffé-

rente permettant un pliage plus net et une meilleure stabilité. Comme ce nouveau modèle semble surtout destiné aux campeurs à cause de sa légèreté et de son faible volume une fois plié, Barbara Kerr remplace le saladier, relativement lourd et encombrant, par un sac en plastique transparent, de ceux qui résistent à la chaleur des fours (voir figure ci-dessous).

Le deuxième prototype

(Taylor, novembre 1993) (dessin de Leona Christie, extrait de Solar Box Journal n° 16, fév. 1994).

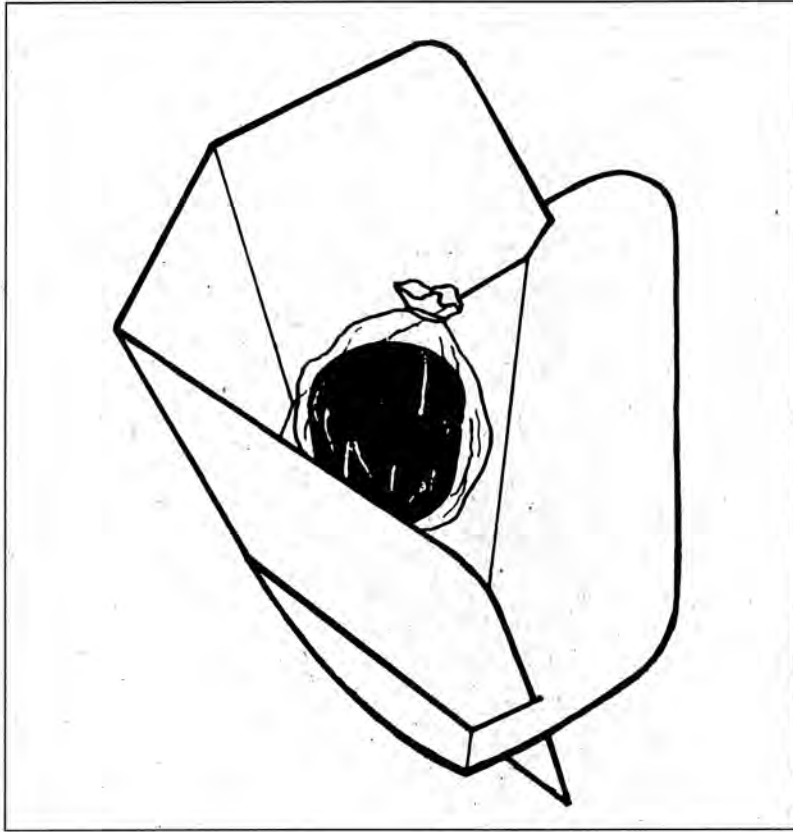


En février 1994 paraissent conjointement, dans le Solar Box Journal, les descriptions du prototype initial (6) et du modèle modifié par Barbara Kerr (7). Elle présente aussi ces appareils, en juillet suivant, au Congrès international sur la cuisson solaire de Heredia (Costa Rica) (8).

Optimisé à Sacramento

Depuis 1987 existait à Sacramento, en Californie, l'association "Solar Cooker International" (SCI) dont le but était de diffuser les cuiseurs-boîtes dans le monde entier (voir encadré page suivante). Après Barbara Kerr, plusieurs membres de cette association construisent leur propre "Panel Cooker" et sont agréablement surpris par les résultats obtenus à si peu de frais. Chacun apporte alors ses idées pour améliorer encore la stabilité et l'efficacité de l'appareil. En particulier Beverly Blum, Edwin Pejack et Jay Campbell modifient le plan du cuiseur pour l'adapter aux régions tropicales et équatoriales. En effet, les trois panneaux réfléchissants verticaux, qui fonctionnent bien aux latitudes moyennes (par exemple en France) perdent de leur efficacité si le Soleil monte très haut dans le ciel car il

(5) Kerr Barbara, "The Expanding World of Solar Box Cookers", 1991
 (6) "The Bernard Sobel Panel Cooker", Solar Box Journal, n°16, février 1994.
 (7) "Barbara Kerr Tests the Solar Panel Cooker" (ibid.)
 (8) Kerr Barbara, "Solar Panel Cookers: A New Low Tech Design Line", compte-rendu de la deuxième conférence mondiale des cuiseurs solaires, Heredia, juillet 1994.



Le "CooKit", un modèle "tropical" à panneaux inclinés (été 1994).

leur envoi alors des rayons rasants. Il convient donc d'incliner ces panneaux vers l'arrière, ce que l'on voit réaliser sur le dessin ci-dessus, où le panneau central n'a plus la forme d'un rectangle mais celle d'un trapèze.

"Le CooKit" pèse seulement 500 grammes et se plie dans un volume de 33 x 33 x 6 centimètres.

Dans le bulletin d'informations de l'association, on lit (9) : "Comparé à ce que nous avons toujours appelé notre boîte solaire simple, le nouveau cuiseur est :

- 1 - Encore plus simple,
- 2 - Encore plus facile à faire,
- 3 - Plus compact,
- 4 - Plus facile à installer, à démonter, à ranger".

De plus, le modèle fabriqué par SCI est vendu aux Etats-Unis 75 F contre 290 F pour le cuiseur-boîte. La production à grande échelle du CooKit et sa diffusion dans le tiers monde peuvent donc être envisagées. Une souscription est alors lancée auprès des membres de SCI pour couvrir les frais de l'opération. Elle rapporte 115 000 F et cette somme est doublée par un donateur anonyme. Le

Rotary Club ajoute 97 000 F. Reste alors le plus difficile : les problèmes humains.

Adopté à Kakuma

Les premiers contacts sur le terrain ont lieu en septembre 1994, à Nairobi, entre quelques membres de SCI venus de Californie et leurs homologues du Kenya. Avec l'autorisation de l'UNHCR (10), le lieu d'expérimentation choisi se trouve dans une zone semi-aride, au Nord-Ouest du Kenya. C'est le camp de réfugiés de Kakuma, où quelques 30 000 personnes survivent dans des condi-

tions précaires. Deux fois par mois sont distribués des aliments et quelques rares morceaux de bois pour les faire cuire. Certains réfugiés vont abattre des arbres jusqu'à une dizaine de kilomètres du camp, ce qui provoque des disputes avec les autochtones. D'autres troquent une partie de leur maigre ration de nourriture contre le bois qui leur servira à faire cuire le reste.

En janvier 1995 arrivent, dans le camp, Beverly Blum, directrice de SCI, Barbara Knudson, Jay Campbell et leur collègue du Kenya, Faustine Odaba qui leur servira d'interprète. Car les difficultés ne manquent pas avec tant de langues parlées dans le camp, tant de cultures et d'habitudes alimentaires différentes.

Pour commencer, un petit groupe de réfugiées est constitué pour essayer la cuisson solaire de toutes les nourritures de base consommées sur place : riz, haricots, pain, sorgho et bouillie de maïs.

Cette expérience ayant pleinement réussi, douze femmes acceptent d'essayer la cuisson solaire chez elles. Après deux jours de "travaux pratiques", elles emportent chacune un cuiseur, une marmite noire, un sac en plastique et trois rations de nourriture pour ne pas prendre de risques avec leur propre ration.

Les membres de SCI organisent alors des visites à domicile et des réunions destinées à étudier les difficultés qui peuvent se présenter.

Au bout de quelques semaines, les petites filles ont appris de leur mère l'utilisation du cuiseur et une femme se met à vendre des galettes cuites au soleil. Après un mois et demi, 69 familles utilisent régulièrement leur cuiseur et 16 femmes ont reçu une formation de formatrices pour enseigner la nouvelle technique aux autres.

Solar Cooker International

Cette association sans but lucratif se propose de faire connaître la cuisson solaire partout dans le monde, pour rendre service aux gens et à leur environnement. Elle vend des cuiseurs et différents documents pédagogiques, dont certains en français ou en espagnol. Elle édite un bulletin périodique : "Solar Cooker Review".

Pour plus d'informations, on peut contacter l'auteur de cet article, ou directement le SCI à l'adresse suivante : 1724, Eleventh Street, Sacramento, CA 95814 USA.

(9) "New Solar Cooker", SCI Newsletter, automne 94.
(10) Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés.

Après avoir surmonté quelques difficultés et malgré des temps de cuisson nettement plus longs qu'avec le feu, les Africaines commencent à découvrir et apprécier les avantages du cuiseur solaire :

- pas de souci de combustible,
- pas de brûlures par le feu ni les braises (notamment pour les enfants),
- pas de fumée à respirer,
- économie d'eau,
- surveillance réduite,
- pas d'aliments brûlés,
- pas de suie à nettoyer au fond des marmites.

Un observateur du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés écrit dans son rapport : " *L'organisation et l'exécution du programme de SCI pour la formation ont été extrêmement impressionnantes. La participation des réfugiés est très importante et le nouveau cuiseur semble bien surmonter la plupart des problèmes rencontrés avec des appareils plus volumineux*".

En juin, le stock des cuiseurs venus d'Amérique étant devenu insuffisant, on commence à utiliser des appareils "Made in Kenya", fabriqué à Nairobi par des Africains.

En septembre 1995, soit deux ans seulement après l'invention de ce type de cuiseur et grâce à l'efficacité de SCI, plus de 1000 familles l'utilisent, plus de 5000 personnes ont découvert concrètement que le Soleil peut les aider.

D'après Bev Blum "les clés du succès sont un climat ensoleillé et des usagers qui

1 - sont motivés (par exemple par la pénurie de combustible),

2 - reçoivent une formation adéquate, et 3 - sont encouragés à adapter la cuisson solaire à leurs besoins, en particulier au cours de réunions



Démonstration de cuisson solaire à Kakuma par Faustine Odaba (janvier 1995). Les spectatrices deviendront bientôt actrices (photo SCI).

destinées à chercher des solutions à leurs problèmes" (11).

J'ajouterai que la participation très majoritaire des femmes - aussi bien du côté de l'association SCI que du côté des utilisatrices - me semble avoir été une autre clé importante du succès à Kakuma.

Il reste à souhaiter que chacun comprenne maintenant

l'importance de la cuisson solaire pour qu'elle ne soit pas seulement considérée comme une bouée de sauvetage dans les situations désespérées mais aussi comme un moyen d'alléger les tâches domestiques et de préserver l'environnement partout où le désert menace. Et que les responsables passent enfin à l'action **avant** la désertification plutôt qu'après.

Roger BERNARD
ALEDES

Contact : ALEDES, Université Lyon I, 69622 Villeurbanne.

Un grand merci à SCI et plus particulièrement à Beverly Blum, Barbara Kerr, Tom Sponheim, et Kevin Coyle qui m'ont aimablement fourni plusieurs documents pour cet article.

Les personnes désireuses de construire un cuiseur à panneaux réfléchissants verticaux (pour l'Europe) ou obliques (pour les régions tropicales ou équatoriales) trouveront des plans et des explications dans la nouvelle brochure intitulée :

Cuiseurs solaires pliables

Editions Silence, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon, au prix de 20 F + port (bon de commande en avant dernière page)

(11) Blum Beverly, "Dissemination of Solar Cooking in Areas of Acute Fuel Shortages", Séminaire du programme des Nations-Unies pour l'environnement, Nairobi, avril 1995.



LE CHIFFRE DU MOIS

Alors comme ça, on n'a plus de sous ? Rien d'étonnant quand on sait que depuis 1945, l'ensemble des pays du monde ont dépensé en armement la folle somme de 150 à 175 000 000 000 000 F (175 mille milliards de francs) (Source : "L'Etat de la Planète 95/96", WWI, Ed. La Découverte)

TCHETCHENIE : EXODE DE LA FAUNE

La guerre, qui sévit dans les montagnes de la Tchétchénie depuis maintenant plus d'un an, a une conséquence inattendue : lassés du bruit et de la présence humaine, de nombreuses espèces d'animaux migrent vers des montagnes plus clémentes. C'est le cas des loups, des ours, des bouquetins, des chacals et de la plupart des oiseaux. La plupart se réfugient dans la province russe de Krasnodar. Les éleveurs dont les troupeaux sont victimes des loups essaient bien de les chasser mais selon eux, les meutes ayant fui la guerre sont beaucoup plus rusées. Les loups "abkhases" ont également migré dans cette région, chassés eux aussi par la guerre. (source : Courrier International, 23 novembre 1995)

IRAK : GENOCIDE DISCRET

Dans un rapport publié le 30 novembre 1995, la FAO, organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture, fait le bilan de l'embargo maintenu contre l'Irak depuis 1991 : elle estime à 560 000 le nombre d'enfants morts de malnutrition des suites de cet embargo. Selon la FAO, si l'on poursuit encore un embargo contre ce pays, le rythme de 110 000 morts supplémentaires par an est prévisible.

Cet embargo est essentiellement reconduit pour pouvoir assurer l'approvisionnement en pétrole à bas prix de votre voiture. A rajouter au dossier du n°201.

GRECE : DROIT A L'OBJECTION

Nikos Karanikas, objecteur grec avait été condamné en première instance à quatre ans de prison. La Grèce est le seul pays de l'Union Européenne à ne pas admettre le droit à l'objection. Le procès en appel a vu défiler de nombreux représentants du Parlement Européen venus rappeler à la Grèce qu'elle devait se mettre en conformité avec les directives communautaires. La Grèce, qui refuse sous prétexte

qu'elle est menacée par la Turquie, s'est vue rétorquer que la Croatie a récemment accepté le droit à l'objection alors qu'elle était en pleine guerre. Les autorités ont reculé et Nikos Karanikas a été condamné à un an de prison avec sursis... mais, aussitôt les représentants de l'UE repartis, ce dernier a reçu une nouvelle convocation à l'armée ! Le processus repart donc à zéro. Selon Amnesty International qui les soutient, il y aurait plus de 400 objecteurs emprisonnés en Grèce. (source : Union Pacifiste, février 1996)

PARIS : FETE DE NON-VIOLENCE ACTUALITE

La revue Non-Violence Actualité, pour fêter son

numéro 200, organise une table ronde sur la violence dans les banlieues, suivie d'une fête, le 23 mars de 15 h à 24 h à l'AGECA, 177 rue de Charonne, 75011 Paris. Renseignements : NVA, BP 241, 45202 Monargis cédex, tél : 38 93 67 22.

TOULOUSE : SIX HEURES POUR LE DESARMEMENT

Le collectif ACDC, qui regroupe de multiples organisations, organise une soirée de 6 heures de débats contre l'arme nucléaire et pour le désarmement, le mardi 19 mars de 18 h à 24 h à l'Arche de l'Université du Mirail. Renseignements : ACDC c/o MOC Toulouse, tél : 61 25 02 32.

ESSAIS NUCLEAIRES

• **USA : REPRIS DES ESSAIS AU NEVADA ?** Le 27 octobre dernier, l'administration américaine a annoncé qu'à partir du 18 juin 1996, les USA allaient entreprendre une série de tests "hydronucléaires" sur leur site de tir dans le Nevada. Selon l'administration Clinton, ces tests ne sont pas destinés à la production d'armes atomiques, mais à tester les possibilités de destruction de matériaux radioactifs tels que le plutonium. Ces explosions - sans réaction en chaîne - devraient permettre d'étudier la possibilité de se débarrasser des déchets radioactifs et vont, selon le gouvernement américain, dans le sens de la lutte contre la prolifération nucléaire et ne remettraient donc pas en cause la signature du futur traité d'interdiction des essais nucléaires. Greenpeace a protesté en constatant que cela donne surtout un bon prétexte à l'armée américaine pour ne pas fermer le site de la base du Nevada et laisse donc la porte ouverte à l'utilisation de ce site pour de nouveaux essais ultérieurs... essais pour de nouvelles armes qui risqueraient de passer inaperçus au milieu de ces expériences de destructions de matières fissiles. (source : WISE, 24 novembre 1995)

• **L'INDE JOUE SA CARTE.** Alors que les négociations pour la signature du traité d'interdiction des essais nucléaires ont repris à Genève à la fin janvier, l'Inde a annoncé qu'elle mettait des conditions à sa signature : elle demande que le traité prévoie un calendrier d'abandon de l'arme nucléaire par les cinq grandes puissances. Elle a réussi à avoir le soutien des pays non-alignés. Cette position risque d'entraver durablement les négociations. L'Inde a même menacé de procéder à de nouveaux essais nucléaires pour devenir une puissance atomique, si le traité en restait là. L'Inde avait réalisé un premier essai en 1974, mais n'avait pas récidivé depuis. Un sondage réalisé le 15 décembre auprès de 2000 Indiens montre que 62 % sont favorables à un deuxième essai contre 35 % qui le désapprouvent. Les raisons favorables à un tel essai sont d'abord d'assurer la défense du pays contre le Pakistan et la Chine, en deuxième de dénoncer l'attitude des cinq grands qui refusent le désarmement nucléaire, en troisième position d'assurer la "grandeur" de l'Inde. (source : Courrier International, 11 janvier 1996)

• **JAMES BOND PROTESTE.** L'Etat-major français avait invité l'acteur irlandais Pierce Brosnan à venir présenter le dernier film de la série James Bond lors d'une projection réservée aux officiers. Celui-ci a accepté, mais a précisé que, soutenant l'action de Greenpeace, il en profiterait pour dénoncer les essais nucléaires. La projection a été finalement annulée. (source : Non-Violence Actualité, février 1996)

• **ATOLLS FISSURES : FUITES RADIOACTIVES** Dans une tribune consacrée aux essais nucléaires, Le Monde du 2 novembre 1995, donne la parole à Jacques Paquet, professeur de géologie physique à l'université des sciences et technologies de Lille. Il confirme les dire du Pr Vincent paru dans le Monde du 12 juillet : "Sollicités comme ils le sont, les atolls de Muroroa et de Fangataufa vont évoluer dramatiquement ! Aucune restauration n'est raisonnablement envisageable compte tenu de l'ampleur des phénomènes". Il rappelle que la chaleur des essais met des années à se dissiper et que la présence pendant tout ce temps de roches à l'état visqueux peut provoquer des effets mécaniques qui en agissant sur les fissures aujourd'hui constatées peuvent libérer brutalement une forte radioactivité. A la veille de l'ouverture des négociations à Genève sur le désarmement, un quotidien japonais a révélé, le 22 janvier dernier, qu'il avait la preuve que des fuites d'iode 131 avaient été observées dans les eaux proches de Muroroa. Non seulement cette fois-ci le CEA, commissariat à l'énergie atomique, n'a pas osé mentir, mais en plus il reconnaît que ce genre de fuites est fréquente lors des relevés effectués après un tir. Encore un effort, et on saura enfin les doses que se prennent les Polynésiens.



NORD-SUD

BIRMANIE : LA FRANCE INVESTIT

Pour faire suite à l'article paru dans le n°201, entre avril 1990 et août 1995, le premier investisseur en Birmanie a été la Grande-Bretagne (628 millions de dollars) devant Singapour (545), la France (465), la Thaïlande (354), la Malaisie (227), les Etats-Unis (161), le Japon (67), le reste du monde cumulant 106 millions de dollars. Cet argent a été investi essentiellement dans le pétrole et le gaz (1137 millions de dollars) et le tourisme (522). La dictature n'effraie pas les pays des "Droits de l'Homme". (source : "Asiaweek")

NIGERIA : NOUVELLES ARRESTATIONS

Le 30 janvier 1996, les forces de sécurité ont arrêté Gant

Fawehinmi, le leader du mouvement d'opposition *National Conscience*. Selon Peter Donatus, membre de l'organisation *Libertés civiles Nigeria*, 21 partisans de Ken Saro-Wiwa risquent incesamment l'exécution. Il affirme dans le quotidien berlinois *Die Tageszeitung* du 5 février "qui achète des produits chez Shell, achète le sang des Ogonis". Récemment les dirigeants de la firme au coquillage jaune et sang ont reconnu avoir équipé en armes la police du dictateur Sani Abacha. A part ça, ils ne font pas de politique.

ORLEANS : ARTISANS DU MONDE

Une boutique Artisans du Monde ouvrira ses portes le 3 avril au 166 rue de Bourgogne, à Orléans. Renseignements : 38 63 08 91.



ANNONCES

EMPLOIS

- Le Bio-Iopin, village écologique regroupant de multiples initiatives autour de l'architecture bioclimatique, cherche une personne pour l'exploitation (en bio) de terrains disponibles. Contact : 84 44 23 92.
- Le Cun du Larzac, secteur accueil, route de Saint-Martin, 12100 Millau, tél : 65 60 62 33, cherche un(e) cuisinier(e) expérimenté(e) (menus, intendance, animation d'une équipe de 3 à 4 personnes en été pour 100 à 150 couverts). Travail en équipe autogérée, possibilité de partager la vie communautaire sur place.

OBJECTEURS

- L'association jurassienne pour la diffusion des énergies alterna-

- tives, AJENA, 195 route de Besançon, 39000 Lans-le-Saunier, tél : 84 24 76 60, cherche un thermicien pour un poste d'objecteur à pourvoir en septembre 96. Celui-ci travaillera dans une équipe de 5 permanents, en particulier pour réaliser des pré-études de faisabilité dans le domaine du solaire et du bois. Il doit avoir une formation de technicien ou d'ingénieur en thermique et connaître une langue étrangère (anglais ou allemand).
- Le CDAFAL, conseil départemental des associations familiales laïques, de la Loire, 22 rue Paul Petit, 42100 Saint-Etienne, tél : 77 33 98 08, cherche un objecteur de conscience pour mars 96 pour suivi des dossiers consommation, "projet jeunes", environnement... Compétences en traitement de textes et ta-

RWANDA

• **LA FRANCE NE PAIE PAS.** Le tribunal pénal international pour le Rwanda doit permettre d'établir les responsabilités dans les massacres du Rwanda et aider ainsi, par la justice, à calmer le jeu dans cette région. Ce tribunal doit être financé par toutes les nations représentées aux Nations-Unies. Début janvier, la France n'a toujours pas versé sa contribution à ce tribunal. Etonnant, non ? (source : Billets d'Afrique, janvier 1996)

• **TOUJOURS LA FRANCE.** Certains groupes Hutus ont essayé au début de l'automne de lancer des raids contre le gouvernement rwandais à partir d'une île située sur le lac Kivu. L'armée régulière a pris d'assaut l'île en octobre dernier. Les journalistes présents sur place y ont découvert une véritable base militaire et des stocks alimentaires d'origine française (source : Le Soir (quotidien belge), 25 novembre 1995)

• **LA SURPOPULATION EN CAUSE.** Entre 1950 et 1994, la population du Rwanda est passée de 2,5 millions d'habitants à 8,8 millions. En 1992, la moyenne des enfants par femme était de 8, ce qui constitue un record mondial. Malgré la croissance de la production céréalière, la production par tête a diminué pendant le même temps de moitié. La division des terres à chaque génération laissait de moins en moins de place par famille et la quantité d'eau par habitant a tellement diminué que le Rwanda a été officiellement classé par les hydrologistes parmi les 27 pays du monde souffrant d'un manque d'eau. Tout ceci a attisé le conflit ethnique avec les conséquences que l'on sait. (Source : "L'Etat de la Planète 95/96", WWI, Ed. La Découverte)

• **LES PRISONS RESTENT PLEINES.** Le gouvernement rwandais a bien mis en place un programme pour former des magistrats mais la justice n'a toujours pas commencé à faire des procès pour entendre les prisonniers qui croupissent dans les prisons. Fin 1995, on comptait toujours, selon Médecins sans Frontières, plus de 58 000 personnes dans une dizaine de prisons et 200 cachots. Le taux de mortalité y est élevé. Les durs du régime ont l'air de se satisfaire de la situation alors que les plus modérés démissionnent du gouvernement les uns après les autres, jugeant ne pas avoir les moyens de mettre en place une politique de réconciliation voulue par la communauté internationale.

bleurs. Elaboration d'une revue trimestrielle.

- Le CRIDEV, centre rennais d'information pour le développement et la libération des peuples, 41 avenue Janvier, 35000 Rennes, tél : 99 30 27 20, cherche un objecteur à partir du 15 mai 96 pour la gestion d'un centre de documentation informatisé, accueil et information du public. Compétences souhaitées : intérêt pour le tiers monde et l'actualité internationale, intérêt pour la documentation et la presse, sens de l'organisation, si possible connaissance de l'outil informatique.

VILLEGIATURES

- Le bocage mayennais vous accueille ! Agriculteurs (vaches laitières, fromages, plantes médicinales), nous louons un gîte 4 personnes. Découverte de la vie de la ferme et de son environnement. Nombreuses possibilités de randonnées, proximité d'un lac. "Accueil paysan", Thierry Clo-teau et Marie Girard, L'Ermitage, 53600 Sainte Gemmes-le-Robert, tél : 43 90 63 02.

RECHERCHE

- Association recherche associés créatifs, coopératifs, autonomes, pour contribuer au développement d'un lieu de vie, d'accueil et d'apprentissage écologique

- en Normandie (près de Dieppe). Jardinier bio, technicien en bâtiment sain, énergies douces... Esprit Findhorn. Tél : 35 56 65 53.
- En vue de l'organisation d'un chantier de construction en bois prévu pendant l'été 96, l'association CARAPA (pédagogie de l'autonomie, épanouissement de l'être humain, harmonisation des relations...) cherche des volontaires. Prendre contact avec : CARAPA, Château de Vaugran, St-Paul Lacoste, 30480 Cendras, tél : 66 30 13 42, le soir.
- Groupe d'une dizaine de personnes cherche groupe de maisons à vendre, avec bois et terrains agricoles (au moins 20 hectares) pour installation en agriculture, artisanat et animation. Contact : Régis Godéc, 7 chemin Villebois, 38100 Grenoble.

Les annonces de Silence sont gratuites pour les offres d'emplois et pour les postes d'objecteurs. Pour les autres rubriques, elles sont réservées aux abonnés : joindre un bandeau d'expédition ou un chèque correspondant à un abonnement. Pour passer une annonce domiciliée au journal, joindre en plus, un chèque de 30 F. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe timbrée, écrire au crayon le numéro de l'annonce sur l'enveloppe puis glisser le tout dans une autre enveloppe que vous envoyez à Silence. Silence se réserve le droit de ne pas publier des annonces qui lui déplaisent.



EUROPE ET MÉDECINES ALTERNATIVES

Paul Lannoye, député vert belge, qui avait déjà obtenu des votes positifs du Parlement Européen en faveur de la recherche en homéopathie, a réussi, le 12 décembre dernier, à faire adopter un budget d'un million d'écus (plus de 6 millions de francs) destiné à la recherche sur les médecines non-conventionnelles : acupuncture, médecine chinoise, chiropraxie, médecine anthroposophique, naturopathie, ostéopathie, phytothérapie... (source : L'Impatient, février 1996)

SUISSE : MEDNAT 96

Le salon Mednat, salon international des médecines naturelles, se tiendra du 27 au 31 mars à Beaulieu, Lausanne. Pour sa huitième édition, il mettra l'accent sur "la médecine manuelle". Fortement tourné vers la prévention, le salon fera la part belle à l'agriculture biologique, au thermalisme. Un secteur Maroc présentera les plantes médicinales de ce pays et offrira différents plats typiques biologiques. Renseignements : Mednat 96, tél : 021 / 643 21 11.

ALCOOL : LA PIRE DES DROGUES

Environ 10 % de la population française est dépendante de l'alcool (contre 4 % dans l'ensemble de l'Europe). Une étude récente réalisée en Angleterre montre que l'alcool a un rôle dans 60 à 70 % des meurtres, 25 % des agressions sur enfants, 50 % des violences domestiques, 90 % des troubles sur la voie publique. En France, environ 25 % des patients traités en médecine interne et 36 % de ceux traités en psychiatrie souffrent d'une maladie liée à l'alcool.

Aux Etats-Unis, les coûts directs ou indirects liés à l'alcool ont été estimés à 600 milliards de francs par an. En Allemagne, à 172 milliards de francs. En France à seulement 80 milliards de francs !

On estime que la durée de vie d'une personne dépendante est inférieure de 15 ans à celle de ceux qui ne boivent pas.

Contrairement à ce qui est souvent annoncé, si un petit verre diminue les risques cardiaques, ce même petit verre à des effets négatifs sur toutes les autres fonctions du corps.

Enfin, il faut savoir que la dépendance alcoolique et le sevrage sont du même niveau de souffrance que la dépendance et le sevrage à l'héroïne. (source : Quotidien du Médecin, repris dans Le Progrès du 7 février 1996)

VIANDE : LE RETOUR DES HORMONES ?

Depuis 1988, l'utilisation de cinq hormones (œtradiol-17B, progestérone, testostérone, trenbolone acétate et zéranol) sont interdites dans l'Union Européenne pour la production de viande bovine. Ces hormones restent utilisées aux USA, en Argentine, au Canada, en Nouvelle-Zélande, en Australie et en Afrique du Sud. L'importation de viande bovine hormonée provenant de ces pays est interdite, mais les fraudes sont nombreuses.

Les laboratoires pharmaceutiques font le forcing pour obtenir une levée de l'interdiction en Europe avec le soutien des Etats-Unis qui mettent en avant les accords du GATT. Les 29 et 30 décembre dernier, Franz Fishler, le commissaire européen à l'agriculture, organisait une "conférence scientifique internationale" réunissant 120 spécialistes mondiaux sur la question. Un colloque pour le moins orienté : seuls les scientifiques favorables aux hormones étaient invités, le représentant de la France était un professeur de l'école vétérinaire de Nantes qui travaille pour la firme Russel Uclaf, les Etats-Unis étaient présents pour défendre leur position...

Le 17 janvier dernier, une cinquantaine d'éleveurs de la Confédération Paysanne ont fait symboliquement entrer une vache et son veau dans le Musée d'histoire naturelle de Paris. Faut-il considérer nos vaches laitières comme des pièces de musée ?

La Confédération Paysanne qui se bat pour une agriculture plus respectueuse de l'environnement et des consommateurs, a lancé une pétition contre le retour éventuel des hormones. Elle dénonce le but des hormones : produire plus de viande de manière intensive alors que l'on met en jachères d'excellentes prairies favorables à l'élevage de qualité. Cette pétition circule dans toute l'Europe. On peut se la procurer auprès de la Confédération Paysanne, 17 place de l'Argonne, 75019 Paris.

LE CANNABIS EST-IL UNE DROGUE ?

Les médias et les autorités sont affolés : voilà que l'on découvre que l'usage du cannabis s'est fortement développé dans le milieu du sport. Motif d'utilisation du cannabis (ou "shit" ou "haschich" comme vous voulez) : c'est un moyen de lutter contre le stress au moment des compétitions. Alors le cannabis est-il une drogue ? Pas plus que le tabac ! Et même plutôt moins : l'usage du cannabis n'a jamais tué personne, ce qui n'est pas le cas du tabac et encore moins de l'alcool. L'alcool reste, et de loin, la drogue qui fait le plus de dégâts.

Faut-il dépénaliser la consommation du cannabis ? Oui, dans la mesure où, comme au temps de la prohibition pour l'alcool, son interdiction génère un trafic qui ne profite qu'aux mafias les plus diverses.

Faut-il encourager l'usage du cannabis ? Non, car fumer pour lutter contre le stress (du tabac ou du cannabis) ne résoud pas plus le problème que les pilules les plus diverses. Il faut surtout se poser la question de savoir pourquoi l'on est stressé et éviter d'en arriver là. Si les sportifs se calment au cannabis, c'est probablement parce qu'aujourd'hui les carrières sportives sont de plus en plus courtes et que les enjeux financiers sont de plus en plus énormes. Si le sport à faible dose est bon pour la santé, le sport de compétition (appelé pudiquement "de haut niveau") est très néfaste à la santé : l'espérance de vie des sportifs professionnels est bien inférieure à la moyenne nationale. Faut-il interdire le sport professionnel ? C'est là la bonne question.





TIMOR-ORIENTAL : VINGT ANS DE RESISTANCE

Depuis le début de l'année 95, des sit-in ont été organisés par les Timoriens devant les ambassades américaine et suédoise. Des groupes ont réussi à pénétrer dans les ambassades néerlandaise, japonaise et française pour demander l'asile politique et une cinquantaine de personnes ont ainsi obtenu leur départ pour le Portugal, l'ancien pays colonisateur. Pour marquer le 20ème anniversaire de l'envahissement du pays par la dictature indonésienne, une occupation des missions néerlandaise et russe a été organisée le 7 décembre dernier. 113 personnes ont pénétré dans celle des Pays-Bas malgré l'opposition musclée des diplomates (l'ambassadeur a été légèrement blessé). Fait nouveau, sur les 113 personnes, une cinquantaine étaient des Indonésiens d'un groupe d'extrême-gauche qui entendait protester ainsi non seulement contre l'occupation du Timor-Oriental mais également contre le gouvernement dictatorial du pays. (source : Courrier International, 4 janvier 1996)

PALESTINE : VOTE POUR LA PAIX

Yasser Arafat était le candidat des accords de paix. Le peuple palestinien ne s'y est pas trompé et les extrémistes de Hamas qui n'avaient pas présenté de candidats en sont pour leur frais : Arafat l'emporte avec 88 % des voix et, surtout, plus de 75 % de participation. Un score qui devrait permettre la poursuite des épineuses négociations entre la Palestine et Israël ; partage ou non de Jérusalem, retrait des colonies juives, retour des réfugiés palestiniens...

EUROPESSIMISME

Selon un sondage Gallup réalisé sur 40 000 personnes dans l'ensemble de l'Europe, tous les pays présentent sensiblement le même profil : environ 2/3 des sondés pensent que leur pays entre dans une phase négative et que la situation va empirer dans les 5 ans à venir. Un seul pays fait exception : la Norvège qui ne compte que 10 % de pessimistes. Bizarrement, la Norvège a refusé d'entrer dans l'Union Européenne. Alors comme ça Maastricht et l'Europe libérale ne sont pas synonymes de bonheur ? Relisez le n°157 de Silence pour voir.

BRUXELLES : RENCONTRES ANARCHISTES

Le centre libertaire de Bruxelles organise les 13 et 14 avril à Bruxelles, des rencontres entre les mouvements anarchistes belges et du Nord de la France. Au programme : luttas d'aujourd'hui, contre-offensives au capitalisme, coopérations futures... Programme : Centre Libertaire, 35 rue du Midi, B 1000 Bruxelles.

LES AUTRES VOIX DE LA PLANETE

Pour préparer le contre-sommet au G7 qui se tiendra fin juin à Lyon, des réunions de préparation auront lieu à Paris le troisième jeudi de chaque mois (21 mars, 18 avril...). Une trentaine d'organisations nationales participent déjà à ces réunions. Des groupes locaux se mettent actuellement en place (Lyon, Lille, Toulouse, Grenoble...) et des relais internationaux sont actifs en Suisse, Espagne, Belgique... Plusieurs ateliers ont été mis en place :

- Endettement et système financier international.

- Mondialisation, déréglementation et destruction sociale.
- Conséquences écologico-sociales de la mondialisation.
- Guerre, surarmement et internationalisation des conflits.
- Oppression politique, culturelle et idéologique et formes de résistance.

Un répondeur est en place au : (1) 43 71 09 11.

Courrier à : CEDETIM, 21, ter rue Voltaire, 75011 Paris.

Y'A-T-IL UNE LIMITE AU "SECRET D'ETAT" ?

Selon la loi du 3 janvier 1979, les dossiers classés "secret d'Etat" peuvent être consultés 30 ans après leur clôture par tout le monde. Mais pour certains sujets classés "sensibles", les délais peuvent être portés à 60 ans. C'est le cas, par exemple, des archives de la guerre d'Algérie. Les historiens font toutefois remarquer que certains dossiers ont bien du mal à devenir publics. Ainsi, l'accès aux documents concernant l'affaire Dreyfus reste très difficile plus de 100 ans après. (source : Dossier d'Aquitaine, hiver 95)

PARIS : FRAUDE ELECTORALE

Depuis plusieurs années, Les Verts ont entendu parler de transferts d'adresses de militants de droite entre les arrondissements de Paris pour assurer la victoire de Chirac dans tous les arrondissements lors des élections municipales de 1989. Mais rien à faire pour que les médias acceptent d'en parler. A TF1, le 24 mars 1995, en pleine campagne électorale des présidentielles, Dominique Voynet revient à la charge, mais l'affaire est de nouveau enterrée. Rebondissement après les municipales : l'arrivée de la gauche dans le 3ème arrondissement provoque l'effolement des employés de mairie qui effacent les fichiers sur les ordinateurs. Mais c'est mal fait et les nouveaux locataires arrivent à rentrer dans les fichiers écrasés : on peut y lire les noms et adresses des personnes déplacées, les noms des intermédiaires et les récompenses offertes (jusqu'à des appartements !). L'affaire est maintenant publique, mais quelle est la probabilité pour que soit inculpé l'ancien maire de Paris ?

GRENOBLE LA CULTURE LIBERTAIRE

Le centre de sociologie des représentations et des pratiques culturelles de Grenoble et l'Atelier de Création Libertaire de Lyon organisent les 21, 22 et 23 mars à la Maison Rhône-Alpes des sciences de l'homme, domaine universitaire de St-Martin d'Hères (Grenoble), un colloque international sur "la culture libertaire". Au programme :

Judi 21 mars - matin : **la culture libertaire en question** avec Alain Pessin ("La problématique de la culture libertaire"), Tomas Ibanez ("La culture libertaire, une expression dénuée de référent ?"), Ronald Creagh ("L'anarchisme nouveau est-il arrivé ?"), Jean Duvignaud ("Imaginaires de rupture").

Judi 21 mars - après-midi : **les expérimentations libertaires** avec les présentations de l'Ecole Bonaventure (Ile d'Oléron), la communauté Los Arenales (Malaga), Christiania (Amsterdam) suivies des interventions de Roland Lewin ("L'éducation libertaire"), Gerda Fellay ("Apport de la psychologie à la culture libertaire"), Colin Ward ("La maison, une approche libertaire"), Philippe Gamier et René Berthier ("L'anarchisme et le droit").

Vendredi 22 - matin : **Culture et idéologie** avec Alain Thévenet ("Liberté et individu : illusions nécessaires"), Emmanuel Lizcano ("Le fondamentalisme scientifique"), Salvo Vaccaro ("Foucault et l'anarchisme").

Vendredi 22 - après-midi : **Actualisation de la pensée anarchiste** avec Eduardo Colombo ("Anarchisme et culture prolétaire"), Rudolf De Jong ("L'anarchisme après la chute du mur de Berlin"), Piero Adamo ("Anarchisme entre éthos et projet"), Peter Schrempf ("La révolution anarchiste est-elle déjà en acte ?"), Mark Fortier ("Etat de la pensée critique en Amérique"), Daniel Ginsberg ("Culture libertaire et valeurs du monde"), Philippe Pelletier ("Culture anarchiste et culture orientale").

Samedi 23 mars - matin : **la création libertaire** avec Gaetano Manfredonia ("Chanson et identité libertaire"), Max Blechman ("nature, esthétique, anarchie et les débuts de l'idéalisme allemand"), Jean-Olivier Majastre ("Pratiques artistiques et contestation"), Marie-Dominique Massoni ("Imaginaire et révolte"), Cristina Valenti ("Living Theater et culture libertaire"), Patrice Terrone ("Rôle de la caricature") et en parallèle l'édition libertaire avec Rosella Di Leo et Franco Bertolucci, René Bianco, Anna Niedzwiecka, Angelo Prontero ("Péguy et culture libertaire"), Camille Martin ("Mina Loy, poétesse de la démocratie universelle").

Samedi 23 mars - après-midi : **les libertaires de l'an 2000** avec Roger Dadoun ("D'une culture libertaire, mais qu'est-ce que tu crois ?"), Claire Auzias ("Culture libertaire, comment se transmet-elle ?"), Mimmo Pucciarelli ("Les libertaires aujourd'hui"), John Clark ("Culture, nature et imaginaire"). Entrée libre. Renseignements : Gisèle Peuchlestrade, département de sociologie, Université Pierre Mendès France, BP47, 38040 Grenoble cedex 9, tél : 76 82 56 48.



MONJU : SUICIDE

Après l'accident survenu dans le surgénérateur de Monju au Japon (voir numéro 201), Shigeo Nishimura, 49 ans, s'est suicidé le 13 janvier dernier. Il était l'un des directeurs généraux de la PNC, le service gouvernemental responsable de la gestion du réacteur. Il a sauté depuis le toit d'un hôtel de Tokyo. Ce suicide s'est produit le lendemain

d'une conférence où des officiels ont révélé que les ordres de masquer la gravité des faits avaient concerné aussi bien la centrale que les plus hautes autorités de Tokyo.

Autre conséquence de l'accident de Monju, le gouvernement japonais a annoncé que le programme surgénérateur qui prévoyait la mise en route d'autres réacteurs est pour le moment suspendu.

TCHERNOBYL

• **RECONVERSION IMPOSSIBLE ?** Cela va faire dix ans que l'on parle de remplacer Tchernobyl par d'autres sources d'énergie... Et rien n'a été fait. Pourtant quand on veut, cela peut aller très vite. Ainsi, début janvier 1996, EDF a annoncé avoir signé un contrat avec le nouvel état palestinien pour la construction d'une centrale thermique au fuel. Cette centrale sera construite en seulement 4 mois et fonctionnera donc avant l'été. Sachant que les anciennes républiques de l'URSS sont fortement exportatrices de pétrole et de gaz, il est évident que l'on aurait pu depuis longtemps construire de telles centrales dans les pays de l'Est, mais les financements nécessaires ont été systématiquement bloqués par le lobby pro-nucléaire ouest-européen (EDF et Siemens) qui veulent éviter que cela donne des idées aux autres gouvernements.

• **SUISSE : CONCERTS POUR LES ENFANTS IRRADIÉS.** L'association Racines Culturelles organise deux concerts avec l'ensemble folklorique Eko de Kiev, au profit des enfants victimes de l'accident. Un concert se tiendra le dimanche 21 avril à 17 h au Temple du Bas à Neuchâtel, un deuxième concert se tiendra le vendredi 26 avril à 20h30 au Victoria Hall de Genève. Renseignements : Racines Culturelles, case postale 28, CH 1241 Puplinge, tél : 022 / 750 11 30.

• **MULHOUSE : COLLOQUE.** L'association humanitaire "Les Enfants de Tchernobyl Alsace" organise un colloque les 26, 27 et 28 avril "Tchernobyl : dix ans déjà" avec : le bilan de la catastrophe, l'aide française aux victimes, les conséquences en France du passage du nuage de Tchernobyl. Organisation : Les Enfants de Tchernobyl, 45 rue de Ruelisheim, 68110 Illzach, tél : 89 49 23 41.

• **LYON : RASSEMBLEMENT LE SAMEDI 27 AVRIL.** Après cinq semaines de tournée dans la région Rhône-Alpes, l'exposition sur les alternatives énergétiques des Européens contre Superphénix se terminera à Lyon par un rassemblement sur le thème "Tchernobyl, Superphénix, dix ans ça suffit !". Exposition, concert, prise de parole et action spectaculaire devraient animer la journée à partir de 15 h. Une coordination nationale antinucléaire se tiendra à Lyon, le lendemain. Renseignements : Européens contre Superphénix, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 78 28 29 22.

SORTIR DU NUCLEAIRE

• **"NOUS Y AVONS CRU, NOUS AVONS EU TORT".** C'est le titre d'un article retentissant de l'hebdomadaire "The Economist" en Grande-Bretagne à propos de leur position sur l'énergie nucléaire (traduit dans le Courrier International du 18 janvier 1996). Et l'article de préciser : "la construction et la fermeture de ces centrales ainsi que le traitement des combustibles irradiés entraînent des coûts énormes". Ce revirement arrive après la décision de la Grande-Bretagne, le 11 décembre 1995, de ne plus construire de réacteurs. "La Chine, Taïwan, l'Indonésie, la Corée du Sud, le Pakistan et l'Inde prévoient d'acheter de nouveaux réacteurs, mais ces pays sont en train de commettre une erreur". Il faut "transférer les fonds de recherche aux énergies renouvelables (...) La technologie de nombre d'énergies renouvelables, comme le solaire et l'énergie éolienne, est devenue nettement moins coûteuse ces dernières années." Et encore "Si pour se protéger du changement climatique, on adopte une politique favorable au nucléaire, on ne fera que remplacer un problème écologique par un autre". The Economist est tiré à 570 000 exemplaires et est considéré comme la revue phare de l'économie au niveau mondial.

• **GRANDE-BRETAGNE : 300 MILLIARDS DE FRANCS.** La décision prise le 11 décembre dernier d'arrêter le programme nucléaire de Grande-Bretagne est la conséquence directe de la tentative de privatisation du secteur de l'électricité. Devant les réticences des financiers, le gouvernement avait dû conserver ses centrales nucléaires. Aujourd'hui, des études économiques annoncent que le démantèlement des réacteurs britanniques coûtera 300 milliards de francs. Sachant que la Grande-Bretagne compte 35 réacteurs et la France 56, on peut calculer que cela nous coûtera 480 milliards de francs, qui viendront se rajouter aux 200 milliards de la dette actuelle d'EDF. Ça va être dur de privatiser !

• **ALLEMAGNE : LES SOCIALISTES DEFENDENT LE NUCLEAIRE.** Alors qu'une très grande majorité de la population allemande demande une politique de sortie du nucléaire et qu'un moratoire est observé de fait depuis dix ans, le Spiegel a révélé début janvier un accord secret entre les dirigeants du SPD (le PS allemand) et les industriels du nucléaire visant à promouvoir une nouvelle génération de réacteurs. 28 réacteurs sur les 40 prévus ont été construits et 20 fonctionnent encore. Chiche que les réels des Grünen, après avoir enterré la non-violence et la démocratie de base vont s'associer au SPD en renonçant à la lutte antinucléaire.

• **PAYS-BAS : OPINION ANITNUCLEAIRE.** Un sondage révèle que seuls 6 % des Néerlandais sont en faveur de la construction de nouveaux réacteurs nucléaires... contre 53 % qui sont pour une fermeture immédiate des deux réacteurs existants et 78 % qui sont en faveur du remplacement de ces réacteurs par des centrales au charbon modernes et relativement propres. Enfin, 65 % se disent opposés à l'importation d'électricité provenant d'autres réacteurs nucléaires. (source : WISE, 13 octobre 1995)

• **ITALIE : PRIVATISATION DE L'ENEL.** En 1987, un référendum populaire met fin au tout jeune programme nucléaire italien (une première centrale en construction) et l'ENEL, la compagnie d'électricité publique, a dû se plier à ce vote. Mais celui-ci ne prévoyait qu'un moratoire de 5 ans qui s'est terminé en 1992. Les industriels pro-nucléaires font depuis le forcing pour que le gouvernement italien relance un programme nucléaire. Il y a toutefois un obstacle de taille : pour compenser les déficits de l'Etat, les différents gouvernements qui se sont succédés depuis Berlusconi ont décidé la privatisation de l'ENEL... Une telle privatisation met fin de fait au nucléaire tant les expériences dans les autres pays ont toujours montré que le nucléaire n'est pas rentable.



SOCIÉTÉ

PETITES PHRASES

"Moins de travail aboutit à moins de reconnaissance sociale. Deux scénarios se dessinent alors : si vous êtes éduqués, vous retournez votre révolte sur vous-même, vous tombez malade et dans dix ans, vous coûtez 2000 francs par jour dans un hôpital ; si vous n'êtes pas éduqué, si vous êtes jeune ou fougueux, vous extériorisez votre révolte et dans dix ans vous coûtez 400 francs par jour dans une prison. Les morts économiques coûtent

cher". François Plassard dans "Quel avenir pour les zones rurales fragiles" (colloque Verts-Bretagne)

SECTES : S'INFORMER

Au moment où les sectes sont sous le feu de l'actualité, la meilleure source d'informations restent les groupes de l'ADFI, association de défense des familles et des individus. On peut obtenir les adresses régionales auprès de l'UNADFI, 10 rue du Père Julien Dhuit, 75020 Paris, tél : (1) 47 97 96 08.

LES JEUNES NE LISENT PRESQUE PLUS

Seul un adolescent sur cinq lit un quotidien national, un sur trois un quotidien régional. Mais au niveau national, c'est l'Equipe qui est surtout lu, presque dix fois plus que Le Monde qui arrive en deuxième position ! (source : Dossier d'Aquitaine, hiver 95)

PARIS : PASQUA OUVRE SA FAC

Les étudiants de la région parisienne ont réussi à faire céder Charles Pasqua. Après un mois d'actions diverses devant l'entrée de la première université privée financée par le département des Hauts-de-Seine, l'ancien ministre a accepté que les immenses locaux vides soient prêtés à l'IUT de Gennevilliers dont l'ouverture était bloquée faute d'espace. Et pour essayer d'attirer du monde dans sa

fac privée, le conseil général a choisi d'adopter la gratuité des études pour les étudiants originaires du département.

LYON : FIN DE LA FACULTE ALEXIS CARREL

Depuis plusieurs années, les militants anti-racistes manifestaient contre les bâtiments et les lieux dénommés Alexis Carrel (voir Silence n°171). Ce médecin a en effet été charmé par les théories de l'eugénisme développées par les Nazis et est souvent cité comme un précurseur de l'écologie par l'extrême-droite. Né près de Lyon, il avait donné son nom à la Faculté de médecine de Lyon... jusqu'au 24 janvier dernier où le Conseil d'Administration de l'Université, cédait enfin, après plusieurs années de négociations. L'Université s'appellera désormais André Laënnec.

SEMAINE DE 32 HEURES

• **SANS TOUCHER AUX SALAIRES.** Le passage en une seule fois de la durée du temps de travail hebdomadaire de 39 heures à 32 heures entraînerait la création de l'ordre de 4 millions d'emplois, ce qui permettrait de stabiliser une bonne partie des emplois précaires et de diminuer sérieusement le nombre des chômeurs. Selon un rapport présenté par un groupe de travail dirigé par J. Nikonoff aux candidats aux élections présidentielles, en tablant sur un salaire moyen de 8500 F brut par mois pour les 4 millions d'emplois nouveaux, cela coûterait 408 milliards si l'Etat assurait ces salaires. Mais cela rapporterait 135 milliards de charges sociales, économiserait 160 milliards de traitement social. La consommation entraînée par ces 4 millions de personnes générerait 450 000 autres emplois dans le secteur marchand qui rapporteraient encore 50 milliards de recettes diverses. Il manque alors 58 milliards pour équilibrer l'opération. La moitié du plan Juppé et cela ne tient pas compte du "changement d'ambiance" que cela entraînerait. On peut penser que la baisse d'angoisse devant la montée de la pauvreté et du chômage entraînerait des baisses des frais de sécurité sociale par exemple et qu'ainsi on aurait une multitude d'effets positifs induits. Le financement ne pose donc pas vraiment de problème. Reste le moyen de reverser cet argent pour inciter à l'embauche. L'Etat dispose pour cela de tout un arsenal de moyens : il peut jouer sur les charges sociales de l'entreprise, il peut subventionner les secteurs d'utilité sociale (éducation, crèche, culture...). Ce rapport montre qu'il est possible de diminuer le temps de travail, de réduire considérablement le chômage... Mais cela intéresse-t-il nos dirigeants ? N'est-il pas plus intéressant pour nos chefs d'entreprise de remplacer d'anciens salariés qui partent à la retraite par des jeunes à 2300 F par mois, payés par l'Etat et corvéables à merci ? (source : Le Crestois, 4 janvier 1996)

• **86 % DES SALAIRES POUR.** Le Conseil Régional de la Région-Alpes, présidé par Charles Millon, n'a pas de majorité absolue et la droite aux commandes doit négocier au

moins l'abstention des écologistes pour pouvoir faire adopter son budget. Avec les essais nucléaires, le président, également ministre de la défense, s'attendait à une vive opposition. C'est alors qu'il a proposé une aide régionale pour favoriser le passage aux 32 heures dans les entreprises en échange de création d'emplois... une mesure proposée depuis longtemps par les écologistes qui ont accepté de faire passer ce point en priorité.

L'union régionale CFDT Rhône-Alpes a lancé alors fin 1995 une enquête dans les entreprises pour avoir l'avis des salariés. La réponse des 11 000 personnes interrogées dans 270 entreprises est sans équivoque : 86 % des salariés sont favorables à cette mesure et contrairement aux idées reçues, les cadres sont à peine moins favorables : 82 % sont d'accord. Les deux conséquences mises en avant par les salariés : améliorer leur mode de vie et créer des emplois. Sur les moyens à mettre en place, 75 % se prononcent pour la semaine de 4 jours, les autres se prononçant pour des journées de congés supplémentaires, des journées de travail plus courte ou une retraite anticipée et progressive. Seulement 31 % sont pour l'annualisation des heures de travail comme proposé par le patronat et seulement 13 % sont favorables au travail le dimanche.

Sur la question salariale, les avis sont plus partagés : 36 % souhaitent travailler moins en gagnant autant, 9 % sont d'accord pour une réduction proportionnelle du salaire, 55 % se prononcent pour une réduction des salaires mais avec le maintien de ceux les plus bas. Dans cette dernière catégorie, 14 % acceptent une baisse de leur propre salaire.

Concernant le travail à temps partiel, celui-ci a beaucoup moins la côte et la plupart revendique qu'il doit être choisi par le salarié. Concernant les heures supplémentaires, une majorité se prononce pour un stricte contrôle et surtout pour qu'elles soient récupérées et non payées. 37 % avancent même l'idée qu'elles soient surtaxées pour aider au financement du chômage et 29 % demandent leur interdiction.



LIVRES

DES TRANSPORTS NOMMÉS DESIRS

Sous la direction de Michel Mousel, Jean-Pierre Piéchaud et Jean-Claude Roure
Ed. Syros
1995 - 230 p. - 160 F

Début 1995, s'est tenu à Strasbourg un colloque sur le thème "Des transports nommés desirs". Ce livre est un condensé des actes du colloque qui donne de multiples exemples de démarches allant à contre-sens du discours pro-bagnole habituel, ouvre des pistes diverses. L'ouvrage insiste sur le fait que ce qui fait le choix entre plusieurs modes de transports est d'abord un choix politique et le moyen de faire passer ce choix, les desirs de l'usager. Un livre qui donne la parole aussi bien aux institutions, aux usagers qu'aux élus, agréable à lire, et plein de données à utiliser pour ceux qui ont des problèmes avec les routes, les autoroutes, la pollution urbaine... On regrettera quand même que certains sujets n'aient pas été abordés : le piéton et le vélo sont quasiment absents de cet ouvrage. MB.

LES SECTES EN FRANCE

Documents d'information de l'Assemblée nationale
1995 - 128 p. - 40 F

Le fameux rapport de la commission parlementaire sur les sectes en France recense 172 groupes regroupant au total environ 160 000 adeptes dont 130 000 pour les seuls témoins de Jéhovah... Cela limite donc le nombre de "fanatiques". Les causes des sectes ? "Il est certain que la contestation du productivisme, l'effondrement des idéologies politiques, les remises en cause du scientisme, du matérialisme, le déclin continu des religions "tradi-

tionnelles" ont fortement remis en cause le modèle sur lequel les sociétés occidentales s'étaient développées depuis le XIX^{ème} siècle" (p.38). On y retrouve dénoncés les groupes "alternatifs" comme "Ecoovie", "Humana" qui a mis en place une collecte de vieux vêtements extrêmement lucrative (benches en bois sur les parkings des grands

magasins et revente en magasin d'occasions), "Le mouvement humaniste" (qui manifeste en orange de temps en temps dans les manif écolos et qui reprend à son compte le discours écolo-non-violent). Le livre est malheureusement très succinct. La critique est surtout centrée sur l'Eglise de scientologie. Entre le rapport Vivien de 1982 et celui-ci, les anthroposophes sont réhabilités (agriculture biodynamique mention Demeter, école Rudolf Steiner, la société financière la NEF...), d'autres sont apparus comme "Le patriarche" ou restent en interrogation (tous les groupes du Nouvel Age, le Groupement, Herbalife). Bizarrement Longo Mai est cité au milieu d'une longue liste sans aucune précision. L'introduction in-

dique que ce rapport résulte d'une vingtaine d'entrevues d'une heure. C'est baclé : les scientifiques se sont étonnés de ne pas avoir été consultés. On sent que le gouvernement a voulu répondre rapidement au massacre de l'Ordre du Temple Solaire. C'est bien dommage. Les critères mis en avant au départ semblent bons, mais l'étude cas par cas reste à faire... en ne se contentant pas de reprise de livres ou de quelques témoignages (il est évident qu'un ancien membre va noircir le tableau !). Mais est-ce possible dans le respect des droits de l'Homme ? C'est ce que se demandent les auteurs du rapport... qui innovent simplement en proposant de mettre en place des structures d'aides aux anciens adeptes. MB.

Le livre du mois

BOUCS EMISSAIRES : LES SANS-PAPIERS

d'Emmanuelle Heisieck
dessins de Ludovic Le Goff
Ed. Syros et Cimade
1995 - 102 p. - 85 F

"La Déclaration des droits de l'Homme, adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies le 10 décembre 1948, énonce dans l'article 13 : "toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien et de revenir dans son pays". On peut donc imaginer que toute personne qui a quitté son pays peut espérer (...) entrer librement dans un autre pays. On sait très bien qu'il n'en est jamais ainsi."

"En France, la Commission nationale consultative des droits de l'Homme a fait récemment remarquer (rapport du 21 mars 1994) que le délit d'irrégularité de séjour est "un délit sans victime". En effet, ne pas posséder de titre de séjour ne porte pas atteinte aux biens ou à la personne d'autrui."

Les lois Pasqua du 10 août, du 24 août, du 30 décembre 1993 et du 27 décembre 1994 (toutes ces lois ont courageusement été passées en douce pendant les

congés !) limitent le droit de séjour des étrangers en France et ne respectent pas les déclarations des droits de l'Homme.

En vingt pages situées au milieu de l'ouvrage, on trouve tout ce qui choque entre la politique française et notre soi-disante tradi-



tion de pays des droits de l'Homme. Et si vous commencez ce livre, nul doute que vous lirez ces 20 pages car l'histoire vraie qui occupe le premier tiers du livre vous prend aux tripes : un jeune camerounais qui a fait ses études de mécanicien en France, veut économiiser pour ouvrir un garage chez lui. Il trouve une place dans une société commerciale. Un jour, il est contrôlé par la police et découvre qu'il n'a jamais été déclaré et va connaître les transferts en centre de rétention, la prison, avant de repartir les mains vides pour Youndé, laissant derrière lui un camion acheté avec ses économies. L'injustice dans toute sa splendeur.

Le deuxième récit en fin d'ouvrage nous montre que la situation est la même aux USA : un Mexicain recruté pour aller ramasser des agrumes en Californie, au noir bien entendu, se fait attraper à la frontières et brutaliser par une police omniprésente. Au moment où l'on parle d'ouverture des frontières, avec l'Union européenne ici ou l'ALENA là-bas, il serait temps que l'on s'intéresse un peu moins aux marchandises et un peu plus aux hommes. Un livre extrêmement fort. FV.



UN ALLER SIMPLE

de Didier Van Cauwelaert
Ed. Livre de Poche
1995 - 120 p. - 23 F

Aziz est né en France, recueilli par des Tziganes. Professionnel des vols d'autoradios dans les quartiers Nord de Marseille, il est dénoncé à la police le jour de ses noces. Pas de chance pour lui, le gouvernement a décidé de montrer que si l'on expulse les étrangers, c'est humainement. Choisi en exemple, il est raccompagné au Maroc, pays indiqué comme son pays d'origine sur ses faux papiers. L'accompagnateur, dépressif, en instance de divorce, croit les histoires d'Aziz... ce qui les entraînera jusqu'au plus profond de l'Atlas. Didier Van Cauwelaert dénonce ici la politique française qui permet aujourd'hui d'expulser des enfants nés en France et qui ne connaissent absolument rien au pays de leurs parents. Prix Gongourt 1994, ce roman arrive à nous faire rire à partir d'une situation pourtant dramatique. FV.



ENFANTS

L'ENFANT DES CEDRES

de Désirée Sadek Aziz
Ed. Albin Michel Jeunesse
1995 - 64 p. - 98 F

Ce livre a une histoire. Pour sensibiliser les jeunes libanais à la nécessité de sauver le cèdre du Liban, menacé d'extinction à la suite de sa surexploitation dans le pays, l'auteur a mis en place une association et a réalisé une histoire qui a été présentée dans 60 écoles du Liban. Les enfants ont été invités à faire un dessin pour l'illustrer. 14 650 dessins ont été renvoyés dont 55 illustrent ce livre. L'histoire déjà fort agréable est ainsi enrichie par des dessins magnifiques. Pour compléter l'opération menée au Liban, l'éditeur s'est engagé à financer la plantation d'un arbre au Liban par livre vendu... C'est aspect commercial est plus discutable (un plant vaut moins de 2 F). FV.

LE VELO ROUGE

de Didier Dufresne
et Fabrice Turrer
Ed. Nathan
1995 - 32 p. - 85 F

L'histoire racontée par le vélo lui-même est celle d'un vélo abandonné par l'enfant devenue trop grande, vendu à une bourse aux jouets, restauré par un retraité qui le revendra à la même famille pour la petite sœur. Dans un style jouant avec les mots comme dans une bande dessinée (la taille des caractères augmente quand le ton monte), et des dessins d'un style original, une bonne réflexion sur notre société du tout-à-jeter. FV.

NOUS AVONS EGALEMENT REÇU

**DES ECOLES DIFFERENTES
et des alternatives éducatives**
de Roger Auffrand
Ed. AIE, 29 rue Davy,
75017 Paris
1995 - 352 p. - 145 F

Publié depuis 1982, ce guide en est déjà à sa quinzième édition et est toujours aussi indispensable à ceux qui, ayant des enfants, s'interrogent sur l'éducation à leur donner. Faut-il passer par les réseaux pédagogiques des écoles publiques (comme les classes Freinet) ou bien se lancer dans les écoles privées, conventionnées ou non, alternatives ou non ? Le guide, par un questionnaire extrêmement précis, laisse aux parents le choix de leurs décisions en toute connaissance de cause.

**CEA : UN DEMI-SIECLE
DE POUVOIR NUCLEAIRE**
N°67 de la revue
Damoclès (Lyon)
1995 - 52 p. - 40 F

Ceux qui veulent comprendre qui dirige le pays au-dessus des élus politiques trouveront toutes les informations dans ce dossier particulièrement complexe et de circonstance. Cela explique bien le pourquoi des essais nucléaires, le maintien d'un budget de la défense aussi élevé. Superphénix...

1 - LES TRANSPORTS URBAINS EN QUESTION

De Christian Lefèvre
et Jean-Marc Offner
Ed. CELSE
1990 - 220 p. -

2 - LES TRANSPORTS COLLECTIFS URBAINS

De François Cancalon
et Laurent Gargaïllo
Ed. CELSE
1991 - 340 p. - 290 F

3 - POUR UNE POLITIQUE SOUTENABLE DES TRANSPORTS

Rapport sous la direction
de Dominique Dron
et Michel Cohen de Lara
Ed. Documentation Française
1995 - 330 p. - 130 F

Les deux premiers ouvrages sont des livres techniques. Le premier analyse surtout les avantages et les inconvénients du choix entre les transports en commun et la voiture en ville alors que le deuxième s'intéresse plus à comparer les différents modes de transports collectifs (du mini-bus au train). D'une lecture peu facile, ils permettent toutefois de prendre connaissance des nombreux critères à prendre en compte pour déterminer un choix entre plusieurs modes de transport. Ces livres pourront amener des éléments à des militants ou des élus soucieux de proposer dans

leur ville des solutions alternatives à la voiture.

Le troisième ouvrage est le compte-rendu d'une cellule de prospective du Ministère de l'Environnement, mise en place par Michel Barrier et qui a fini son travail avec Corine Lepage. Il s'agit d'un inventaire des données connues dans le domaine des transports et d'une multitude de solutions possibles concernant une meilleure prise en considération de l'environnement. Ce document devait servir à l'élaboration de la loi cadre sur la pollution atmosphérique promise par Corine Lepage... Juppé en a décidé autrement en annonçant fin janvier une hausse de 20 % des crédits accordés à la route. Ce livre, souvent trop juridique, est surtout un excellent catalogue d'études en tout genre à travers l'Europe.

QUEL AVENIR POUR LES ZONES RURALES FRAGILES ?

**Se connaître sur un
territoire pour mieux coopérer**
Actes d'un colloque
Edité par les Verts du
Conseil Régional de Bretagne
1996 - 60 p.

Des exemples d'initiatives bretonnes pour un débat qui dépasse largement le cadre de la région, avec François Plassard en vedette qui montre tout l'intérêt de la coopération vivante en opposition à l'individualisme mortel.

LE TRAVAIL

**Réflexions et
propositions anarchistes**
Collectif

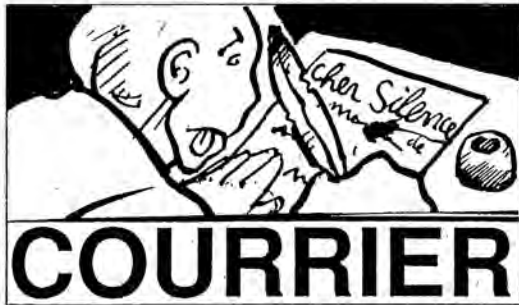
Ed. Alternative Libertaire, 2 rue
de l'Inquisition, B-1040 Bruxelles
1996 - 74 p. - 20 FF ou 100 FB

Ce hors-série de la revue Alternative Libertaire a réuni un certain nombre de textes de réflexion sur le travail. Comme le font remarquer les coordinateurs de la brochure, manifestement la réflexion sur l'abolition du travail est aujourd'hui passée au deuxième plan pour laisser place à un anarcho-syndicalisme parfois douteux : retour à la lutte des classes, revendication du droit au travail pour les femmes... Mais il reste de bonnes réflexions et des références intéressantes.

MINORITES ET MINORITAIRES DANS UN EUROPE INCERTAINE

N°2 de Via Europa
Ed. Diagonales Est-Ouest (Lyon)
1996 - 104 p. - 50 F

Un dossier qui présente clairement les difficultés de définition de ce qu'est une minorité, des droits qu'elle peut revendiquer et qui analyse les conséquences de ces ambiguïtés à travers de nombreux exemples européens. Fort instructif.



LA PLUS GRANDE SECTE

C'est la secte capitaliste des adorateurs de l'argent. Elle comprend des Gourous (financiers, politiciens, gros patrons) qui disposent de tous les moyens d'information (presse, télé, radio), que des serveurs grassement payés (journalistes, reporters) ont mis à leur disposition. Grâce à ces moyens, ils sont parvenus à faire croire aux crédules du bas de la secte qu'il fallait de l'argent pour vivre et que l'argent était la seule richesse. Des crédules qui se sont mis à adorer le fric, à ne plus pouvoir s'en passer et à tacher de s'en procurer par tous les moyens. L'argent est donc mis au départ et il devient le seul problème de tous. Imaginons que tous deviennent riches et qu'il se produise un Tchernobyl universel qui rende toute la nourriture toxique, mortelle, inconsommable et tous - gourous, laquais et crédules - meurent de faim sur leurs millions. Tout ça pour essayer de faire comprendre à ces intoxiqués que la seule vraie richesse c'est la production. Qu'est-ce donc que ce dieu qu'on appelle Argent ? Personne n'est fichu de dire ce qu'il représente et d'en donner une définition. Et pourtant, il est à la source de tous nos maux.

L'argent a un effet paralysant

Nos gouvernements cherchent des travaux pour relancer l'activité et lutter contre le chômage or ce ne sont pas les emplois utiles qui manquent.

Dans l'**enseignement**, il faudrait multiplier les écoles, collèges, universités, ainsi que les instituteurs, professeurs et leur adjoindre des initiateurs, des spécialistes, des artistes, des moniteurs pour épanouir toutes les intelligences et les dons si divers chez les enfants, de façon à les conduire à des travaux vers lesquels ils se sentent attirés, qu'ils feront avec plaisir parce qu'ils tombent dans leurs cordes et qu'ils feront bien pour le bien-être, la joie et le bonheur de tous.

Dans la **santé**, il faudrait multiplier les chercheurs, les savants et mettre à leur disposition des laboratoires bien équipés pour leur permettre de trouver des remèdes contre le cancer, le sida, l'hépatite... et lever les secrets qui les pénalisent et qui ne sont faits que pour permettre à des sociétés de sortir un remède avant les autres pour gagner de l'argent et réaliser du profit. (...) Il faudrait des terrains de sport, tennis, piscines, salles de

spectacles, de jeux pour tous, des maisons d'accueil pour les vieux et tout ce qui peut agrémente la vie. (...)

Les gouvernements vous répondent que c'est trop cher. Cela veut dire qu'il faut de l'argent, c'est-à-dire un morceau de papier dont l'homme s'est fait l'esclave au lieu d'en être le maître. Et rien ne peut se faire, et on crie contre le chômage, on gémit sur la crise. (...)

L'argent corrompteur

C'est l'argent qui crée l'envie, la jalousie, le vol, le crime, le hold up, la drogue, la prostitution, la guerre... Que ne ferait-on pas pour se procurer de l'argent. Il va à ceux qui spéculent, qui magouillent, qui trichent, qui volent. On met parfois ces hommes en examen (les petits), c'est tout le régime qui est pourri et dont il faut sortir. Il n'y a plus de solution dans le capitalisme. C'est lui qui est mort et qui meurt de ses contradictions. Depuis que Duboin a constaté "*l'abondance tue le profit*", il fallait choisir ou bien l'abondance et sortir du profit, c'est-à-dire de l'économie de marché, de l'argent, de la concurrence ou bien le profit et il fallait détruire l'abondance et cette destruction générale mène à la guerre qui est devenue le dernier ballon d'oxygène du capitalisme.

Que font tous les gouvernements qui se succèdent ? Ils ont tous échoué puisque nous sommes en crise. Alors chaque candidat ou parti promet monts et merveilles pour gagner les élections. Une fois élu, le nouveau gouvernement reprend toutes les conneries de ses prédécesseurs en les aggravant. Comment voulez-vous que cela aille mieux. On reprend la vignette à Ramadier en l'augmentant, la TVA, la CSG de Rocard en l'augmentant, et Juppé y ajoute la sienne la RDS (remboursement de la dette sociale ou spéculative ?). Et à côté du trou de la sécurité sociale, il y a les 4000 milliards de dette. Quelle dette ? Qui va les rembourser ces milliards ? Les gens qu'on a dépouillés vont être obligés de payer pour rembourser ceux qui les ont volés ? Pourtant, certains gourous ont mis le doigt sur la cause de nos maux. Mitterrand : "*l'argent salit tout, pourrit tout, corrompt*". Balladur : "*On ne peut supporter à la fois une crise financière mondiale et la crise financière nationale*". Qu'ont-ils fait ? Et maintenant Chirac : "*La crise que nous traversons n'est pas une crise économique, c'est une crise financière*". Ira-t-il au

bout de sa logique ou se dégonflera-t-il comme les autres ? Que font les syndicats ? Ils reprennent toutes les actions qui ne les ont menées à rien : ils reprennent les pétitions qui vont au panier, les manifestations de rue où l'on arrose les infirmières, les grèves qui embêtent les petits... tout ça pour relancer les augmentations de salaire, c'est-à-dire de l'argent, encore de l'argent, et la défense de la sécu qui est un organisme capitaliste de remboursement. Ce n'est pas en continuant ce qui a déjà échoué qu'on va s'en sortir. (...) Les politiciens essaient maintenant une Europe unie pour sortir du borborygme, mais comment réaliser l'unité dans un système basé sur la concurrence, qui dresse les hommes les uns contre les autres, et les mène à la guerre économique et à la guerre tout court. Ils discutent sur la monnaie unique, mais sur quoi sera-t-elle gagée, sera-t-on capable de définir ce qu'elle représente ? Sinon elle restera une monnaie capitaliste favorable aux spéculateurs, magouilleurs, tricheurs et voleurs et la crise ne sera pas résolue. Il fallait créer une Europe socialiste axée sur la coopération et le partage, mais où sont les socialistes ? On a fait une Europe de concurrence, de lutte contre le Japon et contre les USA, une Europe de lutte au lieu d'une Europe d'union menant au mondialisme et à la paix.

Il est temps que les travailleurs prennent les choses en main avec la **grève productrice et distributive**. On travaille gratuitement pour fabriquer ce qui est indispensable, nécessaire, utile et agréable à l'homme et on assure et organise la distribution gratuite de la production. Comme disait Duboin : "*l'abondance ne se vend pas, elle se distribue*". Plus d'argent, plus de chômage, plus d'impôts, de vignettes, de paperasses, de trous de la sécu, plus de voleurs, de crimes crapuleux, de drogues, de guerres, plus de prisons, de juges, de bourreaux, mais le temps de vivre, de songer, de compatir, de comprendre et d'aimer. Enfin le temps de la liberté et de l'intelligence au service du progrès et du progrès au service de l'homme. La lutte pour la joie, pas pour la rancœur, pour l'entente, pas pour la haine, pour la paix, pas pour la guerre, pour la vie, pas pour la mort. Est-ce une folie ? Il faudrait y réfléchir et tâcher d'imaginer (...)

Aimé MOLLIE
Isère

IMMATURITE

Je profite de mon réabonnement pour vous dire ma surprise à la lecture du numéro de janvier : le passage en revue des petits chefs qui se taillent la bourre les uns les autres, histoire de montrer que l'écologie politique n'est encore qu'un chaos.

Si vous aviez voulu vous débarrasser d'un surplus vraiment peu convainquant, vous n'auriez pas fait mieux.

Ce n'est certainement pas en étalant les divisions écolos - preuve de notre immaturité - et en mettant en relief leurs préoccupations électoralistes prématurées - dont les gens sensibles sont dégoutés - que vous mobiliserez de nouveaux lecteurs (...).

Emile VAISSAIRE

Var

Silence : *Sur le choix des auteurs, nous nous sommes expliqués en début de dossier. Sur les "divisions écolos", nous avons une vision bien différente : nous pensons que la différence de pensée est une richesse et que la force d'une démarche non-violente devrait être de profiter d'un dialogue permanent pour nous enrichir les uns les autres. Le droit à la différence devrait nous prémunir de la "pensée unique".*

AUTOMOBILE ET POLLUTION

Je me permets de vous adresser ce courrier afin de vous demander des renseignements concernant le Gaz de Pétrole Liquéfié. Je prévois de changer mon véhicule en début d'année 1996. J'ai pris connaissance, par l'intermédiaire de plusieurs revues, des avantages du GPL tant au point de vue écologique qu'économique (baisse du prix du carburant en 1996). Cependant, aucun de ces articles n'étaient précis sur les quantités de déchets réellement émis par le GPL. Serait-il possible de connaître les proportions de déchets rejetés par litre de carburant d'un moteur GPL (avec ou sans catalyseur) et d'un moteur diesel (aux normes 1996), ainsi que la criticité écologique des différents constituants.

Gérard POISSONNIER
Doubs

Silence : Les lecteurs nous posent souvent la question de la meilleure voiture. Rappelons qu'entre 75 et 80 % de la pollution d'une automobile est réalisée pendant sa construction et sa destruction. Le reste l'est pendant son usage. Autres pollutions engendrées par la voiture : la construction des routes et autoroutes qui détruisent les paysages, bruit, etc... En conséquence, le choix du carburant est assez secondaire et le débat qui agite les médias classiques traduit surtout la lutte d'influence des différents lobbies (pétrole, gaz, électricité)... Même une hypothétique voiture solaire serait une erreur écologique. Si le GPL semble bien être le moins mauvais carburant, les meilleurs véhicules restent dans l'ordre : les chaussures, le vélo, le train, le tramway, le bus, le métro... et seulement ensuite la voiture devant les camions, les bateaux, les avions.

GENERATION RAP-TAG

Pourriez-vous honnêtement me signaler un événement récent qui ait été franchement illogique, imprévisible, inconcevable ? J'aimerais connaître. Je n'en vois qu'un. Alors que dans toute l'histoire, des guerres épisodiques ont toujours rythmé la vie des tribus puis des pays, remis momentanément les pendules à l'heure, apuré les comptes ou plus précisément les mécomptes, voilà plus de cinquante ans qu'aucun conflit mondial majeur ne s'est manifesté. Bizarre ! Bizarre ! Et pourtant les mentalités sont toujours conditionnées, imprégnées par notre système compétitif de domination. Tout est bloqué ! Ma conclusion est évidente. Il me semble seulement que cette fois-ci l'on parlera d'implosion, de générations "rap-tag" (rien à perdre - tout à gagner). C'est déjà commencé. (...) A l'échelle de la Planète, nous ne pourrions être que des enfants accumulant les bêtises avant la crise... Pour les Bouddhistes, la vie sera toujours souffrance, condamnation, prison... L'objectif devenant alors d'échapper à la réincarnation... Personnellement, plus modeste, me basant sur la Logique (avec un grand L inaccessible), je me dis qu'il doit y avoir des choses cachées, que la suite ne peut être que mieux, que les gens sont d'abord des victimes en manque... ou inconscientes de ce manque (c'est-à-dire jouant à l'être libre, au matamore, au "posiif"). Si l'enfer existe, il est vécu par certain(e)s sur Terre.

Vive la suite !
Pierre PAYEN
Pas-de-Calais

anciens numéros

- 136 Stop essais : Moruroa, Nevada, Semipalatinsk. Aliments irradiés. Etain. Verts. Fermeture à la vie..... 14 F
- 146 Verts : la politique autrement. Maison de vigilance de Tavemy. Canal Rhin-Rhône. Rythme de travail et santé. Orcaades..... 18 F
- 153 Economies d'énergie. Autonomie et solidarité. Écologues rose caviar. Ecologie de libération. 18 F
- 154 Amiante. Vallée d'Aspe. Arsenic en Ardeche. LHT. Agir ici. Assises de l'écologie. Essais nucléaires. Femmes et travail..... 18 F
- 157 Non à l'écologie libérale. Maastricht. Plutonium. Fessenheim. Civaux. Malville. Aide au développement. Appel Heidelberg 18 F
- 158 Extrême-droite et écologie. Green Belt Movement. Violence télé. Yougoslavie. Japon et plutonium. Nickel et chrome. Plastiques. Label. Nike. Nestlé. Pensée sauvage..... 18 F
- 161 Non-Violence et racisme. Charte des Médecines alternatives. Y-a-t-il un écolo chez les Verts ? Cigarettes radioactives. Norvège et CBE..... 20 F
- 162 La prison autrement. Somport. Forêts tropicales. Indonésie : développement destructeur. Yougoslavie. Malville. Argent et pouvoir comme drogues. Utopie verte..... 20 F
- 164 Bioéconomie et biosphère. Narmada. Malville. Bio-carburants. Tchernobyl. Seuil d'exemption. Economiser l'électricité..... 20 F
- 165 Yougoslavie. Semences de la famine. GATT. Plantes comestibles sauvages. Politique : la proie pour l'ombre. Malville..... 20 F
- 166 Moruroa : comment s'arrêter. Yougoslavie. Tomsk. Malville. Somport. Banque Mondiale et citoyens. Nouveaux écologistes. Ecotopia. Banques alternatives. Croissance durable. 20 F
- 167-168 Transports solidaires. Ferroutage. Transport clandestin. Somport. Café solidaire. Point Vert. Semences de la famine (2). Jardins de Cocagne. Arsenic. Ecologie ou la mort. 32 F
- 169 Délocalisation, chômage et solidarité. Vêtements toxiques. Vallée d'Aspe. Ambiance bois.

- Reconversion des usines d'armement. Malville. Semences de la famine. Verts..... 20 F
- 170 Racisme et environnement. Somport. Péniche pour la paix. Chanvre. Télévision et violence. Le Bio-Lopin. L'AIEA. Energie solaire et barrages. L'emprise des logiques sociales..... 20 F
- 171 Pollutions électromagnétiques. Phébus. Malville. Inondations et aménagement doux. A.Careel. L'avenir du travail. Le système planétaire. 20 F
- 172 Après Rio : un monde à venir. Feuille d'érable. Palestine-Israël. La dérive technologiste. Espérance. Malville. Inondations..... 20 F
- 173 Mir Sada. ingérence méfiance. Déchets toxiques suisses. Développement, environnement et aide. Malville. Somport..... 20 F
- 174 Vallée d'Aspe : alternative ferroviaire. Arsenic. Barrages et nucléaire. Entre réduction ou ouverture (1)..... 20 F
- 175 Eoliennes : le vent en poupe. L Co-voiturage. Entre réduction et ouverture (2)..... 20 F
- 176 Superphénix : la marche en avant. Nucléaire : la loi du silence Transports : suivons les Suisses ! Entre réduction et ouverture (3)..... 20 F
- 177 Quelle écologie radicale ? Héritage du nucléaire. Marche contre le chômage. Voile et intégrisme ? Somport. Malville. Escroquerie du développement durable..... 20 F
- 178 Comment démanteler ? Citoyens pour la paix. Conscription. Service civil. Reconversion de l'industrie d'armement. L'Inestère. Malville. Importations de déchets. Mac-do..... 20 F
- 179-180 Vous avez dit progrès. Somport. Banque Mondiale : 50 ans ça suffit ! Utopie. Délocalisation. Economie vernaculaire..... 32 F
- 181 Energies douces au Sud (1) : Mauritanie, Zimbabwe, Bénin. Malville. Libérons les boîtes aux lettres..... 23 F
- 182 Energies douces au Sud (2) : Burkina. Mali. Tunisie. Zaïre. Quel développement ? Artisans du Monde. La « Ville-monde » face à l'inertie sécuritaire..... 23 F
- 183 Les centres écologiques. Malville. Ecologie : quelle expression politique ? Bazar sans frontières. Le travail valeur d'échange ?..... 23 F
- 184 Breton Wood : 50 ans ça suffit ! Le piège du gouvernement mondial. Une société équitable en paix avec la planète. Maison de quartier de Neudorf. Energies renouvelables. Bhopal..... 23 F

- 185-186 Amiante. La fin du travail. Espère. Castors. Centre énergies renouvelables de Tarbes..... 35 F
- 187 La bombe au bruit qui court (1). Prolifération. Le cas d'Israël. La situation en Asie. Marcher. Société informatico-policière..... 23 F
- 188 La bombe au bruit qui court (2), pour une prolifération solaire, bannir l'arme nucléaire. Neve Shalom. Le solaire dans les régions froides. Matérialisme, mécanisme et impérialisme..... 23 F
- 189 Autonomie toujours, Réseau Santé. Cun du Larzac. Servas. Laine de verre cancérogène. Ecologistes : éloge de la différence..... 23 F
- 190 Le Nicaragua face au marché mondial. Brennelis : démantèlement. Malville. La retraite : une solution au chômage ?..... 23 F
- 191 Santé : vers l'autonomie (1). Climat : compromis de Berlin. Champ d'action. La loi et les femmes. Yougoslavie. Verts Allemands..... 23 F
- 192-193 Les communautés de l'Arche, Longo Maï, Nef des fous. Abolition des armes nucléaires. Santé : vers l'autonomie (2). Couches réutilisables. Risques du gaz. Coopération. Malville..... 35 F
- 195 Stop Essais : Campagne contre la reprise. La fin de la dissuasion la simulation alibi. Le nucléaire civilitaire. Israël : Vanunu. Somport..... 23 F
- 196 Canal Rhin-Rhône : non à l'eau-toroute ! Autoroute A51 Grenoble-Sisteron. Santé, vers l'autonomie (4). Irlande. Si près des urnes, si loin de la vie..... 23 F
- 197 La défense par actions civiles (1). La Hague. Grünen et non-violence. Essais nucléaires. Amiante. Salsigne. Ozone. A51. Coface..... 23 F
- 198 Ni déchets, ni incinérateurs. Lobbys routiers européens. Défense par actions civiles (2). Méthanisation. Essais nucléaires..... 23 F
- 199-200 Ecologie, à gauche, à droite, ailleurs ? avec Anger, Archimbaud, Bégin, Clark, Cochet, Dierickx, Femex, Galland, Galtié, Lalande, Lipietz, Mongeau, Parkin, Waechter. Turquie sanglante. Santé, vers l'autonomie (5)..... 35 F
- 201 Marée noire sur les droits de la personne, Shell au Nigéria. Total en Birmanie. Accident de Monju. Loi de programmation militaire. Déficiés de l'Etat..... 23 F

Prix franco de port. Les numéros ne figurant plus sur cette liste ne sont plus disponibles.

Je m'abonne :

- Particulier 12 n°.....220 F
- Dom-tom et étranger 12 n°.....270 F
- Institution 12 n°.....440 F
- Soutien 12 n°.....300 F et +
- Petit futé 24 n°.....380 F
- Groupés par 3 ex. 36 n°.....570 F
- Groupés par 5 ex 60 n°.....850 F
- Petit budget 12 n°.....190 F

Je m'informe :

- Hors-série Silence**
- Paris Dakar : Pas d'accord..... 25 F
 - La menace climatique..... 30 F
 - Radioactivité, les faibles doses..... 30 F
 - Energies renouvelables..... 30 F
 - Les métiers de l'écologie..... 70 F
 - Du chômage à l'autonomie conviviale..... 30 F
- Editions Silence**
- Le soleil à votre table..... 89 F
 - La liberté de circuler..... 70 F
 - Nucléaire ? Non merci..... 75 F
 - Le nucléaire détroné..... 30 F
 - Séphastoché, mon premier cuiseur..... 36 F
 - Superphénix : le dossier..... 30 F
 - Quelle écologie radicale ?..... 70 F
 - Un cuiseur solaire facile à faire..... 20 F
 - Construire une cuisinière solaire..... 20 F
- Diffusion Silence**
- Ed. Ecosystème (Montréal)**
- Pour un pays sans armée..... 75 F
 - Pour que demain soit..... 75 F
 - L'écophilosophie ou la sagesse de la nature..... 75 F
 - Moi, ma santé..... 75 F
 - L'écologie politique..... 75 F
 - Entre Nous, rebâtir nos communautés..... 98 F
 - Et si le Tiers-Monde s'autofinçait..... 98 F
 - Deux roues, un avenir..... 98 F
- Ed. Lucien Sotny (Lyonnes)**
- La dignité antinucléaire..... 50 F
- Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)**
- Qu'est-ce que l'écologie sociale ?..... 35 F
 - Pour une écologie de la liberté..... 88 F
 - Ecologie et politique de l'anarchisme..... 38 F
- Ed. Urovia (Lundès)**
- La désobéissance civile..... 36 F
 - Nous sommes peut-être frères..... 36 F
- Ed. Alternatives (Paris)**
- Le catalogue des ressources..... 180 F
- Ed. Courrier du livre (Paris)**
- Le solaire pour tous..... 90 F
- Ed. Georg (Lausanne)**
- Additifs alimentaire..... 98 F
 - Gestion des déchets..... 98 F
 - Les sols..... 98 F
 - L'eau..... 98 F
 - La radioactivité..... 98 F
 - L'alimentation..... 98 F
 - La diversité biologique..... 98 F
 - L'air..... 98 F
 - Le bruit..... 98 F

Frais de port :

- 1 ouvrage..... 15 F
- 2 ouvrages..... 28 F
- 3 ouvrages et plus..... 40 F
- Je souhaite recevoir une présentation plus détaillée des ouvrages ci-dessus
- Je commande les anciens numéros suivants :

Je règle un total de :

Mes coordonnées :

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Règlement à l'ordre de Silence, à retourner 9 rue Dumenge, 69004 Lyon

A la découverte du monde des plantes

**OFFRE SPÉCIALE
pour les lecteurs de Silence**

La Garance propose chaque trimestre des articles sur les plantes sauvages ou cultivées. Comment les reconnaître, leur utilisation, leur histoire grande ou petite.

La Garance c'est aussi des présentations de livres, d'initiatives et plein d'actualités nature !



Je m'abonne pour un an
à la Garance Voyageuse
Offre Spéciale pour les lecteurs de Silence
80 F (au lieu de 90 F)
Ci joint un chèque de 80 F

Nom :

Prénom :

Adresse :

Coupon à retourner à La Garance Voyageuse,
F-48370 St-Germain-de-Calberte, Tél. 66 45 94 10

Le tourisme, une affaire sérieuse

à Arvel Voyages nous en sommes convaincus.

Permettre de découvrir de nouveaux horizons est une chose, respecter les cultures et les hommes en est une autre, proposer des tarifs différenciés pour les familles aux revenus modestes est encore autre chose, s'attacher à la situation des droits de l'homme à travers le monde et tâcher d'apporter une pierre au respect de ces droits : voici quelques-unes des étranges préoccupations de l'association Arvel Voyages.

— QUELQUES EXEMPLES DE VOYAGES —

SÉJOURS ET CIRCUITS :

- Tunisie : 2 semaines en pension complète départ de Lyon ou de Paris à partir de 2 510 F*
- Grèce : 2 semaines en demi-pension au départ de Lyon ou de Paris à partir de 3 760 F*
- Italie : Proche de Venise, 1 semaine en pension complète à partir de 1 015 F*
- Irlande : Circuit dans votre voiture 15 jours à partir de 3 500 F
- Maroc : Circuit 2 semaines en pension complète départ de Lyon ou de Paris à partir de 5 750 F*
- Chine : De Pékin à Hong Kong, 3 semaines à partir de 15 200 F*

FORMULE EXPÉDITIONS :

- Brésil : 24 jours 13 100 F
- Afrique du Sud Namibie : 28 jours à partir de 14 000 F
- Jordanie : (15 jours) 5 400 F

RANDONNÉES :

- Maroc : Le Haut Atlas, de Paris et de Lyon 15 jours à partir de 5 250 F
- Les balcons de la Meije : 6 jours 2 250 F
- Le parc de la Vanoise : 6 jours 2 150 F
- Les ballons des Vosges : 7 jours 2 400 F

(*) Prix par personne en chambre double



Je souhaite recevoir la brochure, Été Expéditions Randonnées

Prénom _____

Nom _____

Adresse _____

31, cours Emile-Zola
B.P. 2080
69616 Villeurbanne Cedex

Tél. 72 44 95 50

association loi 1901 agrément 069 95 006

SIL